

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



Dossier Amériques : Bolivie, Etats-Unis, Mexique, Brésil



La manifestation des délégués qui a précédé la conférence de La Paz (12 août 2005).

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

- **Notes éditoriales :** p. 3
(Par Daniel Gluckstein)

- **Dossier Amériques**
 - **Journées révolutionnaires en Bolivie** p. 7
(Par Jean-Pierre Raffi)
 - **L'appel de La Paz** p. 17
(Par Julio Turra)
 - **La scission de l'AFL-CIO et la nouvelle "gouvernance mondiale"** p. 23
(Un entretien avec Alan Benjamin)
 - **Mexique : un mouvement de masse pour la rupture avec la domination impérialiste** p. 37
(Par Luis Zapata)
 - **Où va le Brésil, où va le Parti des travailleurs ?** p. 43
(Par Fabio Moraes)

- **Palestine : l'ordre américain à un tournant** p. 61
(Par François Lazar)

- **A propos des élections du 18 septembre en Allemagne (déclaration du secrétariat international de la IV^e Internationale** p. 73

• **L’Afrique du Nord
dans le dispositif
du “Grand Moyen-Orient” (GMO) p. 79**

(Par Amira Salem)

• **Comment l’écologie
devient une arme de destruction p. 85**

(Par Pierre Cize)

Notes éditoriales

À l'heure où ce numéro de *La Vérité* part sous presse, les images des régions dévastées du Sud des Etats-Unis ont été diffusées par les télévisions du monde entier. Des milliers de personnes disparues, des millions de travailleurs laissés littéralement à l'abandon face à un ouragan pourtant parfaitement prévisible. Catastrophe naturelle ?

“35 % des effectifs de la Garde nationale de Louisiane servent aujourd'hui en Irak, où 40 % des troupes proviennent de la Garde nationale”, signale le *San Francisco Chronicle* (1^{er} septembre).

Précisons que la Garde nationale a pour fonction première, en principe, d'assurer la protection des populations face aux situations catastrophiques. Elle est aujourd'hui envoyée en Irak pour les besoins de la guerre. Il ne s'agit pas que de la Garde nationale.

La presse signale, dès 2001, que la Federal Emergency Management Agency (FEMA) des Etats-Unis “avait averti qu'un cyclone frappant la Nouvelle-Orléans était l'un des trois désastres les plus probables que l'on pouvait prévoir pour les Etats-Unis. Pourtant, l'administration Bush a réduit de 44 % les institutions de contrôles des eaux de la Nouvelle-Orléans, et cela pour payer la guerre en Irak.”

On lit encore :

“Il y a un an, le corps des ingénieurs de l'armée américaine avait proposé d'étudier les moyens de protéger la Nouvelle-Orléans d'un nouvel ouragan catastrophique. Mais l'administration Bush a ordonné que ces recherches ne soient pas effectuées.”

Les témoignages se multiplient. Aujourd'hui, les images de la Nouvelle-Orléans dévastée font penser à celles diffusées un an et demi plus tôt, en provenance des pays les plus pauvres de la planète, en résultat du tsunami qui avait frappé le Sud-Est asiatique.

L'administration Bush, qui porte la responsabilité de la situation, vient... de donner l'ordre aux troupes de tirer à vue sur les populations affamées, qui, démunies de tout, tentent malgré tout de trouver des produits alimentaires (ce serait des “pillards” !).

Pourtant, nous ne sommes pas là dans l'un des pays les plus pauvres de la planète. Nous sommes, au contraire, dans le pays le plus riche. La survie du régime pourrissant de la propriété privée des moyens de production porte en elle la destruction de toutes les nations, y compris de la nation américaine et de ce qui en constitue le cœur : la population noire, ouvrière et paysanne du Sud des Etats-Unis.

*

* *

Le précédent numéro de notre revue *La Vérité* (n° 44, juin 2005) consacrait un dossier à la situation mondiale au lendemain de la victoire du vote non au référendum du 29 mai en France.

Le nouveau gouvernement ayant été nommé au début du mois de juin, les mesures se sont déchaînées en juillet et en août, visant le Code du travail, la Sécurité sociale, l'école, la fonction publique, privatisant à tour de bras, régionalisant, décentralisant... (avec l'appui des sommets de ceux qui sont censés constituer “l'opposition”, PS et PCF, qui, à la tête des régions et des départements, coopèrent très étroitement à la mise en œuvre des diktats de l'Union européenne).

C'est un déchaînement sans précédent, qui frappe en particulier la jeunesse. Ceux qui dirigent le pays, au service de l'Union européenne, voudraient faire payer aux travailleurs et aux jeunes le résultat du 29 mai. Souffle comme un vent de revanche, qui frappe travailleurs et jeunes, coupables d'avoir dit le 29 mai : assez de barbarie, assez de misère, assez de destruction.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent les élections générales en Allemagne du 18 septembre.

La déclaration adoptée par le secrétariat international de la IV^e Internationale (*lire page 73*) met en évidence que la politique de Schröder, totalement soumise aux exigences destructrices de l'Union européenne (et, à travers elle, du FMI, de la Banque mondiale et de toutes les instances dirigeantes de la classe capitaliste entrée dans une crise inexorable de putréfaction), a jeté les bases de la déroute électorale annoncée de son propre parti.

Mais la classe ouvrière est indissociable de ses organisations. La dislocation du SPD à laquelle conduit la politique de Schröder pose le problème de l'existence même de la classe ouvrière allemande à travers ses organisations.

En mars 2005, la conférence mondiale convoquée à Madrid par l'Entente internationale des travailleurs et des peuples a particulièrement débattu de cette question. L'appel adopté par cette conférence expliquait :

« Dans le prolongement du dispositif d'abandon de la procédure conventionnelle s'est constituée, en novembre 2001, au sein de l'OIT, une "commission de la dimension sociale de la mondialisation" (...).

Cette commission se fixe comme tâche d'élaborer des recommandations pour une "nouvelle gouvernance mondiale équitable et intégratrice des valeurs universelles et des droits de l'homme". Cette "nouvelle gouvernance mondiale" devra être "mise en œuvre avec tous les acteurs : gouvernement, parlementaires, entreprises, membres de la société civile, organisations syndicales, organisations internationales (...)".

La commission fait état dans ce rapport de ses rencontres avec le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, l'Union européenne, l'ensemble des institutions de Bretton Woods. Elle a partout rencontré appui et approbation. Ce rapport de la commission sur la dimension sociale de la mondialisation a également été débattu à l'occasion du congrès de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) de décembre 2004, au cours duquel a été décidée la fusion entre la CISL et la Confédération mondiale du travail (CMT). Il fut également l'objet de débats dans le cadre du Forum syndical mondial précédant le Forum social de Porto Alegre, en janvier 2005 (...). N'existe-t-il pas un danger réel que les organisations des travailleurs se trouvent intégrées dans la prétendue "gouvernance mondiale" ? »

Cet été, *Informations ouvrières*, l'hebdomadaire du Parti des travailleurs (au sein duquel les militants de la IV^e Internationale constituent le Courant communiste internationaliste) a publié une série d'articles (1) de Roger Sandri consacrés à la mise en place de cette "gouvernance mondiale". Roger Sandri y définit la "nouvelle gouvernance" comme la volonté d'instituer "un gouvernement mondial agissant par-dessus les Etats-nations, ceux-ci ne répondant plus à la logistique de l'économie globale et de la mondialisation".

Roger Sandri précise :

« Cette "nouvelle gouvernance" est censée associer le maximum d'individus et de groupes d'individus à la recherche d'un "bien commun universel" (...).

Toutes les couches de la société mondiale sont donc invitées à participer à l'élaboration et à la mise en place de cette nouvelle gouvernance (...).

La structure de cette nouvelle gouvernance mondiale tend à donner une place et une fonction centrales à ce qu'on nomme désormais "la société civile" (...).

Les formules ne sont jamais neutres. Or la "société civile", dont on fait une entité propre, est un non-concept. Qu'est-ce que la société civile ? Ce sont les individus constituant la base de la société humaine, qui s'est développée tout au long de l'histoire de l'humanité, simultanément à l'émergence de structures sociales et politiques, c'est-à-dire les classes sociales, composant la société civile dans sa totalité (...).

Dans le fonctionnement de la démocratie politique, expression de la diversité, les partis politiques remplissent une fonction essentielle.

L'histoire nous a appris qu'une société civile prise comme un tout, ou comme un ensemble compact, où les contradictions seraient effacées, débouche sur un concept total institutionnalisé, transposé dans sa forme moderne avec le fascisme. »

Il ne s'agit pas là d'un débat théorique abstrait. Il y a un calendrier. Le congrès de constitution de la nouvelle organisation "syndicale" intégrée à l'échelle mondiale, produit de la fusion de la CISL, de la CMT, mais aussi d'autres organisations jusque-là affiliées à aucune de ces confédérations (comme par exemple la CGT en France), est fixé à la fin de l'année.

Dans ce numéro de *La Vérité*, Alan Benjamin revient sur la scission au sein de la centrale syndicale américaine AFL-CIO. On verra que cette scission s'inscrit totalement dans cette marche à un corporatisme supranational, dans lequel l'ensemble des organisations syndicales internationales et nationales sont sommées de se dissoudre.

Tout le mouvement ouvrier international est concerné et menacé.

Quelques jours après le congrès de l'AFL-CIO se tenait dans la même ville le congrès de l'Union Network International (UNI), qui est la préfiguration du congrès de fusion de la CISL-CMT. Dans le journal de compte rendu du congrès, *UNI Chicago Info* (août 2005), le but du congrès est défini ainsi :

"Les délégués sont invités à imaginer un monde meilleur dans lequel, par des actions mondiales et régionales, les syndicats auront commencé à humaniser le profil de la mondialisation."

(1) Disponibles dans une brochure.

Philips Jennings, secrétaire général de l'UNI, déclare que “*les entreprises (sont) sur la voie de devenir de meilleures entreprises citoyennes*”. Il précise : “*De nombreux éléments probants montrent de plus en plus que la responsabilité sociale des entreprises (RSE) a réellement un impact favorable sur la performance de l'entreprise. Mais la pratique de la RSE ne doit pas être simulée (...). Elle exige la participation des salariés et de leurs syndicats.*” Les choses sont claires : la “responsabilité sociale des entreprises” a comme seul objectif d'améliorer la compétitivité des entreprises. Est-ce cela, dans le cadre de la nouvelle gouvernance mondiale, le rôle dévolu aux organisations syndicales ?

La question est, répétons-le, à l'ordre du jour dans le monde entier.

*
* *

A l'heure où ce numéro de *La Vérité* est publié, les conséquences dévastatrices de la politique de l'impérialisme, fondé sur la propriété privée des moyens de production, s'expriment de manière désastreuse sur tous les continents. On l'a vu concernant les Etats-Unis mêmes.

On le voit au Moyen-Orient (voir l'article de François Lazar, “Palestine : l'ordre américain à un tournant”). Mais aussi en Irak, qui non seulement s'enfoncé chaque jour davantage dans une guerre de décomposition, de destruction de la nation, mais est confronté à un projet dit de “Constitution”, qui vise à inscrire dans le marbre le démantèlement de la nation irakienne selon les religions, les communautés, et même les sous-communautés.

C'est, sous une autre forme, le problème posé dans l'article consacré par Pierre Cize aux développements d'une spéculation d'un genre nouveau en Europe : comment la prétendue “écologie politique” œuvre à la décomposition des forces productives... y compris à la destruction de la nature elle-même, que, pourtant, elle prétend fort abusivement protéger.

Dans ce contexte, la capacité de classe ouvrière à préserver ses organisations pour réaliser les conditions de sa lutte de classe est la question centrale.

*
* *

Les développements révolutionnaires en cours en Bolivie (lire l'article de Jean-Pierre Raffi) et la conférence qui s'est tenue au mois d'août, à l'initiative conjointe des organisations ouvrières de Bolivie et de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, ont mis en évidence le caractère international du mot d'ordre du “*Nationalisation des hydrocarbures*”.

Mot d'ordre indissociable des exigences de souveraineté de la nation et de l'indépendance des organisations ouvrières, indépendance qui suppose la rupture avec l'ensemble des institutions impérialistes, que ce soit le FMI, la Banque mondiale, l'ONU ou l'Union européenne.

L'actualité du mot d'ordre de nationalisation se limite-t-elle à la Bolivie ?

La contribution sur l'Afrique du Nord dans le cadre du “Grand Moyen-Orient” en souligne au contraire la portée universelle : remettre en cause la propriété nationale des hydrocarbures, c'est interdire toute forme de souveraineté des nations existantes.

Comme l'expliquait un militant d'Azanie-Afrique du Sud dans une récente réunion de la IV^e Internationale : si l'on considère qu'en Azanie-Afrique du Sud, plus de 80 % des terres sont toujours entre les mains des propriétaires blancs (de même que les mines et l'ensemble des ressources naturelles), il est évident que le mot d'ordre de “*nationalisation*” est le corollaire du mot d'ordre de “*Tout le pouvoir à la majorité noire*”, c'est-à-dire la réalisation de l'exigence démocratique qui n'est toujours pas réalisée dans ce pays.

Cela vaut également pour les pays de l'est de l'Europe et pour la Chine. Dans la décomposition destructrice qu'engendre la prétendue “ouverture au marché” dans l'ex-URSS et dans les pays de l'Est, les luttes de classe sont amenées, sous des formes souvent imprévues, à poser le problème de la préservation et de la reconquête de ce qui n'a pas encore été démantelé des conquêtes issues d'octobre 1917, posant la question de la renationalisation. C'est pour mener ce débat que sera désormais publié à l'initiative de la IV^e Internationale un bulletin en russe et en anglais en direction de militants de l'est de l'Europe.

Nationalisation et renationalisation sont indissociables de l'indépendance des organisations ouvrières. On ne sera donc pas surpris qu'une association comme ATTAC et tous ceux qui y sont reliés mènent campagne, au nom de la “société civile”, contre de tels mots d'ordre.

On notera à ce sujet la prise de position d'Yves Salesse, longtemps membre du bureau politique de la LCR en France, et aujourd'hui président de la Fondation Copernic (trait d'union entre le Parti communiste français et la LCR).

Lors du séminaire “services publics” du Forum social européen de Florence, Yves Salesse devait exposer en ces termes sa position :

“Nous parlons d’appropriation sociale et non de nationalisation (...). L’appropriation sociale signifie ainsi au moins trois choses : elle ne se réduit pas à un secteur public (...); si le niveau national demeure aujourd’hui principal (...), il convient de donner plus d’importance à la propriété publique, qui pourrait être définie aux niveaux infra et supranationaux, et notamment, dans ce dernier cas, au niveau européen ; enfin, l’appropriation sociale (...) ne saurait se limiter à un simple transfert de propriété.”

Ainsi donc, au mot d’ordre de “nationalisation”, Salesse oppose la participation des travailleurs à la gestion des entreprises, au plan national ou régional ? Effectivement, cela n’a rien à voir avec la nationalisation sans indemnités ni rachat, cela n’a rien à voir avec la transition dans le combat pour l’expropriation du capitalisme, c’est la vieille tarte à la crème de l’intégration corporatiste, qui prétend transformer les salariés en artisans de leur propre exploitation.

*

* *

Lors d’une émission de radio, en France, consacrée au 65^e anniversaire de l’assassinat de Léon Trotsky, à une question posée sur l’actualité du trotskysme, Alain Krivine, représentant de la LCR et du Secrétariat unifié, devait répondre :

“Je ne vais pas regarder dans les rétroviseurs, l’histoire, c’est très important, mais enfin (...), le trotskysme, ça a été un moment particulier de la lutte de Léon Trotsky et de ses camarades.”

A la même question, le représentant de notre courant a répondu :

« Le trotskysme, ce n’est pas une affaire du passé, c’est une affaire d’avenir. Le cœur du trotskysme, c’est qu’il faut en finir avec le régime de la propriété privée des moyens de production, qui entraîne l’humanité à l’abîme. L’objectif du trotskysme, c’est l’objectif historique de tout le mouvement ouvrier depuis sa naissance, c’est-à-dire la socialisation des moyens de production pour ouvrir la voie à l’établissement d’une société sans classes et sans Etat (...). Ce que Trotsky nous a appris, et qui, finalement, est l’héritage de tout le mouvement ouvrier, c’est qu’il y a deux classes sociales aux intérêts antagoniques : les ouvriers et les patrons n’ont pas les mêmes intérêts. Et les travailleurs ne peuvent défendre leurs intérêts que s’ils ont des organisations indépendantes, des syndicats indépendants. Trotsky utilisait la formule : “Ne fera jamais de nouvelles conquêtes celui qui ne sait pas défendre les vieilles conquêtes.” Les travailleurs doivent défendre leurs syndicats, leurs régimes de protection sociale, leurs régimes de retraite, ils doivent défendre leurs syndicats indépendants et refuser l’illusion qu’il pourrait y avoir une “clause sociale” du capitalisme, une “clause sociale” de la mondialisation, refuser le mirage des forums sociaux, de prétendus “ponts” entre Davos et Porto Alegre. Ils doivent défendre l’indépendance de leurs organisations. Parce qu’il n’y a pas de démocratie politique quand il n’y a pas de syndicats indépendants, il n’y a pas de démocratie politique quand on refuse aux travailleurs de défendre leurs intérêts spécifiques. C’est cela, l’héritage du trotskysme, et il est immensément actuel, puisqu’aujourd’hui, que ce soit dans le cadre de l’Union européenne, du FMI, de la Banque mondiale ou des forums sociaux, on voudrait entraîner les travailleurs à s’asseoir dans des tables rondes avec les patrons, avec le FMI, pour finalement mettre en place ce qu’on appelle le bien commun, mais qui n’est que l’intégration corporatiste des organisations.

Démocratie politique et combat pour la socialisation des moyens de production : le moyen, c’est l’indépendance des organisations ouvrières » (2).

Daniel Gluckstein

(2) Un compte rendu intégral a été publié par *La Lettre de la Vérité*, lettre hebdomadaire de la section française de la IV^e Internationale.

Journées révolutionnaires en Bolivie

**Pour la nationalisation
immédiate
du pétrole et du gaz,
pour l'unité
et la souveraineté
de la nation**

Par Jean-Pierre Raffi

L'abrogation de la loi du 17 mai 2005 sur les hydrocarbures et la nationalisation de toutes les ressources en pétrole et gaz naturel ont initialement été les deux mots d'ordre de la levée en masse du peuple travailleur bolivien, qui a balayé le gouvernement et le président de la République en exercice, Carlos Mesa. Il a commencé à dresser une Assemblée populaire nationale comme un embryon de double pouvoir face au congrès des députés, réactionnaire et corrompu (lire dans notre précédent numéro la "*Correspondance de Bolivie*"). Il s'agit de bien plus qu'une exigence "économique", bien plus qu'une question de répartition des dividendes entre les grandes compagnies et l'État. Dans la conscience spontanée de tout un peuple, c'est la souveraineté de la nation bolivienne et du peuple bolivien qui est à l'ordre du jour, c'est l'existence de la nation qui est en jeu.

Pour ces centaines de milliers qui ont bloqué durant des semaines le centre politique du pays, la capitale, La Paz, une chose est sûre : le pétrole, le

gaz — dont les dernières découvertes mettent la Bolivie en seconde place pour le volume des réserves connues, juste après le Venezuela — appartiennent à la nation, au peuple bolivien.

Pour chaque paysan, chaque mineur, chaque travailleur informel — ils sont des centaines de milliers condamnés à cet état misérable par la fermeture des mines il y a vingt ans, suite au décret 21060 qui dictait le démantèlement de la Corporacion Minera de Bolivia (COMIBOL), sur décision des grandes compagnies minières —, pour chaque jeune, chaque veuve de mineur — elles sont aussi des dizaines de milliers dans ce pays où la misère a fait s’effondrer dramatiquement l’espérance de vie —, pour chaque femme d’ouvrier ou de paysan, un seul mot d’ordre : *“Ce pétrole, ce gaz sont à nous ! A bas la loi scélérate ! Dehors les compagnies pétrolières impérialistes !”*

La puissance de ce mot d’ordre : *“Nationalisation totale, sans indemnité ni rachat, du pétrole et du gaz boliviens”*, c’est la puissance du processus révolutionnaire, qui, pendant trois semaines, a soulevé la Bolivie et qui, le 9 juin, a chassé le président de la République, Carlos Mesa, allant jusqu’à jeter les bases d’une Assemblée populaire nationale se dressant en double pouvoir face au Congrès national.

Au moment où cet article est rédigé, le mouvement de la révolution semble suspendu. Le flot puissant des ouvriers, des mineurs, des paysans et des jeunes, qui, depuis le début du mois de mai, avait envahi les rues et les places de La Paz, semble être rentré dans son lit. La révolution, qui a quitté la première page des journaux, se poursuit, souterraine. Elle continue sous le cours apparent des choses.

La question des nationalisations, la question de la souveraineté ainsi posée par le soulèvement du peuple travailleur bolivien l’est également aujourd’hui dans toute l’Amérique : au Venezuela, placé sous la menace permanente et directe de l’impérialisme, qui a placé le gouvernement légitime de Chavez aux premiers rangs des régimes à abattre ; au Mexique, où, il y a un mois, 2 millions de travailleurs, paysans et jeunes manifestaient leur refus de voir l’impérialisme américain et le gouvernement Fox tenter de leur interdire le libre choix politique du prochain président de la République ; au Brésil (*lire dans ce numéro l’article de Jean-Pierre Raffi*), au Pérou, en Equateur, etc. Cette question est aussi posée partout dans le monde.

Consciente de cette similitude des problèmes posés aux travailleurs et aux peuples de tout le continent, la fédération des mineurs boliviens, cœur du prolétariat et de la centrale syndicale bolivienne (COB), a convoqué avec l’Entente internationale des travailleurs et des peuples, les 12, 13 et 14 août 2005, à La Paz, une “conférence continentale *“pour la défense de la nationalisation des hydrocarbures en Bolivie, pour la lutte contre les privatisations, pour la défense de la souveraineté nationale de nos peuples”*”.

NATIONALISATION IMMEDIATE SANS INDEMNITE NI RACHAT DU GAZ ET DU PETROLE BOLIVIENS !

Trois exigences étaient au centre du soulèvement général du peuple bolivien : l'abrogation de la loi du 17 mai 2005 sur les hydrocarbures et l'exigence de la nationalisation de toutes les ressources en gaz et en pétrole ; le rejet de la menace de sécession brandie par l'oligarchie de la province de Santa Cruz, appuyée en sous-main par l'impérialisme américain, remettant en cause l'unité et l'existence même de la nation bolivienne ; la convocation d'une Assemblée constituante souveraine.

La loi adoptée le 17 mai de cette année sur instigation du président de la République, Carlos Mesa, était une tentative de coup de force contre la volonté populaire. Carlos Mesa, qui avait assumé la présidence dès octobre 2003, à l'issue de deux mois d'un soulèvement populaire qui venait de renverser le président de la République d'alors, Sanchez de Lozada (appelé "El gringo" à cause de son fort accent américain acquis lors ses nombreux séjours aux Etats-Unis), tentait en effet avec cette loi de reprendre de la main droite au compte des grandes compagnies pétrolières ce qu'il avait été contraint de céder de la main gauche, un an et demi plus tôt, devant la fureur des masses.

Cette loi, sous couvert d'augmenter la part reversée à la Bolivie par les grandes compagnies pétrolières sur la totalité du pétrole et du gaz extrait du sous-sol bolivien, entérinait de fait le pillage, privant à

la fois le peuple et la nation de leurs ressources naturelles et du produit de leur vente.

Depuis 1996, 25 groupes étrangers bénéficient d'un total de 70 contrats leur accordant les droits d'exploitation du gaz et du pétrole boliviens. A ce titre, ces grandes compagnies impérialistes, parmi lesquelles Total, British Gaz, Enron, Shell, Respsol, Petrobras, disposent de tous les droits, depuis l'extraction jusqu'à la distribution.

Le prix à payer pour cette mainmise avait été fixé à 18 % de taxe sur la valeur ajoutée et 34 % sur les bénéfices déclarés... Tout cela portant sur les réserves "constatées" au moment de la signature des contrats. Et, comme par hasard, à peine l'encre avait-elle séché que de nouveaux et gigantesques gisements étaient "découverts", plaçant d'un seul coup la Bolivie au deuxième rang sur le continent pour le gaz, tout juste derrière le Venezuela, et au cinquième rang pour le pétrole. Miracle ! Les profits des compagnies s'envolaient. Le peuple bolivien se voyait doublement spolié.

Le compte a été fait : chaque dollar investi par les compagnie pétrolières leur rapporte dix dollars, dont deux seulement reviennent à la Bolivie.

C'est déjà contre ce vol manifeste que les masses s'étaient soulevées fin 2003, renversant Sanchez de Lozada et posant avec force sur le devant de la scène politique l'exigence de la nationalisation du pétrole et du gaz.

Carlos Mesa aura attendu un an et demi avant de reprendre la question et tenter

Un peuple que les multinationales condamnent à la misère

L'écrasante majorité du peuple bolivien vit avec moins de 20 dollars par mois.

Du jour au lendemain, il y a vingt ans, le décret 21 060, qui a mis un terme à l'existence de la Corporacion Minera de Bolivia (COMIBOL), a condamné des dizaines de milliers de mineurs au travail informel et à la misère.

87 % des terres, parmi lesquelles les plus fertiles, sont aux mains de 7 % de grands propriétaires fonciers. Plusieurs millions de paysans pauvres se partagent les autres 13 %, parmi lesquelles, bien entendu les terres les moins fertiles. 82 % des paysans vivent ou plutôt survivent en dessous du seuil de pauvreté.

Et pendant ce temps-là, les grandes compagnies minières d'abord, et maintenant pétrolières, s'arrachent et pillent les richesses naturelles formidables qui appartiennent au peuple et devraient lui revenir.

une nouvelle fois de tromper le peuple bolivien pour servir les intérêts des compagnies. Il s'agissait avant tout d'empêcher la nationalisation. La nouvelle loi qu'il a fait voter le 17 mai dernier écarte toute nationalisation et se contente d'augmenter la taxe sur la valeur déclarée et sur les bénéfécies.

Mais, pas plus que la précédente, la nouvelle loi n'établit le moindre contrôle, les compagnies étant libres de fixer le volume de leurs exportations et le prix auquel elles vendent le pétrole et le gaz boliviens. Elles peuvent ainsi continuer à tricher et à voler en toute impunité.

Une vague de manifestations commence, qui va grossir de jour en jour : *“Assez de pillage, nationalisation totale et immédiate de toutes les ressources en hydrocarbures !”*

La COB, la fédération des mineurs, la fédération des associations d'habitants d'El Alto (immense cité-favela surplombant La Paz, avec plus de 700 000 habitants, un dixième de la population bolivienne, mineurs expulsés des mines, ouvriers paupérisés, paysans sans terre...), le syndicat des enseignants de Bolivie prennent la tête des mobilisations.

En trois semaines, le pays est entièrement paralysé, la capitale investie, une assemblée populaire se constitue à El Alto, embryon de double pouvoir face au Congrès, que les masses rejettent unanimement.

Congrès qui ne parvient même plus à se réunir, encerclé par la masse des centaines de milliers de mineurs, paysans, enseignants, jeunes, *“moradores”* descendus de El Alto et de tout le pays.

L'Assemblée populaire nationale d'El Alto

Face à un Congrès qui ne cesse de mentir, de manœuvrer pour sauver des institutions haïes par le peuple, pour tenter encore et encore de faire prévaloir les intérêts des multinationales impérialistes et continuer de percevoir les royalties qui leurs sont à ce titre concédées, la COB reprend une tradition ancrée dans l'histoire révolutionnaire de la Bolivie : elle convoque avec sa fédération des mineurs, avec la fédération des associations de *“moradores”*, une assemblée populaire (Asamblea Popular Originaria) à El Alto. C'est un premier pas. *“Ses tâches immédiates sont le contrôle des quartiers, des zones et des voies de communication, l'approvisionnement de la population en aliments et biens nécessaires, et l'autodéfense”* (agence Econoticias Bolivia, le 9 juin). *“Les assemblées populaires, qui sont sous la direction de la COB au niveau national et des centrales ouvrières départementales au niveau régional, ont la tâche d'exercer le pouvoir dans leurs territoires respectifs.”* Les mots d'ordre sur la base desquels ont surgi ces assemblées populaires sont : la nationalisation des ressources énergétiques (pétrole et gaz), la convocation d'une Assemblée constituante, le rejet de toute tentative visant à briser l'unité de la nation.

Dans sa réunion du 8 juin, alors que le pouvoir légal vacille, est prêt à tomber, l'Assemblée populaire nationale d'El Alto adopta une série de résolutions définissant son mandat. La première déclare qu'*“est votée la reconnaissance d'El Alto comme avant-garde du processus révolutionnaire, El Alto est déclaré siège de l'Assemblée populaire nationale et originelle”* ; la troisième *“ratifie l'Assemblée populaire nationale, comme instrument du pouvoir populaire”* ; la quatrième appelle à *“renforcer l'Assemblée populaire nationale en désignant des délégués élus dans les assemblées de base et en constituant des assemblées populaires départementales et locales”* ; la cinquième constitue les *“comités d'autodéfense et d'autoapprovisionnement”* ; la sixième *“ratifie la lutte pour la nationalisation des industries d'hydrocarbures et décrète à cet effet la poursuite de la grève générale indéfinie et le blocage national des voies de communication”* ; la septième *“rejette tous les pièges de la bourgeoisie visant à assurer la succession par le biais d'élections anticipées”*.

**BOLIVIE SOUVERAINE ET UNIE !
À BAS LE REFERENDUM
DES SECESSIONNISTES
DE SANTA CRUZ !**

Le deuxième et puissant facteur de la radicalisation des masses boliviennes est la tentative de la bourgeoisie de la province de Santa Cruz, dans l'ouest du pays, à la frontière avec le Brésil, appuyée par la Chambre de l'industrie, du commerce et des services (CAINCO), d'organiser un référendum en faveur de l'autonomie de cette province, l'une des plus riches de Bolivie, où se concentre précisément une grande part des réserves récemment découvertes en gaz et en pétrole.

La bourgeoisie de Santa Cruz de la Sierra, qui vit des prébendes distribués par l'impérialisme et qui voit dans les nouvelles découvertes en hydrocarbure la possibilité d'augmenter considérablement cette manne, ainsi que les grands propriétaires fonciers des provinces de Tarija — riche département agricole, qui forme au sud la frontière avec l'Argentine —, de Beni (nord-ouest) et Pando (nord), multiplient les déclarations sécessionnistes. Le gouvernement Mesa, qui sait très bien que derrière cette agitation il y a la main de Washington, commence par céder en leur promettant l'élection d'un nouveau gouverneur. Ce qui ne fait bien entendu qu'ouvrir la voie à des exigences plus radicales.

Se saisissant de ce premier recul de Mesa, les "autonomistes" annoncent en effet qu'à cette occasion sera convoqué un référendum en faveur de l'autonomie de la région. Les arguments "économiques" s'accompagnent de la plus venimeuse phraséologie raciste. Se définissant comme les régions "*les plus blanches*" de la Bolivie, ces départements exigent du Congrès qu'il ratifie la convocation du référendum régional, se déclarant "autonomes" vis-à-vis des manifestations organisées par les "*paysans indigènes de l'Altiplano bolivien*". Ils annoncent qu'en tout état de cause, ils organiseront le 12 août leur référendum sécessionniste. Sous le nom de "*chemises noires*", des groupes de choc fascistes et l'Union des juntes civiques (UJC) s'attaquent aux manifestations populaires.

C'est l'existence de la nation bolivienne qui est en jeu.

Sous le titre "*Démembrer la Bolivie ouvrirait la boîte de Pandore en Amérique latine*", un commentateur, Isaac Bigio, trace un parallèle très significatif avec le démantèlement de l'ex-Yougoslavie sous la pression et les manœuvres des impérialismes européens et américain :

"Les récents événements conduisent à se demander si la Bolivie pourrait se fragmenter comme l'ex-Yougoslavie (...). L'Amérique du Sud n'a plus vu se fracturer l'un de ses pays depuis un siècle, et cela la différencie de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique. Un démembrement de la Bolivie ouvrirait la boîte de Pandore dans la région."

Mais n'est-ce pas là ce que cherche précisément l'impérialisme américain, qui a établi des relations depuis plus d'un siècle avec ce qu'il a toujours considéré être son "jardin" particulier, l'Amérique latine, faisant et défaisant les régimes, soutenant les dictatures les plus brutales pour assurer la prédominance de ses intérêts ? Mais cela, aujourd'hui, ne suffit plus. C'est l'existence même des nations qui constitue un obstacle, parce qu'elles constituent le cadre dans lequel la lutte de classe tend en permanence à se développer et la classe ouvrière à s'organiser.

N'est-ce pas ce que la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, réaffirmait une nouvelle fois, le 7 juin dernier, lors de la réunion annuelle de l'Organisation des Etats américains (OEA) à Fort Lauderdale (Floride) ? Se plaignant de la "*fragilité*" des régimes en place sur tout le continent, elle prônait la mise en place, sous contrôle de Washington, de mécanismes destinés à "*guider la qualité de la démocratie*". De l'Irak à l'Afghanistan en passant par le Kosovo, on sait ce que veut dire pour l'impérialisme américain "*guider la qualité de la démocratie*" !

**WASHINGTON MET EN CAUSE
LE "RÔLE" DE CHAVEZ
DANS LES EVENEMENTS, ET LE
REPRESENTANT DE LULA INVITE
L'OEA A JOUER UN RÔLE ACTIF...**

Dès qu'ont commencé les mobilisations populaires, le gouvernement améri-

cain a multiplié les déclarations menaçantes, dénonçant “la main de Chavez dans la crise bolivienne” (*O Estado*, le 8 juin).

« S’employant à démontrer que le président vénézuélien, Hugo Chavez, avait une influence déstabilisatrice dans la région, le sous-secrétaire d’Etat américain pour l’hémisphère occidental, Roger Noriega, n’a pas tardé à suggérer hier dans l’assemblée générale de l’OEA une possible implication de Caracas dans la crise bolivienne. Déclarant que “le profil de Chavez est assez visible depuis le début”, il a exprimé les “préoccupations” des Etats-Unis en ce qui concerne le “rôle” de Chavez dans les développements politiques en Bolivie. »

Mais un universitaire bolivien avertit :

“Ce type de théorie cherche dans un acteur externe la cause de la crise bolivienne, qui est interne. La cause est profonde. La Bolivie est une démocratie qui a connu un développement très bas et son économie a connu un développement pire encore. Le pays a une classe politique corrompue, qui n’a pas su mener à bien les réformes pour lesquelles il y avait de grandes attentes (...).”

En pointant du doigt Chavez, le gouvernement américain fait son jeu et fiche plus la pagaille qu’il n’aide les Boliviens.”

De son côté, fidèle au rôle qu’il s’est donné de médiateur au compte de Washington — un rôle que viennent d’illustrer ces derniers jours les troupes brésiliennes engagées en Haïti, faisant plusieurs dizaines de morts en intervenant dans une favela —, le président brésilien, Luis Inacio Lula, n’a pas manqué d’intervenir à deux reprises : la première, avec cette déclaration de son représentant à l’OEA, l’ambassadeur Osmar Choli, qui a “appelé l’Organisation des Etats américains — dont chacun sait qu’elle n’est rien d’autre qu’un instrument aux mains de l’impérialisme américain — à apporter sa contribution dans la solution de la crise en Bolivie” ; la seconde, lorsqu’il a envoyé à La Paz son assesseur spécial, Marc Aurelio Gracia, “avec comme mission de faire clairement comprendre aux autorités boliviennes qu’elles ne devaient en aucun cas céder aux clameurs de la rue en faveur de la nationalisation des entreprises du secteur énergétique” (*O Estado*, 10 juin).

“LA CRISE BOLIVIENNE ATTEINT LES CASERNES”...

“La crise bolivienne atteint les casernes”, s’inquiète le journal *O Estado*, fin mai, alors qu’à la télévision bolivienne, deux officiers, les lieutenants-colonels Julio Herrera et Cesar Galindo, en appellent à l’unité de la nation et appuient les revendications des masses concernant la nationalisation du pétrole et la convocation d’une Assemblée constituante.

Le lieutenant-colonel Herrera déclare :

“Il ne s’agit pas d’un coup d’Etat, c’est une proclamation que le peuple réclame à cor et à cris pour que nous, jeunes officiers, nous nous chargions du gouvernement de ce pays en présentant des solutions correctes pour toute la société (...). Ici, tout le monde fait ce qu’il veut, principalement les multinationales. Corrompant les hommes politiques, ils veulent démembrement, diviser notre patrie. Nous sommes opposés à cela.”

Le degré atteint désormais par la crise de l’Etat amène le gouvernement Mesa à tenter une dernière manœuvre. L’Eglise, le Movimiento al Socialismo (MAS) d’Evo Morales sont appelés en médiateurs... Il est laissé entendre qu’on pourrait arriver à une solution négociée comprenant la démission de Mesa, son remplacement par le président du Congrès, Hormando Vaca Diaz, jusqu’à des élections générales qui seraient anticipées.

Mais tous ces efforts se heurtent à la puissance du mouvement et au mot d’ordre qui l’unifie : nationalisation du pétrole et du gaz.

LE GOUVERNEMENT AMERICAIN A-T-IL ENVISAGE A CE MOMENT UNE INTERVENTION ?

Le gouvernement américain a-t-il envisagé à ce moment une intervention en force pour imposer sa solution, c’est-à-dire le transfert du pouvoir au président du Congrès, Vaca Diez ?

L’agence brésilienne Carta Maior (10 juin) rapporte les propos de Evo Morales, le dirigeant du MAS, porte-parole en Bolivie des Forums sociaux, selon lequel

“trois membres de la Chambre de l'industrie et du commerce de Santa Cruz de la Sierra (ceux-là mêmes qui fomentent depuis des mois le projet de sécession de cette province parmi les trois plus riches du pays — NDT) se sont rendus aux Etats-Unis pour une réunion du Bureau pour la sécurité de l'hémisphère du gouvernement nord-américain. L'ex-président, Sanchez de Lozada, aurait participé à cette réunion (...). L'objectif principal étant de garantir que Vaca Diez assume la présidence sur la base de l'engagement de la garantie d'immunité pour les soldats nord-américains présents en Bolivie, l'abandon de toute poursuite judiciaire contre Lozada et ses ministres pour le massacre dont ils sont rendus responsables avant de démissionner il y a un an et demi, l'appui au référendum d'autonomie défendu par les oligarchies (spécialement de Santa Cruz), d'empêcher la convocation d'une Assemblée constituante et l'approbation d'une loi sur les hydrocarbures qui soit préjudiciable aux intérêts des multinationales du secteur pétrolier.”

En réalité, les faits l'ont par la suite confirmé, cet épouvantail est brandi par Morales pour couvrir ses propres manœuvres visant à parvenir à une “solution négociée” dans le dos des masses. Washington dispose en lui d'une carte autrement plus maniable que celle d'un coup de force aux résultats incertains en pleine insurrection populaire.

On ne va pas tarder à s'en rendre compte.

L'AVERTISSEMENT DE LA FEDERATION DES MINEURS

Dans un communiqué, la fédération des mineurs avertit :

“Nous ne permettrons pas que les négociations se fassent dans le dos du peuple comme cela se fait actuellement à Santa Cruz avec l'aval de l'Eglise. Ce n'est pas Hormado Vaca Diaz, président du Congrès, ni Mario Cossio, président de la Chambre des députés, ni Eduardo Rodriguez, président de la Cour suprême, qui dictent le cours du gigantesque mouvement des masses qui s'est levé d'un bout à l'autre de la Bolivie. Ces gens-là n'ont rien fait à leurs places et fonctions respectives lorsqu'ils détenaient le pouvoir, et maintenant, devant la convulsion

provoquée par la pauvreté, le chômage, ils prétendent avec le cardinal (et l'Eglise) apporter des solutions sans donner satisfaction à l'exigence centrale des mobilisations : la nationalisation des hydrocarbures (...).

L'anticipation des élections nationales est une proposition trop superficielle et temporaire. Le système démocratique en vigueur est dégénéré et en panne parce qu'il ne défend en rien les intérêts de la majorité (...).

Aujourd'hui, il s'est converti en un instrument de soutien à un système paupérisant, injuste, corrompu et terriblement discriminatoire. Des élections dans ce cadre ne peuvent signifier que le maintien au pouvoir des éternels maîtres du pays (...). Concrètement, c'est une manœuvre pour ne pas adopter la grande mesure qu'exigent les masses : la nationalisation !”

Il n'y a plus d'autre issue : le 9 juin, Carlos Mesa renonce à la présidence. Dans la nuit, le Congrès accepte contraint et forcé cette démission, que la rue a déjà entérinée. Hormando Vaca Diez et Mario Cossio, qui figurent sur la liste des remplaçants possibles conformément à la Constitution, renoncent eux aussi, malgré l'appui apporté au premier par l'ambassade américaine. Mais, contrôlant toujours La Paz, le peuple ne désarme pas. Il ne veut pas de ces représentants, d'un régime honni, corrompu, vendu à l'impérialisme.

A ce moment, tout est possible.

Si la COB avance d'un pas, si, à cet instant, prenant appui sur l'assemblée populaire d'El Alto, les dirigeants de la COB appellent le peuple travailleur dans tout le pays à désigner ses délégués et à se réunir en une Assemblée populaire nationale prenant en main tout le pouvoir, décrétant immédiatement la nationalisation du pétrole et du gaz, l'unité et l'indivisibilité de la nation bolivienne, dans son immense majorité, le peuple bolivien répondrait immédiatement.

Cet appel, les dirigeants de la COB ne le lancent pas.

A ce moment, plus dramatiquement que jamais, il manque en Bolivie un parti ouvrier indépendant, un parti des travailleurs, rassemblant les meilleures forces, les traditions les plus vivantes du prolétariat révolutionnaire bolivien et de son organisation syndicale, la COB, sur une base politique de classe indépendante.

EVO MORALES AU SECOURS D'UN REGIME A L'AGONIE

Acculés, les représentants de la bourgeoisie et de l'impérialisme, qui étaient prêts à renoncer, se rassemblent alors autour du président de la Cour suprême de justice, Eduardo Rodriguez, qu'ils nomment président intérimaire.

Aussitôt, Evo Morales, au nom du MAS, déclare appuyer cette proposition. L'agence Carta Maior rapporte (10 juin) :

“Le leader de l'opposition, Evo Morales (“leader” altermondialiste, intime de Lula, très en vogue auprès du Secrétariat unifié et porte-parole du Forum social mondial en Bolivie — NDT), s'est prononcé ce vendredi pour une trêve dans les manifestations, afin de discuter avec Rodriguez de la mise en place du processus électoral.”

La fédération des mineurs, considère, elle, que

“le nouveau président de Bolivie, Eduardo Rodriguez, est la nouvelle carte des classes dominantes pour défendre les intérêts millionnaires des multinationales du pétrole” (Econoticias, 12 juin).

La fédération des enseignants municipaux de La Paz rappelle de son côté que

“Rodriguez fut l'assesseur juridique de l'ambassade des Etats-Unis et l'associé du cabinet de l'avocat Carlos Sanchez Berzain, ex-ministre du gouvernement de Sanchez de Lozada, titres suffisants pour accéder à la présidence avec l'appui enthousiaste de l'Eglise, des patrons, des grands moyens de communication et du Movimienot al Socialismo (MAS) du député Evo Morales” (Econoticias, 12 juin).

“Evo Morales s'emploie par un travail intense à démanteler l'offensive populaire et saboter la lutte des travailleurs, ce qui lui vaut, une nouvelle fois, d'être qualifié de traître par la Centrale ouvrière bolivienne et les organisations populaires”,

rapporte la même agence.

Mais, pour la bourgeoisie bolivienne et l'impérialisme américain, tout cela est encore loin d'offrir un panorama rassurant. *“Evo Morales contrôle-t-il les masses ?”,* s'interroge un commentateur dans le journal *O Estado*, qui répond : *“Non, et c'est le pire. Je crois que personne ne les contrôle plus.”*

LA CRISE REVOLUTIONNAIRE OUVERTE PAR LES MASSES FIN MAI EST LOIN DE S'ÊTRE REFERMEE

La crise révolutionnaire ouverte fin mai est loin de s'être refermée. Les masses boliviennes ont nettement et clairement posé leurs revendications. Elles ne sont pas prêtes d'y renoncer.

Sous le titre *“La trêve naît fragile”*, le *Jornal do Brasil* (11 juin) analyse ainsi la situation :

“La prise de fonctions du président Eduardo Rodriguez, dans la chaotique situation bolivienne, a ouvert une trêve de durée incertaine avec les mineurs et les paysans, qui maintiennent leur exigence de nationalisation des ressources en gaz naturel et menacent de continuer d'exercer leur pression dans ce but (...). Malgré qu'elle ne soit plus aussi tendue que ces dernières semaines, l'ambiance du pays ne sera pas calme pour autant. Les secteurs en conflit continueront d'exiger les uns la nationalisation des hydrocarbures et l'Assemblée constituante, les autres l'autonomie. La tension tend à baisser, mais elle ne disparaîtra pas.”

L'APPEL DE LA FSTMB, DE LA COB ET DE L'ENTENTE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES

Conscient que les problèmes posés devront être résolus, conscients qu'ils se posent non seulement en Bolivie, mais à l'échelle de tout le continent américain et dans le monde entier, la fédération des mineurs boliviens, la Centrale ouvrière bolivienne (COB), son organisation départementale à La Paz (COD) et régionale à El Alto (COR) et l'Entente internationale des travailleurs et des peuples ont lancé le 22 juin un appel à la tenue d'une conférence continentale à La Paz, *“pour la défense de la nationalisation des hydrocarbures en Bolivie, pour la lutte contre les privatisations, pour la défense de la souveraineté nationale de nos peuples”*.

« La FSTMB, colonne vertébrale de la COB, a participé au coude à coude avec les travailleurs et le peuple boliviens à la

grande mobilisation qui a conduit, une nouvelle fois, à la démission d'un président de la République (Carlos Mesa).

Mais, cependant, nous sommes conscients que les questions fondamentales qui étaient et restent à l'origine de la situation en Bolivie n'ont pas été résolues par l'issue constitutionnelle consistant à nommer Eduardo Rodriguez comme président intérimaire.

Pour nous, la classe ouvrière organisée dans la COB, les secteurs indigènes et populaires, la question de la nationalisation à 100 % du pétrole et du gaz, pour que cette richesse qui appartient au peuple bolivien soit utilisée à son profit et non pour satisfaire à la rapacité des multinationales, est la question centrale. Question qui concerne la survie même de notre peuple, la souveraineté et l'unité de la Bolivie, aujourd'hui menacée de désintégration par la politique de l'impérialisme et de ses complices, comme on le voit avec ladite politique "d'autonomie" qu'ils préconisent.

Notre lutte est la même que celle des peuples frères d'Amérique latine et au-delà, qui, tous, subissent les conséquences de la politique de guerre et de surexploitation conduite par le gouvernement Bush des Etats-Unis. Gouvernement qui s'attaque en même temps au mouvement ouvrier dans son propre pays. Notre lutte est dirigée contre l'impérialisme et sa politique de destruction des nations.

C'est ainsi que la lutte pour la nationalisation des hydrocarbures se relie étroitement à la lutte contre les privatisations, pour la défense des services publics, contre les traités de libre commerce, pour la défense des droits sociaux et ouvriers, pour la défense de la terre pour les paysans sans terre, qui grandit dans tout notre continent (...). »

Jean-Pierre Raffi

Annexe

La place historique de la fédération des mineurs de la COB Les Thèses de Pulacayo

Tout au long des ces journées révolutionnaires, les masses se sont saisies de la fédération des mineurs de la COB (FSTMB) comme instrument principal de leurs mobilisations.

La FSTMB possède une longue histoire de lutte révolutionnaire, dans laquelle les *Thèses de Pulacayo* marquent une étape importante.

Fondée en 1944, la FSTM était dirigée à l'époque par Juan Lechin Oquendo, la majorité des autres dirigeants étant liée comme lui au Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR). Elle comportait une minorité membre du Parti ouvrier révolutionnaire de Bolivie (POR, section bolivienne de la IV^e Internationale).

En novembre 1946, le congrès de la fédération syndicale réuni à Pulacayo adoptait un ensemble de thèses présentées par les délégués du POR, qui sont restées connues comme les *Thèses de Pulacayo*.

Ces thèses formulent un véritable programme révolutionnaire pour l'ensemble de la classe ouvrière et des masses exploitées boliviennes.

Elles commencent par répudier la collaboration de classe, elles appellent au rassemblement avec la classe ouvrière de toutes les couches exploitées et opprimées par l'impérialisme — paysans, intellectuels, petite bourgeoisie... —, à la lutte contre l'impérialisme. Et elles formulent un ensemble de revendications transitoires, sur lesquelles elles appellent les travailleurs et le peuple boliviens à se rassembler et à s'organiser :

“Le prolétariat constitue la classe sociale révolutionnaire par excellence. Les travailleurs des mines, le secteur le plus avancé et combatif du prolétariat national, donnent son sens à la lutte de la FSTMB.

La Bolivie est un pays arriéré. Parmi l'ensemble des plus divers stades d'évolution économique, prédomine qualitativement l'exploitation capitaliste, et les autres formations économiques sociales constituent

l'héritage de notre passé historique. De cette évidence découle la prédominance du prolétariat dans la politique nationale (...).

La révolution prolétarienne en Bolivie ne veut pas dire que sont exclues les autres couches exploitées de la nation, mais, au contraire, l'alliance révolutionnaire du prolétariat avec les paysans, les artisans et les autres secteurs de la petite bourgeoisie citadine.

(...) La lutte de classe est, en dernière analyse, la lutte pour l'appropriation de la plus-value. Les prolétaires qui vendent leur force de travail luttent pour le faire dans les meilleures conditions et les propriétaires des moyens de production (capitalistes) luttent pour continuer d'usurper le produit non payé du travail ; les uns et les autres poursuivent des objectifs contradictoires, d'où résultent des intérêts irréconciliables.

(...) Toute tentative de collaboration avec nos bourreaux, toute tentative de concession à l'ennemi de notre lutte n'est rien de moins que livrer les travailleurs à la bourgeoisie. La collaboration de classe, c'est le renoncement à nos objectifs. Toute conquête ouvrière, même la plus petite, a toujours été la conséquence d'une cruelle lutte contre le système capitaliste (...). Nous ne sommes pas réformistes, bien que nous présentions aux travailleurs la plate-forme la plus avancée de revendications, nous sommes avant tout révolutionnaires, parce que nous nous proposons de transformer la structure même de la société.

(...) Chaque syndicat, chaque région minière a ses problèmes particuliers et les syndicalistes doivent aider leur lutte quotidienne pour ces revendications particulières. Il existe cependant des problèmes, qui, par eux-mêmes, saisissent et unifient les cadres ouvriers de toute la nation : la misère croissante et le boycott patronal, qui se font chaque jour plus menaçants. Contre ces périls, la FSTMB propose des mesures radicales :

1) Salaire basique vital et échelle mobile des salaires (...); 2) Semaine de 40 heures de travail et échelle mobile des heures de travail (...). Seules ces mesures permettront d'empêcher que les travailleurs soient détruits par la misère et que le boycott patronal crée artificiellement une armée de chômeurs (...); 3) Occupation des mines (...). Les comités de mineurs devront décider de l'avenir des mines et des ouvriers de la production (...). Mineurs, pour rejeter le boycott patronal, occupez les mines !; 4) Contrats collectifs de travail (...). Nous ne pouvons accepter que la prééminence du capitalisme écrase le travailleur individuel (...), l'obligeant à accepter le plus ignominieux contrat de travail; 5) Indépendance syndicale; 6) Contrôle ouvrier sur les mines; 7) Armement des travailleurs (...). Si nous ne voulons pas que se répète le massacre de Catavi (1), nous devons armer les travailleurs; 8) Fonds de grève (...). La grève a son pire ennemi : la faim dont souffrent les grévistes (...). Les syndicats sont tenus de destiner une part de leurs ressources à la constitution d'un fonds de grève (...)."

Il faut malheureusement rappeler qu'au moment où il a fallu confronter ces thèses à la réalité concrète de la révolution, en 1953, alors qu'après avoir balayé la dictature, les travailleurs, le peuple boliviens, avec à leur tête les mineurs, qui s'étaient constitués en Assemblée populaire nationale, tendaient leurs mains vers le pouvoir, la direction de la COB, Juan Lechin, le MNR et le POR, tous se sont dérobés.

Ni le MNR ni le POR ne s'en sont jamais relevés. La tâche posée aujourd'hui, dans les processus révolutionnaires en Bolivie, est celle de reconstruire la section bolivienne de la IV^e Internationale, combattant pour la construction d'un authentique parti ouvrier indépendant appuyé sur la COB et sa fédération des mineurs.

(1) Le massacre de Catavi : le 21 décembre 1942, l'armée bolivienne a mitraillé la marche partie de la mine de Siglo XX en direction de la ville de Catavi, où était le siège patronal de la mine. Plusieurs dizaines de mineurs, de femmes et d'enfants furent massacrés. Les mineurs ont donné au lieu de ce massacre le nom de "Campo Maria Barzola", du nom d'une des femmes assassinées qui marchaient en tête de la manifestation. Le 21 décembre est célébré tous les ans en Bolivie comme le "Jour du mineur".

L'appel de La Paz

La rencontre de La Paz lance la journée de lutte pour la nationalisation des hydrocarbures, contre les privatisations et pour la défense de la souveraineté nationale des peuples

Par Julio Turra

La rencontre continentale pour la nationalisation des hydrocarbures, contre les privatisations et pour la défense de la souveraineté nationale a réuni 272 délégués de 14 pays, dépassant toutes les attentes. Sa convocation, adoptée en commun par l'Entente internationale des travailleurs et des peuples et les principales organisations syndicales des travailleurs boliviens, a été rendue publique le 23 juin, à peine sept semaines avant son ouverture, le 12 août. A cette date, une marche est partie de la centrale ouvrière régionale (COR) de El Alto en direction de l'université publique de cette ville, symbole des récentes mobilisations des masses boli-

viennes. Après un parcours de 3 kilomètres, pendant lequel des mots d'ordre alternaient avec le son des explosions de bâtons de dynamite, s'est tenu le meeting d'ouverture de la rencontre, avec la présence de leaders syndicaux et populaires.

La rencontre s'est tenue, selon les propos de Miguel Zubieta, secrétaire exécutif de la Fédération syndicale des travailleurs des mines de Bolivie (FSTMB), dans une situation politique de "mi-temps" ou de "pause".

En effet, les journées de mai et de juin de cette année — fondées sur l'exigence de la nationalisation des hydrocarbures

sans indemnisation — ont reflué, mais rien n'est résolu, et, une fois le "carnaval électoral" passé, comme disent les syndicalistes mineurs, elles reviendront au centre de la scène politique du pays andin.

L'"issue électorale" a été rendue possible lorsque Evo Morales, leader des paysans planteurs de feuilles de coca (les "cocaleros") de la région de Chapare et du Mouvement vers le socialisme (MAS), a écarté le germe d'Assemblée populaire nationale qui s'était formé à El Alto, afin de passer un accord avec les autres formations politiques et le nouveau président, Eduardo Rodríguez (quatrième homme dans la ligne de succession, après les démissions successives de Carlos Mesa, Vaca Díez et Mario Cossio), pour la convocation d'élections générales au mois de décembre prochain et pour une Assemblée constituante en juin 2006.

LE COMITE ELARGI DE LA COB DISCUTE D'UN "INSTRUMENT POLITIQUE"

Quelques jours avant le début de la rencontre continentale, le 9 août, un comité élargi (réunion avec des représentants des organisations affiliées) de la Centrale ouvrière bolivienne (COB) s'est réuni dans la mine de Huanuni pour discuter de la situation politique.

A cette occasion, une décision importante a été prise : commencer à construire un "*instrument politique des travailleurs*".

Partant de la considération que

"jamais, dans notre peuple, il n'a existé un instrument politique propre aux travailleurs, paysans, nations originelles andino-amazoniennes et classe moyenne appauvrie, qui soit capable de prendre le pouvoir et de se substituer définitivement aux classes dominantes et hégémoniques du système, dans le cadre d'une stratégie de pouvoir révolutionnaire" (projet présenté par la commission politique de la COB),

le document approuvé propose des points de programme comme : nationalisation des hydrocarbures sans indemnisation ; pour une Assemblée constituante souveraine et d'origine, dotée de pouvoirs et

non dérivée, convoquée par l'organisation des travailleurs ; redistribution de terres pour les peuples indigènes et les communautés paysannes ; annulation du décret 21060 ; restitution dans le patrimoine public des entreprises privatisées ("capitalisées") ; non-reconnaissance ni paiement de la dette extérieure ; rejet de l'ALCA et des traités de libre commerce bilatéraux ou multilatéraux, qui affectent l'économie du peuple.

Ces points, de fait, sont directement issus des luttes que les masses boliviennes mènent depuis la "répétition générale" d'octobre 2003. Sans aucun doute, ils peuvent être la base de la construction d'une véritable représentation politique de la classe ouvrière et des masses opprimées en Bolivie : un parti ouvrier de masse et indépendant.

Avancer sur cette voie, ce serait commencer à résoudre un problème historique : le contraste, d'un côté, entre le pouvoir de l'appel de la COB et de la fédération des mineurs aux côtés des larges masses, et, de l'autre, l'absence d'un "instrument politique propre" aux travailleurs pour lutter pour le pouvoir.

Cette décision du comité élargi de la COB du 9 août a cependant provoqué des controverses sur son application immédiate. Ainsi, Jaime Soleres, secrétaire exécutif de la COB, l'a interprété comme un "*feuveri*" pour rechercher des accords avec des fronts électoraux déjà existants (le délai pour la légalisation de "groupements de citoyens", qui participent aux élections de décembre, a été fixé au 26 août, avec un minimum de 50 000 signatures de soutien).

D'autres secteurs, comme l'actuelle direction de la fédération des mineurs, parient sur un travail de plus longue haleine, non soumis au calendrier électoral — dénonçant les élections de décembre comme une manœuvre pour dévoyer la lutte du peuple —, de construction de l'"*instrument politique*" depuis la base, "*par en bas*", pariant sur la reprise des mobilisations après les élections de décembre.

De toute façon, une exigence centrale se pose à tous les candidats qui se présentent aux élections de décembre et qui revendiquent de représenter les intérêts des travailleurs et de la nation opprimée,

dont Evo Morales (que les sondages désignent comme l'un des plus forts) : le peuple a le droit de savoir ce qu'ils prétendent faire de son vote, il faut un engagement public formel sur le fait que, s'ils sont victorieux, ils prendront les mesures nécessaires pour la nationalisation des hydrocarbures sans indemnisation !

LE LIBRE DEBAT DEBOUCHE SUR UNE JOURNEE DE LUTTE

C'est dans ce climat que 107 délégués d'autres pays (*voir la déclaration finale*) se sont unis à plus de 160 représentants de dizaines d'organisations syndicales et populaires boliviennes dans la rencontre, dont les débats se sont déroulés dans des sessions plénières et des groupes de travail.

L'internationalisme ouvrier, pratique et concret, est apparu, par exemple dans des interventions de délégués du Brésil, d'Espagne et de France, exprimant leur appui inconditionnel à la lutte du peuple bolivien pour l'expropriation des entreprises de leurs pays respectifs — Petrobras, Repsol et Total —, qui, aujourd'hui, exploitent le gaz et le pétrole boliviens.

S'agissant d'une rencontre convoquée de façon large, des nuances dans les différentes interventions sont apparues. Il y avait ceux qui prétendaient donner des "leçons" sur la manière dont les Boliviens devraient faire la "révolution". D'autres qui, partant du fait que l'on vit en Bolivie un processus révolutionnaire, se propo-

saient comme "volontaires" pour traverser les frontières et venir "aider" ! Mais la libre discussion a permis d'affirmer que

"la meilleure aide que les travailleurs des Amériques et du monde pouvaient apporter au processus révolutionnaire de Bolivie était leur propre lutte, dans chaque pays, contre nos ennemis communs : l'impérialisme, ses institutions (FMI, Banque mondiale, OMC), les capitalistes et les gouvernements à leur service".

Plus que cela, elle a permis l'approbation unanime de propositions d'action, en particulier la journée internationale de lutte du 17 octobre (*voir annexe*).

Une deuxième rencontre continentale est proposée, dans un délai d'un an, qui se tiendra au Venezuela.

L'Entente internationale des travailleurs et des peuples peut, légitimement, s'enorgueillir d'avoir aidé à établir une relation directe entre deux processus révolutionnaires en cours en Amérique latine, avec un impact mondial : la Bolivie et le Venezuela.

Oui, car l'activité de l'EIT a permis que des dirigeants ouvriers du Venezuela — une délégation de six syndicalistes, parmi lesquels les coordonnateurs nationaux de l'UNT, Orlando Chirino et Marcela Maspero, était présente à la rencontre — entrent en contact directement avec des dirigeants du mouvement ouvrier bolivien, tissant, conjointement avec les délégués de tous les pays présents, des liens de solidarité militante et de lutte commune pour l'émancipation des travailleurs de toute forme d'oppression.

Julio Turra

Déclaration finale

Répondant à l'appel lancé par la Centrale ouvrière bolivienne (COB), la Fédération syndicale des travailleurs mineurs de Bolivie (FSTMB), la centrale ouvrière départementale de La Paz, la centrale ouvrière régionale de El Alto et l'Entente internationale des travailleurs, 272 délégués de 14 pays (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Equateur, Espagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Mexique, Paraguay, Pérou, Turquie, Venezuela) se sont réunis du 12 au 14 août 2005 au cours de la **Rencontre continentale pour la nationalisation des hydrocarbures en Bolivie, contre les privatisations et pour la défense de la souveraineté nationale de nos peuples**.

Une manifestation nombreuse et combative dans la ville de El Alto, noyau des récentes mobilisations révolutionnaires du peuple bolivien, a inauguré notre rencontre, réaffirmant la vivacité de l'internationalisme ouvrier et de la lutte solidaire des peuples contre l'impérialisme.

Nous avons écouté les camarades de Bolivie expliquer en quoi l'exigence de la nationalisation sans indemnité ni rachat des hydrocarbures, s'opposant aux lois scélérates — la loi précédente 1689 et l'actuelle loi 3058 —, s'opposant à toutes les tentatives de préserver les intérêts des multinationales qui pillent le pays en arrachant au peuple les ressources qui lui permettraient de conquérir une vie digne, s'est transformée, à partir de l'action des masses, en une question décisive et centrale de défense de la souveraineté nationale. Dans cette lutte, la fédération des mineurs et son organisation mère, la COB, ont joué un rôle central aux côtés de la COR d'El Alto, de la FEJUVE et d'autres organisations.

Nous affirmons quant à nous que la propriété des ressources naturelles est constitutive de la souveraineté des nations et des peuples, et que, par conséquent, elle est inaliénable. Leur mise à disposition des multinationales est illégitime et remet en cause l'existence même des nations. En Bolivie et dans tous les pays, le gaz, le pétrole, les ressources naturelles et la terre doivent appartenir aux peuples et à eux seuls.

Le peuple bolivien s'est soulevé pour défendre sa souveraineté, au même moment où, dans le monde entier, l'impérialisme, avec la politique de guerre de Bush et de ses alliés, cherche à détruire toutes les nations et tous les droits conquis par la lutte des travailleurs et des peuples.

Nous condamnons la guerre meurtrière contre le peuple d'Irak, l'occupation militaire, sous couvert de l'ONU, en Haïti, l'implantation de bases militaires des États-Unis en Amérique latine, comme celle qui vient de s'implanter au Paraguay, de même que les bases militaires américaines en Colombie, en Equateur et à Guantanamo.

Nous refusons les menaces permanentes de l'impérialisme américain contre la souveraineté des peuples du Venezuela et de Cuba. Nous condamnons les traités de libre commerce (ALCA, CAFTA, traités régionaux ou bilatéraux) par lesquels l'impérialisme prétend balayer tous les obstacles à la domination des multinationales, détruisant en masse la force de travail et les droits ouvriers sur tout le continent et aux États-Unis mêmes.

Nous affirmons le droit des peuples indigènes et des travailleurs ruraux sans terre à prendre possession de toutes les terres qui sont entre les mains des multinationales et des grands propriétaires terriens, par l'abolition du latifundium (grande propriété) et par une véritable réforme agraire.

Nous affirmons que la dette externe est illégitime et ne doit pas être payée par le sang et la misère de nos peuples !

Nous sommes d'accord sur le fait que ce sont ces espoirs qui nous poussent à continuer à combattre pour la défense des droits des travailleurs, la défense de la Sécurité sociale publique et solidaire, contre la privatisation des secteurs de l'électricité, des télécommunications, des aéroports et des services publics de santé, d'éducation, de l'eau, qui sont délibérément asphyxiés par les gouvernements pro-impérialistes.

Dans ce contexte, notre exigence ferme et non négociable est celle de la renationalisation des entreprises privatisées ou capitalisées sans le paiement de la moindre indemnisation, la nationalisation des usines en faillite occupées par les travailleurs.

Le peuple bolivien et le peuple boliviens sont en train de faire une démonstration magistrale de la volonté, qui est celle de tous les peuples, d'être maîtres de leur destin. C'est pourquoi la place de toutes les organisations ouvrières, populaires et anti-impérialistes est d'être aux côtés des travailleurs, de la jeunesse et du peuple boliviens, d'appuyer inconditionnellement leur exigence de nationalisation sans indemnité des hydrocarbures.

La meilleure aide que les travailleurs des Amériques et du monde entier peuvent apporter au processus révolutionnaire en Bolivie, c'est leur propre lutte, dans chaque pays, contre nos ennemis communs : l'impérialisme et ses institutions (FMI, Banque mondiale, OMC), les capitalistes et les gouvernements à leur service. Dans cette lutte, l'existence de nos organisations syndicales, leur indépendance et leur défense sont vitales, car ces organisations ont été construites dans et pour la lutte de classe, contre la politique qui vise à les détruire ou à les intégrer dans le cadre de l'accompagnement de la mondialisation au nom de la "gouvernance mondiale".

Les 43 interventions en séance plénière et les autres débats menés dans les commissions ont démontré que le soulèvement du peuple bolivien, qui a eu des répercussions dans le monde entier, se combine directement avec la lutte des travailleurs et des peuples d'Amérique latine, qui ont fait chuter les gouvernements en Argentine et en Equateur ; qui, au Venezuela, ont mis en échec les tentatives de coups d'Etat et de sabotage économique commanditées par Bush ; qui, au Brésil, au Pérou, au Mexique, en Colombie et au Chili, sous des formes différentes, luttent et résistent contre les plans de l'impérialisme, rencontrant des obstacles y compris dans les directions de leurs propres organisations.

De la même manière, les travailleurs et les jeunes des Etats-Unis se sont mobilisés contre la guerre en Irak et la guerre interne que leur mène le gouvernement Bush. En Europe, les travailleurs rejettent la Constitution européenne, comme cela vient de se produire en France avec le vote massif pour le non.

Nous revendiquons et nous nous engageons à lutter de toutes nos forces pour que les exigences de nationalisation des hydrocarbures, de renationalisation des entreprises et services publics privatisés puissent être des réalités dans nos pays, à partir des luttes décidées par les travailleurs et les peuples opprimés, les seules qui peuvent garantir la souveraineté nationale.

Après un riche débat marqué par la démocratie ouvrière, nous pouvons noter les propositions communes suivantes adoptées pour assurer la continuité et élargir cette première rencontre.

Nous sommes conscients que l'avenir sera difficile. Un monde s'effondre. Nous affirmons notre confiance dans la capacité des travailleurs du monde entier à se libérer des chaînes de l'exploitation et de l'oppression, dans leur capacité à édifier un monde dans lequel la collaboration harmonieuse entre les nations et les travailleurs se substituera à ce monde dont la barbarie augmente chaque jour.

Vive l'unité des travailleurs du monde !

Nationalisation sans indemnité ni rachat des hydrocarbures !

Contre les privatisations !

Pour la défense de la souveraineté nationale de nos peuples !

La Paz, 12 août 2005

Miguel Zubieta, secrétaire exécutif de la FSTMB ; Hebert Choque, secrétaire général de la FSTMB ; Julio Turra, directeur exécutif de la CUT Brésil, membre de l'EIT ; Orlando Chirino, coordinateur national de l'UNT Venezuela ; Jean-Pierre Raffi, Entente internationale des travailleurs (EIT) ; Salustiano Laura, secrétaire exécutif de la COD de La Paz ; Rocío Casco, secrétaire générale adjointe du SINECP, Paraguay ; Edgard Patana, secrétaire exécutif de la COR El Alto.

Propositions communes d'action pour poursuivre et élargir cette première rencontre

1) Tous les participants s'engagent à faire connaître à leurs organisations respectives les résultats de notre rencontre.

2) Nous appelons toutes les organisations ouvrières et mouvements sociaux engagés dans la lutte des peuples à organiser une grande **journée internationale de mobilisation unitaire le 17 octobre 2005, sur les axes suivants :**

— **soutien inconditionnel au peuple bolivien pour la nationalisation sans indemnité des hydrocarbures ;**

— **pour la nationalisation sans indemnité des hydrocarbures dans tous les pays ;**

— **contre les privatisations et pour la renationalisation des entreprises et services publics privatisés ;**

— **pour la défense de la souveraineté des peuples.**

3) Nous appelons toutes les organisations ouvrières, démocratiques, populaires et de la jeunesse à ce qu'elles s'opposent à la politique de guerre de l'impérialisme, et qu'elles exigent : dehors les bases militaires américaines en Amérique latine, au Paraguay, en Colombie, en Equateur et à Guantánamo ; hors d'Haïti les troupes de l'ONU sous commandement brésilien !

4) Nous proposons la tenue de la deuxième rencontre continentale au Venezuela dans un délai d'un an.

5) Sur cette base, la rencontre de La Paz (du 12 au 14 août 2005) mandate les organisations qui y ont appelé et le directoire constitué lors de ce rassemblement à publier les matériaux issus de nos débats, à assurer la circulation des informations entre les participants et à préparer largement la deuxième rencontre.

Propositions adoptées par l'assemblée générale finale du 14 août 2005

La scission de l'AFL-CIO et la nouvelle "gouvernance mondiale"

Un entretien avec Alan Benjamin

La Vérité : Lors de son récent congrès national tenu à Chicago, l'AFL-CIO a subi une profonde scission. Que s'est-il passé, réellement ?

Alan Benjamin : Le congrès du jubilé de l'AFL-CIO, qui devait marquer le cinquantième anniversaire de la fusion entre l'AFL et le CIO, s'est réuni du 25 au 28 juillet à Chicago. Comme l'on s'y attendait, quatre grands syndicats — le SEIU, les Teamsters, UNITE-HERE et UFCW (1) — ont boycotté le congrès et annoncé qu'ils quitteraient bientôt l'AFL-CIO.

Deux autres syndicats affiliés, Laborers et United Farm Workers, ont participé au congrès tout en se déclarant solidaires de la fraction conduite par Andrew Stern, du SEIU, et James Hoffa Jr., des Teamsters. Ces syndicats ont maintenant été rejoints par les Carpenters, qui ont quitté l'AFL-CIO il y a deux ans. Ensemble, ces sept syndicats ont formé ce qu'ils appellent la coalition Change to Win ("Gagner par le changement").

Peu après le congrès, les sept syndicats — qui représentent plus de 5 millions de syndiqués et approximativement 40 % des

travailleurs syndiqués aux Etats-Unis — ont annoncé qu'ils allaient constituer une nouvelle fédération nationale concurrente le 27 septembre à Cincinnati.

La Vérité : Quelle est ton analyse de cette scission et comment les deux parties en présence ont-elles rendu compte de la scission à leurs adhérents ?

Alan Benjamin : Il ne fait aucun doute que la scission représente un coup sévère pour le mouvement ouvrier américain.

Dans les semaines qui ont précédé le congrès de l'AFL-CIO, la revue *Business Week*, un des porte-parole en vue du capitalisme américain, cachait à peine sa satisfaction face à la perspective d'une scission de l'AFL-CIO.

Business Week écrivait :

"Un mouvement ouvrier éclaté serait une aubaine pour le patronat et le Parti

(1) SEIU : syndicat des travailleurs des services ; Teamsters : syndicat des camionneurs ; UNITE-HERE : syndicat des travailleurs de la confection et des hôtels et restaurants ; UFCW : syndicat des travailleurs de l'alimentation ; Laborers : syndicats des travailleurs de la construction ; Carpenters : syndicat des charpentiers.

républicain. Bien que le nombre de travailleurs syndiqués continue à décroître, des centaines de milliers de nouveaux adhérents rejoignent les syndicats chaque année. Une guerre intestine pourrait miner ces efforts si les syndicats se faisaient concurrence comme menacent de le faire les responsables des deux camps.”

Le fait est que la coalition Change to Win n’offre pas de perspective, d’axes radicalement nouveaux pour le mouvement ouvrier. Change to Win n’évoque aucune stratégie permettant d’en finir avec la subordination des syndicats aux partis du grand capital, les démocrates et les républicains. Pas un mot n’est dit sur la rupture avec la politique de partenariat syndicats-patronat, sur la rupture avec la participation syndicale. Pas un mot n’est dit visant à restaurer la démocratie syndicale à la base dans les syndicats.

Le fait est que cette aile dissidente du syndicalisme officiel ne présente que peu de différences avec la direction en ce qui concerne les principes fondamentaux ou la stratégie.

Pour en revenir au second volet de la question, il faut préciser que la direction nationale de l’AFL-CIO, par la voix de John Sweeney, a fortement condamné la scission en expliquant qu’elle ne pouvait qu’affaiblir le mouvement ouvrier à un moment où l’offensive capitaliste contre tous les travailleurs a atteint des proportions jusqu’alors inconnues. Sweeney a dit que la plupart des réformes de structures proposées huit mois auparavant par l’aile dissidente dirigée par le SEIU avaient en fait été adoptées par l’AFL-CIO lors de la réunion de l’exécutif national tenue à Las Vegas, et que la direction de l’AFL-CIO recommandait l’adoption des réformes restantes par le congrès national.

La coalition Change to Win a répondu que les propos de Sweeney ne visaient qu’à tromper les travailleurs. Selon eux, les réformes adoptées n’étaient que des réformes de pure forme. Ils ont répété qu’ils ne pouvaient pas rester plus longtemps au sein de l’AFL-CIO dans la mesure où aucune réponse sérieuse n’était apportée aux problèmes qu’ils posaient.

La Vérité : Qu’y a-t-il de vrai dans ces déclarations contradictoires ?

Alan Benjamin : Je suis d’accord avec Nancy Wohlforth, secrétaire générale

adjointe du syndicat OPEIU, lorsque, dans une interview donnée au bulletin de l’Entente internationale des travailleurs, elle déclare que Sweeney et l’AFL-CIO se sont donné du mal pour répondre aux propositions de la fraction dissidente dirigée par Stern.

L’aile dissidente exigeait que plus de ressources financières soient consacrées à la syndicalisation de nouveaux adhérents. Ils insistaient sur le fait que la direction de l’AFL-CIO devait leur reverser 50 % des cotisations individuelles pour mener la campagne de syndicalisation. Il ne fait aucun doute que les syndicats ont besoin de déployer plus d’efforts pour conquérir de nouveaux adhérents. Mais, à ce niveau, il n’y a pas de différences fondamentales entre les deux ailes de la bureaucratie syndicale.

La direction de l’AFL-CIO a accepté de reverser une quote-part significative des cotisations, mais cela représentait moins que ce que les amis de Stern exigeaient. La direction a effectivement reversé l’argent, ce qui a nécessité le licenciement de 100 membres du personnel du siège central à Washington, ainsi que la fermeture du département des affaires internationales.

Il faut noter qu’en conséquence, les relations internationales de l’AFL-CIO vont être prises en charge par l’American Center for International Labor Solidarity (ACILS), qui reçoit plus de 90 % de son budget du département d’Etat. Cela constitue un coup terrible porté à l’AFL-CIO et à sa capacité à mener une politique internationale véritablement indépendante et au service du mouvement ouvrier.

L’aile Stern insiste également sur la nécessité d’une restructuration majeure des syndicats pour faire face aux défis d’une économie en mutation. Stern dit qu’il y a trop de petits syndicats, trop de sections locales et d’unions locales qui ne servent à rien. Il insiste sur la nécessité de concentrer plus de ressources dans des super-syndicats visant quelques secteurs professionnels sélectionnés stratégiquement. Cela implique de fusionner 60 syndicats en 20 super-syndicats.

Voilà ce que Bill Onasch, militant ouvrier à Kansas City, dit de la coalition Change to Win :

« En fait, à certains égards, Stern est un converti de dernière heure à ce combat

pour renforcer le syndicat. Ses alliés des syndicats des charpentiers et du UFCW ont été à la pointe du combat pour les fusions et l'élimination des sections locales, ce qui permet aux directions d'exercer encore plus de contrôle. Le SEIU a mis les bouchées doubles pour rattraper le temps perdu. Par exemple, tous les membres du SEIU de Kansas City sont maintenant affiliés à une section "locale" de Chicago.»

La conception verticaliste de Stern pour ce qui concerne les réformes de structure — notamment ses appels à des fusions obligatoires entre syndicats nationaux et sections locales — a été vivement critiquée dans le mouvement ouvrier, y compris au sein de Change to Win. C'est pourquoi les propositions soumises par Stern et Change to Win au congrès de l'AFL-CIO ne soufflaient mot des fusions obligatoires, même si la nécessité de se diriger vers 20 super-syndicats était réaffirmée.

A la veille du congrès, Sweeney a dit aux syndicats de Change to Win qu'il acceptait la plupart des propositions de modifications de structures avancées par Stern, y compris l'objectif d'aller vers 20 super-syndicats (en fait, le congrès a bien adopté une résolution intitulée "L'AFL-CIO encourage les fusions de syndicats nationaux").

Cependant, cela n'a pas suffi à empêcher la coalition Change to Win de boycotter le congrès, puis de faire scission. Cela a amené de nombreux observateurs à penser que la discussion entre les deux fractions portait plus sur les personnes, sur qui contrôle l'AFL-CIO, que sur des divergences fondamentales en matière de stratégie.

Maintenant, avec cette scission, l'AFL-CIO va perdre plus d'un tiers de ses cotisations individuelles, ce qui veut dire des réductions supplémentaires du personnel des fédérations. Cela signifie que des programmes de formation, comme les formations hygiène et sécurité, vont vraisemblablement être supprimés. Par exemple, l'école syndicale d'été, qui forme des étudiants d'université à devenir organisateurs du syndicat, a déjà été fermée.

La Vérité : Quel est le véritable contenu et les racines profondes de cette scission dans l'AFL-CIO ?

Alan Benjamin : Il est impossible de comprendre la crise qui se développe dans

l'AFL-CIO jusqu'à l'explosion sans la relier aux processus, qui, à l'échelle internationale, affectent l'ensemble du mouvement syndical, en particulier la fusion programmée entre la CISL et la Confédération mondiale du travail (CMT). Le mercredi 27 juillet après-midi, Sharon Burrow, présidente de la Confédération indépendante des syndicats libres (CISL), a pris la parole devant le congrès. Dans son discours, elle a souligné l'importance de la fusion à venir avec la CMT : "*Cela va renforcer le mouvement syndical mondial.*" Elle a également souligné un certain nombre d'autres points, notamment :

— Il nous faut "*réformer les institutions internationales*", c'est-à-dire l'ONU, l'OMC et le FMI.

— Il nous faut une "*nouvelle mondialisation*".

— Les syndicats doivent soutenir la croissance économique et le développement durable. "*Cela exige que nous soyons au centre des décisions (...). Les syndicats ont un rôle central dans le commerce mondial. Ils doivent être partie prenante de l'approche multilatérale du commerce.*"

— Nous voulons que nos dirigeants élus fassent la promotion des objectifs du Millénaire des Nations unies. Cela implique "*une alliance stratégique avec les ONG et la société civile*".

— "*L'alliance des syndicats et de la société civile est la condition de la victoire.*"

Dans la lignée du discours de Sharon Burrow, deux résolutions (n^{os} 6 et 32) ont été adoptées par le congrès. Elles appellent à constituer des alliances avec les ONG pour soutenir les objectifs du sommet des Nations unies du Millénaire.

Elles se prononcent en faveur de "*clauses de sauvegarde des droits des travailleurs intégrées à tous les accords de commerce*".

Nancy Wohlforth a raison de souligner, dans son interview au bulletin de l'Entente internationale des travailleurs, que :

"Malheureusement, cette question n'est pas comprise par le mouvement syndical américain à quelque niveau que ce soit. Il n'y a pas de véritable discussion sur les problèmes concernant l'inclusion des droits ouvriers dans les accords de libre commerce ou le fait de s'asseoir à la même table que ceux qui mettent la mondialisa-

tion en œuvre. Il n'y a pas de véritable discussion sur la réforme en cours de l'OIT ou sur les problèmes que pose la fusion de la CISL et de la CMT."

Mais le fait que ces questions ne fassent pas l'objet de discussions au sein du mouvement syndical américain ne signifie pas, s'agissant des sommets, qu'ils ne soient pas impliqués, et au plus haut niveau, dans ces processus. L'aile Sweeney, comme on vient de le voir, est totalement partie prenante du processus de fusion CISL-CMT. Elle l'a soutenu dès le départ et l'a fait approuver par son congrès. Il est d'ailleurs remarquable que l'autre aile, celle d'Andy Stern, se situe exactement sur le même terrain, et même peut-être encore plus. Comme le souligne Nancy Wohlforth :

« Personnellement, j'ai été atterrée lorsque, à l'émission télévisée présentée par Lou Dobbs, j'ai vu Andy Stern (président du syndicat SEIU) expliquer que l'on ne pouvait pas lutter contre la délocalisation de nos emplois dans la nouvelle économie mondialisée et qu'il fallait travailler étroitement avec les entreprises pour obtenir de meilleures délocalisations. Il est absurde de penser que l'on pourrait devoir poliment avec les multinationales et les convaincre de mettre en place une mondialisation "plus humaine".

Que voulons-nous dire lorsque nous disons que nous sommes un syndicat ? Notre rôle consiste — et cela doit rester ainsi — à construire des syndicats dans les autres pays, à combattre les patrons. On ne peut pas améliorer la mondialisation, on doit la combattre.

Nous devons ouvrir une discussion sur cette question capitale et prendre en compte toutes les leçons concrètes que nous tirons de toutes les expériences de partenariat entre les syndicats et le patronat qui ont eu lieu aux États-Unis. Cela nous aidera à comprendre les dangers que fait peser dans l'immédiat l'intégration des syndicats à l'échelle internationale. »

La Vérité : Trois semaines après la clôture du congrès de l'AFL-CIO, s'est tenu à Chicago le congrès international d'Union Network International (UNI). Ce "syndicat" se présente comme un syndicat mondial, auquel sont affiliés directement des syndicats catégoriels et des fédérations, sans plus aucune référence à l'existence de confédérations syndicales nationales. Y a-t-il un rapport entre les deux ?

Alan Benjamin : Oui, je crois qu'il y a un rapport entre les deux phénomènes. D'une certaine manière, l'aile Sweeney s'est engagée la première dans le processus qui vise au démantèlement des confédérations syndicales nationales dans le cadre de la fusion CISL-CMT et de cette notion de "clause sociale" de la mondialisation, mais elle a été dépassée depuis par l'aile Stern. Ce n'est sans doute pas un hasard si UNI a comme président Joe Hansen, qui est par ailleurs issu du syndicat UFCW, l'un des quatre syndicats scissionnistes de l'AFL-CIO. Cette réunion de l'UNI qui vient de se tenir est sur une orientation, qui, explicitement, revendique qu'il n'y a plus lieu de disposer de confédérations syndicales nationales. Dans un journal français, *La Croix* (26 août 2005), le secrétaire général d'UNI, Philips Jennings, déclare :

"Notre message, c'est que les syndicats s'adaptent à un monde sans frontières."

Et, plus loin :

"Jamais la mondialisation ne pourra se maintenir si des milliards de personnes en sont exclues, victimes plutôt que bénéficiaires de ce pouvoir colossal dégagé par le changement technique."

Cette orientation se traduit dans les documents mêmes d'UNI. Dans le premier numéro de l'année 2005 du bulletin d'UNI, il est indiqué explicitement qu'il faut agir "pour une mondialisation plus humaine et plus juste". Les entreprises sont désignées comme des entreprises "citoyennes", à qui il faut s'adresser pour qu'elles mettent en œuvre les droits des travailleurs. Il est proposé, par exemple, dans ce bulletin, je cite, que les syndicats "mettent au point des méthodes socialement responsables pour gérer l'externalisation et les délocalisations". On apprend à cette occasion que la branche Europe d'UNI a même, je cite toujours ce document, mis au point un projet intitulé Making Offshore Outsourcing Sustainable (MOOS), ou encore "pour une délocalisation à l'étranger acceptable", projet financé par la Commission européenne à hauteur de 350 000 euros, et dont l'objectif, comme son nom l'indique, est de faire un accompagnement acceptable pour les externalisations.

Cette orientation d'UNI préfigure ce que doit être le contenu de la fusion CISL-CMT, c'est-à-dire l'intégration des syndicats dans la gouvernance mondiale. C'est

finalement cela qui a été appliqué en faisant éclater l'AFL-CIO. Car à partir du moment où il s'agit de s'adapter à la mondialisation, alors, la classe ouvrière n'existe plus comme classe dans chacun des pays où elle s'est constituée historiquement, et les organisations qui la constituent n'ont plus lieu d'être. Il est significatif que Sweeney et Stern se séparent sur un désaccord sur le montant de la réduction des fonds disponibles pour l'AFL-CIO en tant que telle. Le désaccord porte sur 35 ou 50 %, mais ils sont d'accord sur une chose, c'est qu'il faut réduire l'aspect confédéral, c'est-à-dire interprofessionnel, de l'AFL-CIO. Sous couvert de donner plus de pouvoir aux syndicats pour leur campagne de syndicalisation, tout le monde est d'accord pour juger superflue ou dépassée l'existence d'une confédération AFL-CIO qui rassemble les travailleurs de tous les secteurs professionnels. Or quelles que soient les critiques, qui sont très souvent bien légitimes, que l'on peut adresser au fonctionnement bureaucratique de la direction de l'AFL-CIO, l'affaiblissement des moyens dont l'AFL-CIO dispose en tant que telle, au profit de syndicats professionnels verticaux directement reliés aux sommets des multinationales "citoyennes" dont ils bâtissent la "composante sociale", c'est la logique de l'UNI et de la fusion CISL-CMT. C'est-à-dire que la classe ouvrière n'existe plus comme classe et que chacun s'inscrit pour obtenir une "clause sociale" dans la mondialisation, une clause sociale avec les sommets des multinationales dont on est en quelque sorte le correspondant.

La Vérité : Mais est-ce que cela veut dire que ces processus, qui ont été largement discutés à la conférence de Madrid, en particulier ceux de la nouvelle "gouvernance mondiale", de la place de la "société civile" dans laquelle doivent être dissoutes les organisations ouvrières, sont à l'œuvre aussi aux Etats-Unis ?

Alan Benjamin : Nous venons d'apprendre que le premier forum social américain se tiendra au printemps 2006 à l'invitation du maire démocrate d'Atlanta. C'est sans surprise que, parmi les initiateurs du forum social américain, nous trouvons le syndicat SEIU, le syndicat qui a été à la pointe de la scission de l'AFL-CIO.

Un autre syndicat qui a quitté l'AFL-CIO, le syndicat des Teamsters, a également beaucoup évolué pour finir par travailler avec l'UNI, dont la charte constitutive, comme nous venons de le voir, appelle les syndicats à ne pas combattre les patrons pour défendre les intérêts des travailleurs, mais plutôt à coopérer avec eux dans le cadre des institutions du capitalisme mondial, et notamment de l'OMC.

Nancy Wohlforth a tout à fait raison de dire que la question consistant à savoir comment combattre la mondialisation capitaliste — et plus particulièrement les dangers de la marche néo-totalitaire au corporatisme et à l'intégration des syndicats aux plans anti-ouvriers du capital — demeure mal comprise dans le mouvement syndical américain. Le mouvement syndical américain, dans sa totalité, a été rendu plus vulnérable à la marche insidieuse au corporatisme par la scission de l'AFL-CIO.

La Vérité : Quel était l'état d'esprit des délégués au congrès ? Comment ont-ils réagi au boycott et à la scission ?

Alan Benjamin : Durant le week-end des 23 et 24 juillet, juste avant l'ouverture du congrès, le lundi, deux conférences étaient organisées par l'AFL-CIO. Elles regroupaient les deux ailes du mouvement syndical. Plus de 1 500 syndicalistes appartenant à tous les syndicats jusque-là adhérents à l'AFL-CIO étaient rassemblés. J'ai pu discuter avec des délégués appartenant aux deux fractions.

Pour résumer, les délégués des syndicats scissionnistes avec lesquels j'ai discuté (ou dont on m'a rapporté les propos) avaient le sentiment que le mouvement ouvrier avait besoin d'être "secoué" pour qu'il sorte de sa léthargie. Ils rendaient Sweeney responsable de la désyndicalisation et de la perte d'influence politique.

La plupart pensaient que l'aile dirigée par Stern était plus dynamique et plus préoccupée par l'organisation du syndicat. Mais nombre des membres de l'aile scissionniste disaient que la scission de la grande maison du mouvement ouvrier les mettait mal à l'aise. Ils étaient préoccupés du fait que la scission pouvait aboutir, de chaque côté, à une hostilité (voire à une confrontation), et, en tout état de cause, à une crise générale et croissante du mouvement ou-

vrier, qui mettrait en cause les bénéfices qu'ils pourraient tirer de la scission et de la construction d'une nouvelle fédération.

Toujours parmi ceux de l'aile dissidente, certains disaient, en privé, que le SEIU — leur propre syndicat — fonctionnait d'une manière totalement verticaliste et antidémocratique, et que les adhérents n'avaient pu ni discuter ni voter pour ou contre la scission. Dans les rares cas où des directions locales du SEIU avaient organisé des discussions, les adhérents avaient mandaté leurs délégués pour s'abstenir sur la scission. D'après ce que l'on m'a dit, il y a eu trois cas de ce type, les sections locales 1199 de New York, 790 de San Francisco et une section locale de Pennsylvanie. Il se peut qu'il y ait eu d'autres sections locales du SEIU dans le même cas.

Je leur ai demandé : pourquoi s'abstenir ? Ils m'ont répondu :

“Voter contre la scission proposée aurait pu conduire à la suspension de la section, qui aurait été placée sous l'autorité directe de la direction nationale du SEIU.”

A Rhode Island, apparemment, une section locale qui s'était opposée à la scission s'est retrouvée dans cette situation. Il a également été dit la même chose d'une petite commission de négociation du SEIU de Pittsburgh. Dans ces conditions, seule l'abstention permettait d'exprimer un vote de défiance vis-à-vis de l'orientation scissionniste de la direction, sans pour autant mettre la section en péril.

D'autres encore se demandaient avec inquiétude si la nouvelle fédération constituée après la scission ne soutiendrait pas les républicains aux élections.

Lors des conférences de presse annonçant la scission les dirigeants de la coalition Change to Win, ils vitupéraient contre Sweeney et l'AFL-CIO, qui *“donnaient toujours plus de fonds aux hommes politiques”*.

Mais Stern et les siens dépensent tout autant d'argent dans ce domaine. L'an dernier, le SEIU a pratiquement doublé son budget consacré aux élections présidentielles. De plus, trois des syndicats de la fédération nouvellement formée — les travailleurs de l'alimentation, les charpentiers et les camionneurs — entretiennent des relations étroites avec le Parti républicain.

Ce qui est extrêmement important, cependant, c'est que tous ceux de ce camp

auxquels j'ai parlé insistaient sur la nécessité pour le mouvement ouvrier de demeurer uni à la suite d'une scission inévitable — que ce soit au niveau des unions locales ou des unions régionales.

Dans l'autre camp — c'est-à-dire le camp majoritaire —, le sentiment de malaise était également important, si ce n'est plus important. Tous ceux auxquels j'ai parlé ressentait profondément et passionnément ce qu'ils considéraient comme le caractère injustifié de la scission. Ils pensaient que les divergences entre les deux camps étaient relativement mineures et qu'elles auraient pu se régler dans le cadre d'une AFL-CIO unie. Tous rejetaient catégoriquement l'affirmation des dirigeants de la coalition Change to Win lors de la conférence de presse du lundi (où ils ont annoncé que quatre de leurs syndicats boycotteraient le congrès) selon laquelle ces divergences étaient fondamentales et relevaient des principes.

Nombre de délégués exprimaient leur colère et leur amertume face à une scission non justifiée et potentiellement destructrice. Ils en rejetaient carrément la responsabilité sur Andy Stern, tout en reconnaissant également que la direction Sweeney portait une part de responsabilité pour avoir mené le mouvement ouvrier dans l'impasse.

La blague qui circulait lors des conférences de ce week-end, c'est que la plupart des syndicalistes refusaient de choisir entre “la peste et le choléra”. Ce qui signifie que des syndicalistes de chaque camp estimaient qu'ils appartenaient en réalité à un troisième camp — en fait majoritaire —, qui n'était ni celui de la “peste” de l'aile bureaucratique de Sweeney ni celui du “choléra” de l'aile Stern.

Mais, et c'est tout aussi important à savoir, la plupart des délégués du camp majoritaire avec lesquels j'ai discuté estimaient que la direction Sweeney ne devait ni chercher l'affrontement ni à se venger des dissidents, et devrait de fait autoriser les syndicats qui avaient quitté l'AFL-CIO à être membres — *“d'une manière ou d'une autre, qui restait à définir”* — des unions locales et des unions régionales. (Cette position a été à l'origine de la tenue, pendant le week-end et toute la durée du congrès, de nombreuses réunions unitaires informelles de délégués d'unions locales ou régionales, afin de déterminer comment

faire pour que les 500 unions locales et les 50 unions régionales continuent à travailler ensemble.)

Il faut ajouter que de nombreux délégués estimaient, c'est également mon cas, que de nombreuses questions cruciales auraient dû être débattues. Parmi celles-ci, on peut citer la nécessité pour le mouvement syndical de rompre avec les démocrates pour construire son propre Labor Party, la nécessité d'appeler à l'abrogation de l'ALENA et de tous les accords de libre commerce de ce type, ainsi que la nécessité de préserver l'indépendance des organisations syndicales face aux tentatives de les intégrer au dispositif de partenariat avec le patronat ou à travers les structures de la prétendue "nouvelle gouvernance mondiale".

La Vérité : Il est de tradition que des responsables politiques s'expriment dans les congrès syndicaux aux Etats-Unis. Qu'ont-ils dit dans ce congrès de l'AFL-CIO ?

Alan Benjamin : Tout au long de la première journée et de la matinée du deuxième jour de congrès, des hommes politiques de toutes tendances ont pris la parole. La plupart étaient démocrates : Nancy Pelosi, Ted Kennedy, Barack Obama, le gouverneur de l'Illinois, Rod Blagojevich, le maire de Chicago, Richard Daley, le révérend Jesse Jackson, mais il y a également eu un républicain — que Richard Trumka, secrétaire général adjoint de l'AFL-CIO, a présenté comme un républicain qui se bat pour les familles ouvrières.

Un des principaux orateurs était le sénateur démocrate de l'Illinois, Barack Obama. Obama est un démocrate noir "modéré", qui est considéré comme une des étoiles montantes du Parti démocrate. L'automne dernier, à la veille de l'élection présidentielle, il a averti que si l'Iran entreposait des armes de destruction massive, les Etats-Unis seraient peut-être amenés à envahir ce pays pour lui "soustraire" les armes.

Le discours qu'a fait Obama au congrès de l'AFL-CIO est significatif à bien des égards. De nos jours, la question que pose la mondialisation, a-t-il dit, ne consiste pas à savoir comment y mettre fin, mais "comment y faire face" :

"Le mouvement ouvrier doit faire face à une nouvelle économie, à de nouveaux défis. Les syndicats, le gouvernement ne

peuvent plus garantir l'emploi à vie. Ils doivent assurer l'employabilité à vie dans le cadre de cette nouvelle économie."

Puis, il a ajouté que les écoles et les universités doivent être accessibles, afin d'assurer

"un véritable système d'enseignement tout au long de la vie, de telle sorte que les travailleurs qui perdent leur emploi puissent se former dans la perspective de meilleurs emplois".

Il a poursuivi :

"De nous doivent venir les idées et les innovations menant aux emplois de l'avenir. Le mouvement ouvrier doit être partie prenante de l'élaboration de ces nouvelles stratégies."

Comme on le voit, Obama a très clairement formulé le programme du FMI et de l'OMC : le mouvement ouvrier doit se joindre aux patrons pour développer des technologies réductrices de coûts. Le mouvement ouvrier doit accepter l'emploi précaire tout au long de la vie en remplacement de contrats de travail à long terme et d'emploi à durée illimitée dans le secteur public. Le mouvement ouvrier doit accepter "l'enseignement tout au long de la vie", formulation utilisée actuellement en Europe pour détruire l'enseignement public et une réelle formation professionnelle.

Nancy Pelosi, leader de la minorité démocrate en Californie, a fait son discours habituel. Ce qui m'a surpris, c'est la teneur de la réponse de la salle. Un des délégués s'est tourné vers moi et m'a dit :

"C'est la bouillie que les hommes politiques nous servent depuis des années. Il n'y a rien de nouveau pour nous là-dedans."

Le seul homme politique pour lequel les délégués se sont levés plusieurs fois est Jesse Jackson. Son discours était significatif à plusieurs égards. Jackson a été la première personne de tout le congrès à parler de la guerre en Irak. Il a dit :

"Nous devons honorer nos soldats et leur fournir un bon équipement, mais, et c'est plus important, nous devons les ramener à la maison !"

Les délégués se sont immédiatement levés pour acclamer Jackson dès qu'il a dit "Rapatriez les troupes !", ce qui l'a amené — car c'est un homme politique intelligent — à scander trois fois : "Rapatriez les troupes ! Rapatriez les troupes ! Rapatriez les troupes !" devant une foule en délire.

Conscient de la profonde opposition de son auditoire à la guerre, Jackson a conclu son discours en appelant le mouvement ouvrier à descendre dans la rue pour en finir avec l'occupation de l'Irak. Là encore, les délégués se sont spontanément levés pour l'acclamer.

D'une manière tout aussi significative, Jackson a éreinté les démocrates qui servent la soupe aux républicains. *“Ce n'est pas du même parti avec deux noms différents dont nous avons besoin”*, a-t-il lancé sous les applaudissements. Jackson a ensuite développé le thème principal de son discours, la construction d'une *“troisième voie”* par des actions indépendantes dans la rue et sur les lieux de travail, qui obligeront les hommes politiques à vous suivre. Il a ajouté :

“Nous devons combattre en toute indépendance. Lorsque nous agissons, nous faisons bouger toute la nation. Notre avenir n'est pas lié à un des deux partis. Mais lorsque nous agissons, ils nous rejoignent (...), nous devons agir indépendamment dans la rue. Il nous est impossible de les suivre, car ils ne vont nulle part.”

Cet appel à l'action politique indépendante — selon ses propres termes — était un appel à la contre-offensive. Il fut vivement applaudi. Il répondait au sentiment profondément ancré que le mouvement ouvrier subit des coups depuis trop longtemps et doit agir différemment en s'engageant dans l'action de masse pour la paix, les emplois et la justice, pour reprendre les termes utilisés par Jackson.

Mais ce n'était pas un appel à rompre avec le Parti démocrate, loin de là. Jackson a dit clairement qu'il était nécessaire que le mouvement ouvrier utilise les élections pour se débarrasser des républicains en 2006 et 2008... Ce qui revient à l'appeler à soutenir les démocrates. *“Il nous faut un Congrès et un Sénat renouvelés”*, a-t-il insisté. *“C'est une des principales tâches qui nous attendent.”*

Enfin, Jackson a exhorté les deux ailes du mouvement syndical, les appelant à travailler ensemble, à ne pas laisser les divergences s'approfondir et s'envenimer jusqu'à ne plus être surmontables :

“Nous appartenons tous à une grande maison, afin de combattre pour la justice et la paix.”

Le discours de Jackson a créé un véritable émoi dans le congrès, principalement en raison de sa forte opposition à la guerre

et de l'insistance qu'il a mise sur le rapatriement des troupes.

La Vérité : On a prêté beaucoup d'attention au fait que le congrès de l'AFL-CIO a pris ses distances vis-à-vis du gouvernement américain sur l'Irak. Peux-tu nous dire quelques mots de la résolution qui a été adoptée ?

Alan Benjamin : Le deuxième jour du congrès, la coalition US Labor Against the War a mobilisé ses militants pour se battre sur un amendement à la résolution proposée par la direction nationale de l'AFL-CIO. L'amendement a été proposé par Fred Mason, président de l'union régionale du Maryland et codirigeant national d'USLAW. L'amendement visait à modifier la formulation de l'appel au rapatriement des troupes en substituant *“rapidement”* à *“aussitôt que possible”* — une formulation qui aurait pu être soutenue par l'administration Bush. La direction de l'AFL-CIO a considéré qu'il n'y avait aucune hostilité dans cet amendement, qui a alors été approuvé par l'immense majorité des délégués.

Il est certain que c'est une formulation de compromis. De nombreux délégués au congrès pensaient que l'amendement aurait dû appeler au rapatriement immédiat des troupes. C'est la position que 18 syndicats nationaux, fédérations d'Etat et unions locales avaient adoptée dans des résolutions soumises au congrès. Cependant, la majorité des membres d'USLAW pensait que le *“retour rapide des troupes”* était, dans les circonstances actuelles, la formulation limite pour laquelle nous pouvions nous battre si nous nous battions pour gagner.

De même, nombre de délégués, dont je faisais partie, auraient souhaité que le congrès de l'AFL-CIO prenne explicitement position contre le Patriot Act, qui, sous prétexte de la *“lutte contre le terrorisme”*, a porté des coups très durs depuis trois ans contre les libertés politiques dans notre pays. C'est une position, contre le Patriot Act, qui a été adoptée par l'AFL-CIO de San Francisco, et dont j'aurais souhaité qu'elle fût reprise ici. De même, il y a lieu de s'interroger sur les raisons pour lesquelles les condamnations, qui se multiplient dans le pays contre les conditions inhumaines de détention au centre de Guan-

tanamo — qui ont abouti, d'ailleurs, à des condamnations, y compris par des députés et des sénateurs du Parti démocrate —, condamnations qui expriment des préoccupations légitimes sur la démocratie et le respect des droits, n'aient pas trouvé leur écho dans le congrès de l'AFL-CIO, dont cela aurait pu être légitimement une prise de position. Quoi qu'il en soit, et en dépit de ces ambiguïtés évidentes dans les formulations, la prise de position du congrès de l'AFL-CIO sur la question de la guerre a été interprétée par les délégués comme un pas dans la bonne direction, à savoir : désormais, nos syndicats doivent participer activement aux actions pour le rapatriement "rapide" — c'est-à-dire le retrait immédiat — des soldats d'Irak.

USLAW travaille maintenant à la participation d'un cortège du mouvement ouvrier dans la manifestation qui aura lieu le 24 septembre à Washington. La tâche de tous les militants ouvriers contre la guerre est désormais de lutter pour que l'AFL-CIO et les syndicats qui y sont affiliés s'y joignent. Tout comme nous devons chercher à mobiliser pour le 24 septembre le SEIU et le syndicat national des enseignants, qui ont tous les deux pris position contre la guerre.

La Vérité : Les militants qui se battent pour la défense de la souveraineté du peuple vénézuélien espéraient que le congrès de l'AFL-CIO adopterait la résolution "Construire l'unité et la confiance entre les travailleurs du monde" adoptée l'an dernier par la fédération de Californie. Qu'est-il advenu de cette résolution ?

Alan Benjamin : Ce point de l'ordre du jour a été reporté au dernier jour du congrès, alors que les délégués se préparaient à rentrer chez eux — beaucoup étaient d'ailleurs déjà partis (c'est à l'ordre du jour de cette dernière séance du congrès que la direction de l'AFL-CIO avait initialement programmé la discussion sur la résolution contre la guerre en Irak).

En fait, la résolution "*Construire la confiance et l'unité*" n'a pas été débattue par le congrès.

Kim Scipes, un militant de Chicago qui a combattu avec l'Entente contre le National Endowment for Democracy (NED), a publié des notes résumant la discussion au congrès.

En voici quelques extraits :

« Vous vous en souvenez, l'AFL-CIO de Californie a adopté une résolution intitulée "Construire la confiance et l'unité" lors de son congrès, en juillet 2004. "Construire la confiance et l'unité" traitait de l'activité de l'AFL-CIO à l'étranger. Elle demandait que les responsables internationaux de l'AFL-CIO apportent des éclaircissements sur l'activité internationale de l'AFL-CIO tant par le passé que de nos jours et rendent compte pays par pays de ce qu'ils font de nos jours à travers le monde.

"Construire la confiance et l'unité" demandait également que des limites soient fixées à l'acceptation de l'argent versé par le gouvernement américain, permettant ainsi que ces fonds ne soient demandés et utilisés que dans les cas où ils ne compromettent pas l'intégrité des travailleurs américains, ainsi que dans les cas où ils n'apparaîtraient pas comme des agents du gouvernement ou de la mondialisation.

"Construire la confiance et l'unité" a été adoptée à l'unanimité et transmise au siège de l'AFL-CIO, afin qu'elle soit prise en compte par la commission des résolutions du congrès national en 2005.

Fin du deuxième trimestre 2005, le Centre de solidarité (ACILS) — département international de l'AFL-CIO — a rédigé sa propre résolution, avec le souci conscient, je pense, de contrecarrer "Construire la confiance et l'unité". »

Gerald McEntee, président du AFSCME et également président de la commission des résolutions, présidait la séance où la nouvelle résolution de Centre de solidarité était soumise au congrès.

Il y avait huit ou neuf orateurs inscrits. Les trois premiers parlèrent en faveur de la nouvelle résolution (c'est-à-dire, de fait, contre "*Construire la confiance et l'unité*"). Une fois qu'ils eurent terminé leur intervention, McEntee s'écria : "*Y a-t-il quelqu'un dans la salle qui demande que l'on arrête la discussion et que l'on passe immédiatement au vote ?*" Quelqu'un a bondi et a hurlé : "*Je demande que l'on passe au vote !*" A ce moment, le maillet de McEntee a frappé le pupitre. La résolution avait été adoptée par le congrès.

Aucun des orateurs désirant s'opposer à la nouvelle résolution ou prendre la parole en faveur de "*Construire la confiance et l'unité*" n'a été autorisé à parler.

Il est clair que la résolution de Californie constituait une menace pour l'AFL-CIO.

Elle ne pouvait même pas autoriser un débat au congrès.

La Vérité : Tu as mentionné la résistance des délégués au congrès ou de ceux qui ont participé aux réunions tenues le week-end précédent, ainsi que leur colère face à cette scission dans le mouvement syndical. Cette résistance, cette volonté de maintenir l'unité du mouvement syndical face à l'offensive du patronat se sont-elles manifestées encore plus largement au sein du mouvement ouvrier américain ?

Alan Benjamin : Deux semaines avant le congrès de l'AFL-CIO, l'union locale de

San Francisco a adopté une résolution intitulée *“Résolution sur la crise à laquelle les travailleurs sont confrontés”*.

Tout en affirmant que l'union locale était en faveur de l'unité du mouvement syndical, la résolution affirmait que

“l'union locale de San Francisco travaillera avec toutes les organisations qui partagent nos objectifs, qu'elles soient ou non affiliées nationalement à l'AFL-CIO”.

On ne compte plus le nombre d'autres unions locales ayant adopté des résolutions prenant pour modèle celle de l'union locale de Denver. Cette résolution note que

“l'unité, tant au niveau local que national, est nécessaire à l'accomplissement de la mission de l'union locale et des fédéra-

Une victime de la guerre : l'économie américaine

Le 17 juillet, le quotidien *San Francisco Chronicle* publiait en première page un article faisant état des inquiétudes grandissantes de la classe dirigeante américaine face à la guerre se perpétuant en Irak, source d'une crise profonde de l'économie américaine.

L'article de James Sterngold intitulé *“Une victime de la guerre : l'économie américaine”* nous apprend que les guerres en Irak et en Afghanistan ont déjà coûté 314 milliards de dollars aux contribuables américains. Le Congrès prévoit des dépenses militaires additionnelles s'élevant probablement à 450 milliards de dollars pour les dix prochaines années.

Sterngold note que *“même certains experts conservateurs ont commencé à critiquer l'effort sans fin pour soutenir un objectif insaisissable”*.

Selon des critiques grandissantes, poursuit Sterngold, la guerre n'accroît pas la sécurité des Etats-Unis, elle frappe le contribuable en lui imposant une dette énorme, puisque la guerre est financée par le déficit budgétaire.

Un des républicains qui émet le plus de critiques, le sénateur Chuck Hagel, du Nebraska, a déclaré que le coût de la guerre — qui se situe plusieurs fois au-dessus des estimations avancées par la Maison-Blanche en 2003 — déstabilise les priorités fiscales.

En février, Hagel disait des dépenses de guerre qu'elles étaient *“dangereusement irresponsables”*.

Selon Sterngold, les démocrates ont également exprimé leurs inquiétudes à propos de l'augmentation rapide des prix, dans la mesure où le président Bush a choisi de couvrir les frais en ayant recours à des levées de fonds supplémentaires non prévues par le budget.

Ces démocrates, cependant, insistent sur le fait que, pour couvrir les dépenses de guerre, le président devrait proposer des réductions proportionnelles dans d'autres secteurs. Ce qui reviendra à plus de réductions des dépenses sociales.

Certains experts conservateurs, hors Congrès, commencent à demander si la guerre dont l'issue est incertaine mérite un tel coût, financier et en pertes humaines.

“Le but a toujours été de mettre en place un gouvernement qui nous soit favorable”, a rappelé Charles V. Peña, directeur du département de politique de défense du Cato Institute de Washington. *“Faut-il payer aussi cher ? Non, car ce n'est pas un objectif atteignable à long terme. Cela va juste continuer à absorber l'argent du contribuable. Je ne vois pas comment les choses pourraient s'améliorer. Elles ne peuvent qu'empirer.”*

Depuis le début de la guerre de position, en mars 2003, 1 867 soldats ont été tués et au moins 13 336 ont été blessés, selon les statistiques d'Irak Index, tenues par la Brookings Institution de Washington.

En septembre 2002, le Bureau du budget du Congrès, un institut de recherche qui n'est lié à aucun parti, estimait que la guerre coûterait de 1,5 à 4 milliards de dollars par mois. En fait, elle coûte entre 5 et 8 milliards de dollars par mois.

tions locales pour riposter aux attaques sans précédent contre les travailleurs",

et que

"l'unité de l'AFL-CIO est une nécessité pour se renforcer, afin de combattre une nouvelle génération d'entreprises monolithiques internationales et leurs alliés politiques".

La résolution de l'union locale de Denver poursuit :

"Que ce soit maintenant ou dans l'avenir, l'AFL-CIO travaillera collectivement (et) autorisera les unions locales et les fédérations locales à mettre en place des institutions unitaires ouvertes à tous les syndicats, ainsi qu'à leurs alliés, afin d'aider au combat de tous les travailleurs. La pratique des exclusives interdit au mouvement ouvrier de connaître tout succès au niveau local."

Bien que cette résolution n'ait pas été adoptée par le congrès de l'AFL-CIO, elle reflétait le sentiment de centaines de délégués, en particulier de délégués des unions locales ou des fédérations d'États.

Comme je l'ai dit précédemment, tout au long du congrès — et même au cours du week-end qui l'a précédé —, se sont tenues de nombreuses réunions regroupant les délégués des unions locales et des fédérations d'États. La plupart — pour ne pas dire tous — des délégués participant à ces réunions pensaient que la scission n'était pas justifiée et pourrait être dommageable au mouvement ouvrier.

Chacun comprenait que la direction Sweeney allait vraisemblablement adopter une position dure vis-à-vis des syndicats qui étaient partis et dire que les syndicats qui n'étaient pas affiliés nationalement à l'AFL-CIO ne pouvaient avoir de délégués aux unions locales ou aux fédérations d'États.

La discussion a donc porté sur comment faire forger l'unité nécessaire au niveau local ou de l'État, afin d'accomplir le travail nécessaire à la construction du mouvement syndical et à l'accomplissement de ses objectifs d'emplois et de justice pour tous, tout en respectant le cadre des statuts de l'AFL-CIO.

Comme on s'y attendait, le dernier jour, Sweeney a déclaré :

"Aucun membre d'un syndicat national qui n'est pas affilié nationalement à l'AFL-CIO ne peut être candidat au poste de délégué ni être délégué, représentant ou porte-parole d'une fédération d'État ou

d'une union locale. Tout membre d'un syndicat non affilié qui occupe actuellement une telle position doit démissionner."

Dans ces conditions, la question à laquelle les unions régionales et locales sont désormais confrontées consiste à savoir ce qu'il faut faire maintenant. Ce n'est pas une question mineure pour le mouvement ouvrier américain. Comme l'a écrit le militant Harry Kelber :

"Les unions régionales et les unions locales sont les structures les plus importantes du mouvement syndical. C'est par elles que passent les principales campagnes sur les revendications et les campagnes politiques. Ce sont les structures les plus proches des travailleurs qui veulent s'organiser. Si elles sont paralysées par un conflit interne, on ne parviendra jamais à reconstruire le mouvement ouvrier."

Pire encore, la situation peut se détériorer et aboutir à un conflit ouvert entre les deux groupes du mouvement syndical, ce qui mènerait progressivement à un affrontement fratricide."

Kelber conclut son article par un appel avec lequel je suis totalement d'accord, et qui, à mon avis, doit être soutenu sans réserve :

"Au nom de l'unité et de la solidarité, nous devons tout faire pour empêcher un tel scénario."

JoAnn Wypijewski, une journaliste spécialisée dans les affaires du mouvement ouvrier, a suivi ce débat de près. Dans le dernier compte rendu du congrès de l'AFL-CIO qu'elle a écrit pour la revue *The Nation*, elle dit :

« Toute la semaine, les représentants des unions locales s'étaient réunis pour résoudre le problème. Comment certains vont-ils survivre alors que la moitié de leur budget dépend de syndicats désormais désaffiliés ? Comment préserver l'intégrité de l'organisation tout en exerçant la solidarité ouvrière ? Comment rester amis et camarades de ceux qui se sont désaffiliés ?

Certains disent qu'il faut les punir. Le président d'une union locale de Californie, qui a vu 60 % de son budget s'envoler avec la scission, dit : "Est-ce qu'on les punit en se tirant une balle dans le pied ? Est-ce qu'on les punit lorsque, en refusant leurs cotisations, on les aide à constituer des organisations concurrentes plus fortes que la nôtre ? Ou est-ce qu'on agit comme direction en mettant en place une solidarité encore plus conforme à ce qui est nécessaire ?" C'est loin d'être simple. »

La Vérité : Quel type de discussion y a-t-il eu sur cette question dans les semaines qui ont suivi le congrès ?

Alan Benjamin : Dans tout le pays, il y a une opposition massive aux directives de Sweeney interdisant la participation des syndicats dissidents aux unions locales et aux unions régionales.

Il y a eu une telle levée de boucliers que Sweeney a envoyé une nouvelle lettre aux syndicats adhérents, leur expliquant qu'ils pouvaient mettre en place ce qu'il appelle des "chartes de solidarité" au niveau local ou au niveau de l'Etat avec les syndicats qui ont quitté l'AFL-CIO. Selon cette procédure, tous les syndicats non affiliés à l'AFL-CIO peuvent demeurer membres des unions locales ou des unions régionales à condition d'augmenter de 10 % leurs cotisations à la structure en question. En plus, les délégués des syndicats ayant quitté l'AFL-CIO ne sont pas autorisés à exercer des responsabilités de direction.

Le porte-parole de la coalition Change to Win a immédiatement dénoncé cette proposition en la qualifiant d'"*impôt sans fondement représentatif*".

Mais ce refus catégorique a lui-même donné naissance, dans tout le pays, à une vague de protestations de syndicalistes membres de la coalition Change to Win, qui ont demandé que la coalition rencontre la direction Sweeney, afin d'assurer qu'ils puissent demeurer adhérents des unions locales et des unions régionales.

En un mot, tout cela est loin d'être éclairci. Cette situation génère une vive colère de la base des syndicats vis-à-vis de leurs directions. A la base, les adhérents veulent rester unis, car ils comprennent très bien que, si la division règne au niveau des unions locales ou des Etats, ce sont les travailleurs dans leur totalité qui seront les perdants. Il est vraisemblable que, face à ce mouvement de colère, les dirigeants soient obligés de trouver un terrain commun garantissant que les unions locales et les fédérations d'Etats puissent continuer à fonctionner d'une manière unitaire.

En Californie, la grande majorité des unions locales se sont engagées à continuer à travailler ensemble comme par le passé, quelles que soient les directives qui leur sont données par la direction de l'AFL-CIO ou par la coalition Change to Win. Il y a à

cela une raison simple : le gouverneur Arnold Schwarzenegger organise dans tout l'Etat, le 8 novembre, un référendum, dont l'enjeu est la quasi-disparition des travailleurs des services publics, et donc des syndicats, au niveau de l'Etat. Pour s'opposer aux mesures de Schwarzenegger, il est impératif de rester unis.

La Vérité : Dans l'interview que tu as faite de Nancy Wohlforth, tu dis que les militants américains qui travaillent en relation avec l'Entente estiment que, après la scission, il faut publier un bulletin paraissant régulièrement et organisant la discussion sur l'unité et l'indépendance nécessaires du mouvement syndical. Tu as dit qu'un tel bulletin pourrait rassembler des syndicalistes et des responsables des deux camps pour discuter de ces questions essentielles. Nancy Wohlforth a répondu que c'était une excellente proposition et qu'elle y apporterait son soutien. Elle a notamment affirmé : "*Plus on entend de points de vue sur ces questions et mieux c'est. A la base des syndicats, les militants ont une véritable soif de discussion, ils veulent pouvoir poser des questions et se forger leur propre point de vue. Il est important que ce débat ne cesse pas avec la scission. Il est plus que jamais nécessaire de poursuivre le combat pour l'unité et l'indépendance syndicales. Même si c'est à une échelle modeste, l'Entente jouerait un rôle très utile en publiant un tel bulletin.*"

Alan Benjamin : Lors des discussions que nous avons eues au congrès de l'AFL-CIO et des interviews recueillies auprès de syndicalistes pour le numéro spécial de *The Organizer* qui paraîtra prochainement, il nous est apparu absolument nécessaire de nous doter d'un bulletin (et d'un site Internet) qui constitue une tribune libre pour poursuivre la discussion sur la construction de l'unité et de l'indépendance syndicales.

Nous avons décidé de faire un pas en publiant un tel bulletin (et le site Internet), auquel nous avons donné le titre de *Tribune libre pour l'unité et l'indépendance syndicales*.

Nous avons déjà l'accord de 12 syndicalistes connus, de chacun des deux camps, pour participer au comité de rédaction.

Les deux principes mis en avant dans le

titre sont essentiels. L'unité en elle-même n'est pas suffisante. Il est important de poursuivre le débat sur les questions essentielles auxquelles chacun des deux camps issus de la récente scission dans le mouvement ouvrier n'a pas répondu.

Il s'agit de la question de l'indépendance vis-à-vis des démocrates et des républicains, de l'indépendance vis-à-vis des patrons (des plans de partenariat entre le patronat et les syndicats, mais également des structures de la "nouvelle gouvernance mondiale"), et enfin de la nécessité de la démocratie syndicale.

Ce bulletin sera publié sous l'égide de l'Entente internationale des travailleurs, et des extraits paraîtront régulièrement dans le supplément à *The Organizer*.

Il sera ouvert aux deux ailes du mouvement syndical, pas uniquement aux syndi-

cats ou syndicalistes de l'AFL-CIO.

Avec ce bulletin, il sera également possible d'explorer la question soulevée par Nancy Wohlforth dans son interview au bulletin de l'Entente — c'est-à-dire la nécessité pour les syndicats de présenter leurs propres candidats ouvriers lors des élections au niveau local ou au niveau de l'Etat. Mark Dudzic, dirigeant national du Labor Party, a également soulevé cette question.

Le premier numéro du bulletin paraîtra fin septembre.

La liste des membres du comité de rédaction y figurera.

Je suis tout à fait convaincu que, dans la période qui vient, ce bulletin sera amené à jouer un rôle central dans la bataille pour l'unité et l'indépendance du mouvement ouvrier américain et international.

Une tournée de Lybon Mabasa

Lybon Mabasa, président du Socialist Party of Azania (SOPA) (SOPA), a répondu à l'invitation du Regroupement des travailleurs noirs du syndicat des teamsters (camionneurs) à prendre la parole devant leur congrès annuel, du 18 au 21 août, à Chicago.

A cette occasion, à l'invitation des militants de Saint Louis, New York et Philadelphie travaillant en relation avec l'Entente internationale des travailleurs, le camarade Mabasa a participé pendant une semaine à diverses réunions dans ces villes.

Lors de cette tournée, le camarade Mabasa a présenté les décisions de la seconde session du Tribunal international sur l'Afrique, qui s'est tenue le 18 mars 2005 à Madrid, en relation avec la campagne internationale pour l'annulation de la dette du régime d'apartheid en Afrique du Sud. Il a exposé également les données de la situation politique actuelle en Azanie-Afrique du Sud.

A New York, c'est le 26 que Lybon Mabasa a pris la parole devant un forum auquel participaient également Colia Clark, membre de longue date du mouvement des droits civiques (cofondatrice, avec le martyr du mouvement, Medgar Evers, de la coalition pour le droit de vote au Mississippi au début des années 1960), et Chris Silvera, président du Regroupement des travailleurs noirs du syndicat des teamsters.

L'un des principaux objectifs de cette tournée américaine était de promouvoir la discussion politique parmi les syndicalistes et militants sur la nécessité de construire aux Etats-Unis un Parti des travailleurs noir, composante du Labor Party, et de faire un pas dans cette direction en présentant des candidats noirs lors des élections, à tous les niveaux.

Nous reviendrons dans un prochain numéro sur les résultats de cette tournée, sur ses suites, tant parmi les militants noirs aux Etats-Unis qu'en Azanie-Afrique du Sud et sur tout le continent africain.

LA VERITE

Bulletin d'abonnement

Un an, 6 numéros : 28 euros. Pli clos 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre d'APIO à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Mexique : un mouvement de masse pour la rupture avec la domination impérialiste

Par Luis Zapata

UN MILLION DE PERSONNES DANS LE CENTRE HISTORIQUE DE LA VILLE DE MEXICO : “NOUS NE PERMETTRONS PAS QUE LA NATION SOIT DEMANTELEE”

Le 24 avril, un million de personnes, travailleurs et paysans de différentes parties du pays, se sont regroupées dans le “zocalo” (la place principale — NDT) de la ville de Mexico, à l’appel du maire de la ville de Mexico, Andrés Manuel Lopez Obrador, pour se prononcer contre le processus d’inéligibilité de ce responsable, processus soutenu par le gouvernement fédéral Fox, par les députés du PRI, du PAN et du Parti vert. Les sondages désignent à ce jour Obrador comme étant le candidat le mieux placé pour triompher lors des prochaines élections de juillet 2006. Le processus d’inéligibilité est de toute évidence une mesure arbitraire contre le maire, afin d’empêcher qu’il ne se présente comme candidat à la présidentielle.

Un million de personnes se sont mobilisées pour défendre les droits politiques du maire et pour défendre les droits démocratiques. Mais au-delà de cette raison immédiate, les sentiments qui animaient la population travailleuse se sont exprimés sur les banderoles qui disaient : “Dehors, Fox ! Nous ne permettrons pas que l’on démantèle la nation, la patrie ne se vend pas !” Il faut signaler que la manifestation a été convoquée par Obrador sous la forme d’une “marche silencieuse”, ce qui n’a pas empêché que certains groupes de personnes ou des individus s’expriment par le biais de leurs banderoles. Il faut dire aussi que des groupes de jeunes, en particulier des étudiants, n’ont parfois pas respecté la consigne du “silence” et ont repris en chœur les mots d’ordre qui sont scandés dans les centaines de manifestations qui se déroulent, ces temps-ci, dans la ville de Mexico.

La marche du 24 avril va plus loin que ce pour quoi elle avait été impulsée. Il y a une continuité de trois années de mobilisation contre la politique du gouvernement Fox. Le 31 janvier 2003, des dizai-

nes de milliers de paysans, avec leurs syndicats, ont manifesté dans la ville de Mexico, demandant l'annulation du décret touchant à l'agriculture et au bétail. Le 27 novembre 2003, les travailleurs de l'électricité ont manifesté avec le syndicat des électriciens (SME), soutenus par un ensemble de syndicats, contre la "réforme" de l'article 27 de la Constitution, réforme qui légaliserait la mainmise totale des multinationales (européennes, japonaises et nord-américaines) sur le secteur de l'électricité nationalisé. Cette manifestation s'est déroulée aux cris de : "*La patrie n'est pas à vendre, la patrie est à défendre.*" Le 6 juillet 2003, 60 % des électeurs se sont abstenus lors des élections fédérales intermédiaires (c'est-à-dire pour les députés), exprimant ainsi le rejet de la politique du gouvernement, le rejet de tous les partis. Le parti de Fox, le Parti catholique, a perdu 7 millions des voix qui l'avaient fait triompher lors des élections de l'année 2000, se réduisant à son électorat traditionnel.

Le 1^{er} septembre 2004, a eu lieu une grève nationale de 200 000 travailleurs, impulsée par le syndicat de l'Institut mexicain de la Sécurité sociale (SNTSS), à laquelle se sont joints, en solidarité, les syndicats universitaires, le syndicat des télécommunications et le SME. Cette grève était appelée pour mettre un frein à la contre-réforme de la loi du "IMSS", qui ouvre le chemin au démantèlement du régime des retraites et des pensions. Le cri de la masse laborieuse dans ce mouvement a été : "*Sécurité sociale, patrimoine national.*" Ces actions et ces manifestations sont quelques-unes seulement parmi les plus importantes qu'a connues ce pays durant ces trois dernières années.

La marche du million du 24 avril 2005 représente la continuité de ce processus de résistance de la nation mexicaine au démantèlement. Elle exprime également le pas en avant réalisé par cette même résistance. Le mouvement de la nation mexicaine, sous des formes et des rythmes particuliers, est une composante de la situation révolutionnaire que vit le continent. De la Bolivie au Mexique, du Panama (où vient d'avoir lieu une grève générale prolongée pour la défense du régime des pensions et des retraites) au Brésil en passant par le Venezuela, le

continent connaît un profond mouvement des nations, avec la classe ouvrière au front, un mouvement révolutionnaire anti-impérialiste de résistance à la politique de destruction que soutient le gouvernement Bush. Situation révolutionnaire, qui, au Mexique comme sur tout le continent, pose le problème de la "solution à la crise de la direction de la classe ouvrière", c'est-à-dire la construction d'un authentique parti ouvrier indépendant.

**DIX ANNEES DE TLCAN (1),
DIX ANNEES DE DESTRUCTION.
ET MAINTENANT, LE TLCAN PLUS,
OU L'“ALLIANCE POUR LA SECURITE
ET LA PROSPERITE DE L'AMERIQUE
DU NORD” (ASPAN)**

Le mouvement de résistance de la nation a été la réponse à la politique de privatisation et de dérégulation impulsée par les gouvernements du PRI depuis 25 ans au compte des intérêts de l'impérialisme américain, politique qui, avec la mise en marche du TLCAN en 1994, a amplifié ses attaques contre les conquêtes matérielles et l'unité de la nation mexicaine.

Dans les campagnes, le TLCAN a créé l'ouverture du marché national du grain (maïs, haricots...) aux entreprises impérialistes, ruinant les campagnes et la pauvre et moyenne paysannerie. En 2008, le grain nord-américain, qui est meilleur marché que le grain mexicain, pourrait entrer dans notre pays avec un droit de douane niveau zéro, condamnant à la disparition pure et simple les cultures traditionnelles du pays, comme le maïs et le haricot. Déjà, en 1992, le gouvernement de Salinas de Gortari (PRI) avait mis en avant une contre-réforme de l'article 27 de la Constitution, qui a changé la propriété communale en propriété privée. La dégradation de la vie aux champs a forcé des millions de paysans à émigrer vers les villes et aux Etats-Unis pour chercher du travail. C'est cette même situation qui permet le développement du marché de la drogue face au manque d'alternatives pour la paysannerie. Malgré tout cela, de

(1) Traité de libre-échange de l'Amérique du Nord.

larges secteurs de la paysannerie résistent et se mobilisent, exigeant l'annulation du TLCAN.

Le gouvernement Fox, face à la mobilisation des travailleurs de l'électricité, n'a pas pu faire passer la contre-réforme de l'article 27 relative à l'industrie de l'électricité nationale. Pourtant, il a commencé en catimini à remettre aux entreprises multinationales de l'électricité la construction des nouvelles usines, de sorte qu'aujourd'hui, le capital étranger contrôle 22,65 % de la production. Selon les analystes du SME, les entreprises étrangères seront propriétaires en 2006 de 40 % de la production d'électricité et de 58 % en 2011.

Dans le cadre de la politique du TLCAN, politique de destruction de la nation, la dette publique a fait un énorme bond en avant. Si, à ce jour, une nouvelle crise de la dette n'a pas encore explosé, comme en 1982, c'est avant tout parce que le gouvernement du PRI et maintenant celui du PAN ont payé les intérêts au prix d'une paupérisation sans commune mesure du peuple mexicain. Les gouvernements ont développé de nouvelles mesures, essayant de cacher le développement réel de la dette publique. D'un côté, ils ont approfondi la dette interne, ce qui laisse supposer que les crédetiers appartiendraient à ce pays. Or c'est faux, puisque c'est la même banque étrangère qui détient les titres de la dette interne. Par ailleurs, ils ont déclaré comme "dette privée" une série d'obligations d'Etat, qui, par définition, engagent le gouvernement, engagement que le gouvernement fédéral est censé honorer. Un exemple en est la dette de l'IPAB (2).

Selon les chiffres officiels, la dette publique mexicaine est à peine supérieure à 30 % du PIB, et pourtant, une étude de l'Institut technologique autonome du Mexique (ITAM) montre que, une fois considérés les passifs de l'IPAB et des fonds du même type, la dette publique totale représente en réalité 120 % du produit intérieur brut (PIB), ce qui signifie que le Mexique a une des dettes publiques les plus élevées au monde.

La dette externe du pays a augmenté de 88 % entre 1982 (année de la crise de la dette) et 2003, passant de 86 000 millions à 162 000 millions de dollars. En dix années d'application du TLCAN, le seul

paiement des intérêts de la dette représente 294 000 millions de dollars. Actuellement, le paiement annuel de la dette externe représente plus de 25 % du PIB, et, durant les trois premières années du gouvernement Fox, les services de la dette externe ont représenté plus de 82 000 millions de dollars.

Pour le gouvernement Bush, pour le capital financier, le pillage du pays qui s'est déroulé tout au long de ces dix années n'est bien évidemment pas suffisant. Maintenant, Bush exige du gouvernement Fox d'aller plus vite et plus loin dans la remise en cause des richesses de la nation et dans la destruction des conquêtes ouvrières et sociales des travailleurs. Bush veut mettre en avant l'ALCA (3), plan de démantèlement en profondeur de toutes les nations du continent, et, dans cette optique, il a signé avec Fox et le président du Canada, Paul Martin, le 23 mars dernier, une déclaration commune sur un nouveau traité appelé "Alliance pour la sécurité et le progrès d'Amérique du Nord" (ASPAN), ou TLCAN plus.

Alliance pour la sécurité ? Mais, comme nous le disons dans notre journal, *El Trabajo*, n'est-ce pas cette idée de "sécurité" ou de "lutte contre le terrorisme" qui a servi de prétexte pour envahir l'Afghanistan et l'Irak ?

"En effet, l'ASPAN est l'argument pour augmenter la présence des forces policières et militaires des Etats-Unis au Mexique, dans un contexte où la décomposition du régime du PRI-PAN et la mobilisation de la nation créent les conditions pour l'ouverture de la révolution."

Les mesures de sécurité de l'ASPAN sont liées dès aujourd'hui aux opérations militaires comme celle de "Mexique sûr", par laquelle, au nom de la lutte contre la drogue (dont le commerce se poursuit et se poursuivra encore), on met l'armée dans la rue pour effrayer la population. L'ASPAN est aussi le moyen de faire du Mexique un mur de contentement des immigrants centro-américains et sud-américains, qui ont, jusqu'à ce jour, utilisé le pays comme une transition vers les Etats-Unis.

(2) Fonds de protection de l'épargne.

(3) Zone de libre-échange des Amériques.

Alliance pour le progrès ? Les mesures acceptées par Fox

“incluent le fait de faciliter les investissements dans l’infrastructure des industries énergétiques et de rationaliser et actualiser les réglementations respectives.”

En langage clair, cela veut dire ouvrir à deux battants les portes aux multinationales nord-américaines pour mener à fond la privatisation de l’électricité, de la PEMEX (4), de l’eau...

Il y a aussi un autre aspect important dans l’ASPAN. Les multinationales nord-américaines ont entamé un processus de restructuration des industries comme celles de l’automobile et de l’aluminium. Dans le cas de l’automobile, ils prétendent utiliser les travailleurs mexicains contre les travailleurs nord-américains, considérés comme trop coûteux. Ford et General Motors sont proches de la faillite, avec une dette totale proche des 200 000 millions de dollars. Leurs dirigeants prétendent se décharger sur les travailleurs nord-américains et mexicains (baisse des salaires, absence ou destruction des syndicats indépendants, contre-réformes ouvrières au Mexique, etc.) d’une bonne partie de leurs difficultés.

Il faut signaler, pour finir, un élément supplémentaire : d’abord, le “silence discret” observé par tous les partis institutionnels, PRI, PAN, Parti vert et même le PRD (le parti de Cardenas et Lopez Obrador) sur la question de l’ASPAN, traité qui a été signé dans le dos de la nation et y compris dans le dos du “congrès de l’Union” au nom du fait que *“les conventions n’ont pas le caractère de conventions internationales”*.

DE NOUVEAUX OBSTACLES SE DRESSENT CONTRE LE MOUVEMENT DE RESISTANCE DE LA NATION

La marche du 24 avril a marqué un changement qualitatif dans le mouvement de résistance de la nation. Mais celui-ci se heurte à des obstacles.

Durant ces dix dernières années, l’accentuation de la crise du syndicalisme officiel priiste (expression de la crise du régime du PRI), en relation même avec le développement des mobilisations des tra-

vailleurs, a abouti à ce que, face aux centrales syndicales officielles, se regroupent des syndicats hors du contrôle du PRI. Ainsi a surgi l’Union nationale des travailleurs (UNT), qui a pour base trois syndicats importants : le syndicat de l’Institut mexicain de la Sécurité sociale (SNTSS), le syndicat des téléphonistes (STRM) et le syndicat de l’Université nationale du Mexique (STUNAM). Ainsi est né également le Front syndical mexicain (FSM), constitué par un groupe de petits syndicats regroupés autour du syndicat mexicain des électriciens. Ce sont ces regroupements syndicaux qui ont été à l’initiative des manifestations de ces dernières années.

Les appareils de l’UNT et du SME, afin de contenir la pression du mouvement des travailleurs, ont organisé le Front syndical, paysan, social, indigène et populaire (FSCSIP), lequel a convoqué deux réunions nationales de travailleurs et d’organisations sociales, appelées sur la base du *“dialogue national pour un projet national alternatif au néolibéralisme”*. Dans ces réunions, les directions de l’UNT et du SME ont “oublié” l’initiative de grève générale nationale pour arrêter les contre-réformes du gouvernement Fox, qu’à un moment ils avaient mise en avant. De ces réunions de “dialogue national” n’a surgi aucune action concrète.

Les appareils syndicaux de l’UNT et du FMS répugnent à mettre en avant la rupture avec le régime du PRI, tournant le dos aux sentiments des travailleurs, qui, dans les multiples manifestations des trois dernières années, crient à chaque fois : *“Fox dehors ! La patrie n’est pas à vendre, la patrie est à défendre !”* Maintenant, après la marche de plus d’un million de personnes, ces directions se sont divisées entre ceux qui appellent à soutenir, dans les élections, Lopez Obrador, et ceux qui le dénoncent pour les mesures anti-ouvrières qu’il a appliquées à la mairie de la ville de Mexico. Les deux positions laissent de côté l’essentiel : le mouvement de millions de personnes, mouvement qui cherche aussi le changement, et qui est aussi chargé d’illusions en Lopez Obrador.

(4) Entreprise publique chargée de l’exploitation du pétrole.

La marche du million a amené aussi la direction du EZLN (5) à sortir d'un silence de plus de trois ans, silence complice du gouvernement Fox et du gouvernement de l'Etat du Chiapas. Marcos a lancé un "manifeste", intitulé la "Sixième déclaration de la Selva Lacandona", qui est essentiellement dirigé contre la candidature d'Obrador.

Qu'offre le dénommé "subcommandant" Marcos en échange ? Il appelle les organisations de la "vraie gauche", c'est-à-dire les organisations centristes réactionnaires (pablistes, morénistes et autres), à parcourir le pays pour faire campagne, appelant la population à ne pas utiliser le terrain des élections de 2006 parce que "tous les candidats sont néo-libéraux".

Marcos cherche-t-il à bloquer le mouvement, qui, le 24 avril, a dit : "Fox dehors, assez de cette politique, nous empêcherons le démantèlement de la nation" ? Les centaines de milliers de personnes qui se sont réunies le 24 avril n'ont-elles pas exprimé les aspirations qui débordent les objectifs d'Obrador lui-même, au point que — une fois retirée la menace d'inéligibilité politique par le gouvernement Fox — celui-ci a appelé à retenir les mobilisations ?

La direction du EZLN indique aussi :

"Nous allons engager le combat pour demander une nouvelle Constitution, c'est-à-dire de nouvelles lois..."

Une Constituante, une nouvelle Constitution ? Très bien, mais avec quelle orientation ? Marcos a dit que la "contribution" du EZLN, ce sont des "municipalités autonomes". Une nouvelle Constitution pour donner une autonomie à toute institution ? Banque du Mexique autonome, Commission fédérale de l'électricité autonome ? PEMEX autonome ? C'est exactement l'orientation que veut voir aboutir le régime, et que, jusqu'à ce jour, il n'a pu mener à terme. La Constitution de Marcos est plutôt une déconstitution de la nation.

ROMPRE AVEC LA POLITIQUE DE L'IMPERIALISME ! CONSTRUIRE UN PARTI OUVRIER INDEPENDANT !

La section mexicaine de la IV^e Internationale, avec des dirigeants ouvriers et des travailleurs, répondant aux aspirations

de la nation qui se sont manifestées durant ces derniers mois, s'est adressée à Lopez Obrador par le biais d'une lettre ouverte, dans laquelle il est écrit :

« M. Lopez Obrador, aujourd'hui, face à l'échéance ouverte, nous attendons de vous, en tant que précandidat en lice lors des élections de l'an prochain, que vous répondiez aux aspirations d'un million deux cent mille personnes qui se sont concentrées dans le centre historique de la capitale de ce pays, aspirations qui se résument dans une des pancartes qui disait : "Nous empêcherons que se poursuive le démantèlement de la nation."

Tout au long des trois dernières années, les manifestations politiques de masse qui se sont déroulées ont exprimé les besoins suivants :

— *Les paysans exigent que l'on mette un coup d'arrêt à la destruction de l'agriculture achevée dans le cadre du traité de libre-échange de l'Amérique du Nord (TLCAN) et que l'on donne des crédits bon marché. La paysannerie exige la protection des terres communales, et, par conséquent, l'annulation de la contre-réforme Salinas.*

— *Les travailleurs des industries énergétiques se sont mobilisés pour stopper la privatisation des entreprises publiques, qui sont la base matérielle de notre souveraineté ("Non à la privatisation de l'électricité, annulation des contrats de services multiples, etc.")*

— *Les travailleurs de l'éducation se sont manifestés par le biais de grèves pour la défense du système national d'éducation et contre les mesures de décentralisation-régionalisation du système éducatif national...*

— *La jeunesse aspire au droit total à l'éducation, à un emploi avec des droits ouvriers et avec des salaires dignes. La contre-réforme que prétend appliquer Fox, niant les droits élémentaires comme les conventions collectives et la syndicalisation, porte préjudice à tous les travailleurs, en particulier aux futurs travailleurs, aux jeunes.*

— *Les travailleurs des institutions ayant trait à la santé et à la Sécurité sociale (IMSS, ISSSTE, SSA) et toutes les familles des travailleurs y ayant droit se prononcent pour la défense des régimes collectifs de retraite, de santé et de maternité. Tous veulent voir des hôpitaux dotés suffisamment, sans rupture de médicaments ou d'équipement.*

(5) Armée zapatiste de libération nationale.

— *Le peuple mexicain veut prendre sa destinée entre ses propres mains. C'est pour cela que, dans les manifestations, explosent avec une force croissante les cris de : "Fox dehors ! Dehors Salazar Mendiguchia (gouverneur de l'Etat du Chiapas) ! Que s'en aillent tous ces politiciens qui nous vendent et sont corrompus !"*

M. Andres Manuel Lopez Obrador, nous vous demandons : pour répondre aux aspirations du peuple mexicain, êtes-vous disposé à faire que les ressources du pays servent au développement de l'industrie et de l'agriculture, et à la promotion des entreprises et services publics, contrairement à ce qui se fait aujourd'hui lorsqu'on remet ces ressources aux banques impérialistes par le biais du paiement d'une dette injuste et impayable, une dette que le peuple n'a pas contractée et dont il n'a jamais profité ? Etes-vous disposé à annuler cette injuste dette publique ?

Nous vous demandons : êtes-vous disposé à rompre avec cette politique que nous imposent les organismes financiers internationaux ? Etes-vous disposé à abroger le "traité de libre-échange de l'Amérique du Nord (TLCAN)", plan de destruction de l'agriculture et de l'économie nationale, et à rompre les "négociations" avec l'"Alliance pour le progrès et la sécurité de l'Amérique du Nord", ou "TLC plus", plan que le gouvernement Fox a signé avec les présidents des Etats-Unis et du Canada, et qui, s'il devait s'appliquer, signifierait la remise totale de nos ressources énergétiques et la remise de la souveraineté territoriale aux mains des militaires et politiciens des Etats-Unis ?

Un candidat qui se situerait sur le terrain de la défense de la souveraineté et de l'unité nationale se confronterait à ces problèmes.

M. Lopez Obrador, nous sommes disposés à soutenir le candidat qui répond aux caractéristiques ci-dessus.

"Dehors Fox ! Que s'en aillent tous les politiciens et partis qui nous vendent et sont corrompus ! Halte aux contre-réformes structurelles ! La patrie n'est pas à vendre, la patrie est à défendre !", ont dit des millions de Mexicains ces dernières années... »

En même temps, la section mexicaine de la IV^e Internationale, avec des groupes et organisations de travailleurs des campagnes, prépare une conférence nationale, dont l'objectif consiste à initier le processus de construction d'un parti des travailleurs, indépendant et démocratique.

Création d'un parti, qui, comme le dit l'appel, lutte pour que s'incarne l'aspiration manifestée le 24 avril : il est nécessaire que Fox s'en aille, ainsi que tous les politiciens corrompus et qui nous vendent ! Un parti qui combatte pour l'annulation du TLCAN et de TLC plus, et rejette l'instauration de l'ALCA et le plan Puebla Panama (6). Un parti qui lutte pour la défense de l'agriculture et de la paysannerie pauvre, donnant suite à la réforme agraire, luttant pour l'abrogation de la contre-réforme de la propriété communale, pour des crédits bon marché... Un parti qui lutte contre les plans de décentralisation-régionalisation, plans qui démantèlent les systèmes nationaux de santé, d'éducation, plans destructeurs de la nation.

Nous y reviendrons dans une prochaine correspondance.

Luis Zapata

(6) Prétendu plan de "modernisation économique", qui permet en réalité aux entreprises nord-américaines de mettre la main sur les ressources naturelles.

Où va le Brésil, où va le Parti des travailleurs ?

Par Fabio Moraes

La section brésilienne de la IV^e Internationale vient de tenir à Sao Paulo son XXV^e Congrès (congrès extraordinaire). Trois journées de débats passionnants et passionnés. Soixante-deux délégués y ont pris la parole lors de la discussion générale, ouverte par un rapport politique présenté par le camarade Mario, un complément de rapport présenté par le camarade Farias et une contribution du secrétariat international de la IV^e Internationale.

Ce congrès s'est tenu dans une situation tumultueuse et complexe, marquée par la crise profonde qui secoue depuis près de deux mois le Brésil et le Parti des travailleurs, dont notre section est un courant (*O Trabalho*, section brésilienne de la IV^e Internationale, courant interne du Parti des travailleurs).

Il y a près de trois ans, plus de 53 millions de travailleurs, de jeunes, de sans-terre, de *favelados* ont élu Lula dans l'espoir de changer, d'en finir avec la politique systématiquement mise en œuvre par tous les gouvernements depuis plus de vingt ans, politique entièrement soumise au FMI, détruisant inexorablement la nation, vouant le peuple travailleur à la misère et interdisant tout avenir à la jeunesse. Aujourd'hui, le gouvernement Lula se voit plongé dans une crise politique qui s'approfondit de jour en jour.

Les travaux et les débats de ce congrès ont été consacrés à l'analyse de cette situation dangereuse pour le Parti des travailleurs, pour le peuple brésilien et pour la nation, à la définition collective des propositions que la section de la IV^e Internationale se doit de présenter aux travailleurs et à tous les militants du PT, profondément ébranlés par la crise qui menace d'emporter leur parti.

À LONDRES, UN PORTRAIT ACCABLANT DU BRÉSIL

Le froid assassinat par la police britannique d'un jeune Brésilien de 27 ans, Jean-Charles de Menezes, émigré depuis quatre ans, travaillant à Londres comme électricien pour un salaire de 100 livres par mois (soit environ 150 euros), présente à lui seul un portrait accablant du monde dans lequel nous vivons et du Brésil, trois ans après l'arrivée de Lula au pouvoir. Bien sûr, ni Lula ni Blair n'ont appuyé sur la gâchette. Mais l'enchaînement des faits qui conduisent à ce meurtre n'a rien à voir avec la fatalité.

C'est la politique de guerre conduite par Bush-Blair qui a tué Jean-Charles de Menezes. Une politique approuvée, appuyée par le gouvernement Lula au point d'en être le fidèle exécutant en Haïti, où les troupes brésiliennes, sous couvert de l'ONU, viennent de faire 80 victimes, dont des enfants, dans l'assaut qu'elles ont mené contre un quartier populaire de la capitale haïtienne, la Cité Soleil. Politique de guerre contre les peuples au nom de laquelle le gouvernement Blair a justifié l'acte ignoble de ces policiers déchargeant leurs armes sur un jeune homme déjà immobilisé, plaqué au sol, terrorisé. Cinq balles, toutes mortelles, tirées dans la tête à bout portant.

Mais c'est aussi la politique de Lula, tournant depuis plus de deux ans le dos aux exigences sociales qui l'ont porté à la présidence, qui a conduit ce jeune, comme des dizaines de milliers d'autres jeunes Brésiliens, à s'expatrier. Peut-on lire sans colère cette information publiée dans le journal *Folha de São Paulo* (25 juillet 2005), au lendemain du meurtre ?

“Un tiers de la population de Gonzaga (la ville d'où est originaire Jean-Charles de Menezes, dans l'Etat de Minas Gerais) est émigré (...). Sur une population de 6 000 habitants, 2 000 (...) sont allés chercher à l'étranger — Etats-Unis, Portugal et Angleterre — des possibilités de trouver un travail (...). Avec seulement un poste de santé et une école de niveau moyen, Gonzaga est habitée par des petits agriculteurs, qui produisent à peine pour leur subsistance. La ville vit essentiellement de l'argent envoyé à leurs parents par les Brésiliens émigrés.”

Il s'agit ici de Gonzaga, mais il s'agit en réalité de tout le Brésil. Un pays où, selon l'IPEA (un institut de recherche économique appliquée), *“le chômage a augmenté de 56 % en 10 ans”* et où, selon le même institut, *“53,9 millions de personnes, soit 31,7 % de la population brésilienne de 2003, vivent avec un revenu familial inférieur à la moitié d'un salaire minimum (120 réais, soit 40 euros)”*.

Informations publiées alors même que la presse brésilienne claironnait : *“Le profit des banques s'est accru de 52 % au premier trimestre de cette année”*, annonçant que *“le Brésil va payer au FMI de manière anticipée 5,1 milliards de dollars de sa dette externe”*.

LE GOUVERNEMENT LULA SUBMERGE PAR UN DEFERLEMENT D'ACCUSATIONS

Le portrait qui vient d'être tracé est celui d'un gouvernement, d'une politique qui, depuis deux ans et demi, tournent le dos aux intérêts des 53 millions de Brésiliens, travailleurs, chômeurs, retraités, jeunes, paysans sans terre, *favelados...*, qui l'avaient élu en octobre 2002 pour imposer le changement, pour sortir le pays, son peuple, les travailleurs, la jeunesse brésilienne de cette situation effroyable illustrée par les chiffres ci-dessus.

Et c'est ce gouvernement qui, brusquement, il y a quelques semaines, s'est trouvé submergé par une avalanche d'accusations de corruption et d'usage frauduleux de fonds provenant d'entreprises publiques.

Tout a commencé début juin, avec la publication d'une cassette vidéo montrant le chef du Département des contrats et de l'administration du matériel de la poste brésilienne recevant un pot de vin de 3 000 réais (500 euros). L'affaire, minable en soi, aurait été déclenchée, selon le journal *Folha de São Paulo*, par *“une dispute commerciale”*.

Quoi qu'il en soit, l'accusé, pris en flagrant délit, met rapidement en cause l'un des “alliés” les plus proches du gouvernement Lula, Roberto Jefferson, président du Parti démocratique du travail (PDT), qui fut jusqu'à la dernière heure l'un des

hommes de main de Fernando Collor de Mello, président populiste de droite (pour ne pas dire d'extrême droite), chassé en 1993 au terme d'une procédure "d'impeachment" pour corruption et détournement de fonds.

Aventurier sans foi ni loi, Jefferson avertit aussitôt : *"Si je tombe, je ne tomberai pas seul."* Et dans les jours qui suivent, il met sa menace à exécution dans une interview exclusive accordée au journal *Folha de São Paulo* (6 juin 2005) : il révèle la pratique dite du *"mensalão"* ("grosse mensualité"), un versement de 30 000 réais par mois (10 000 euros) à des députés, afin de constituer des majorités de circonstance permettant de faire passer les mesures gouvernementales qui heurtent de plein fouet la base sociale qui a élu Lula, les travailleurs, la jeunesse, les retraités, les paysans sans terre.

La machine est en marche, et, bientôt, elle menace d'échapper à tout contrôle.

"SAUVER LULA, COULER LE PT"...

Le premier visé par les accusations de l'aventurier Jefferson est José Dirceu, le secrétaire général de la présidence de la République (ministre chef de la Maison civile), l'homme le plus proche de Lula au pouvoir et celui qui, depuis dix ans, tient d'une main de fer l'appareil du parti. Difficile de séparer l'un de l'autre. Bien qu'il ait pris soin, comme le souligne toute la presse, de *"protéger le président Lula"*, la tactique de Jefferson pour *"ne pas tomber seul"* pose un problème. Une commission d'enquête parlementaire (CPI) est mise en place, que Lula et le groupe parlementaire PT s'efforcent vainement de faire capoter. Par la force des choses, Lula et les institutions risquent très vite de se retrouver en première ligne.

Le premier à tirer la sonnette d'alarme est le propre prédécesseur de Lula, Fernando Henrique Cardoso. Le journal *Diário do Comércio* (2 juin 2005) rapporte :

"L'ex-président de la République a recommandé aux membres de son parti, le PSDB (Parti socialiste démocratique du Brésil, de centre droit — NDT), de traiter avec précaution les nouvelles accusations contre le gouvernement, afin

de ne pas provoquer une crise institutionnelle et ne pas céder à des tentations déstabilisatrices".

Il déclare :

"Nous ne pouvons, dans de telles circonstances, jeter de l'huile sur le feu."

Commence alors l'opération "sauver Lula, couler le PT" : une avalanche de déclarations et d'articles de presse, un défilé de "politologues", dont la fonction unique est de déclarer coupable le Parti des travailleurs et d'émanciper Lula et son gouvernement de toute responsabilité.

"Pour Lula, le PT pose des problèmes", déclare la *Folha de São Paulo* (4 juin 2005). *"Le PT a cessé définitivement de paraître honnête"*, poursuit l'éditorialiste de *O Estado* (7 juin 2005). Pour le journal financier *Valor*, *"Lula a sans doute raison, le responsable de la crise, c'est le PT"* (15 juin 2005). Et, chaque jour, l'escalade se poursuit, visant *"à atteindre directement le cœur du PT"*, déclare le *Jornal do Brasil* (7 juin 2005). Le 19 juillet 2005, *O Estado* écrit : *"Maintenant, c'est tout le PT qui est mis au banc des accusés pour crime électoral."* La menace de casser l'enregistrement légal du parti est brandie. Le 20 juillet 2005, *O Estado* assène : *"Le PT est une pomme pourrie."*

Aux premières accusations s'en est ajoutée une nouvelle : celle concernant le financement des campagnes électorales. Et comme par hasard, cette fois encore, toutes les campagnes du PT sont suspectées... sauf celle qui a conduit Lula à la présidence.

La *Folha de São Paulo* (3 juin 2005) cite un assesseur de Lula, qui déclare : *"Il faut sacrifier le PT."*

Il faut "sauver Lula", parce que, comme l'explique ce même journal sous le titre *"Les élites conspirent, mais en faveur de Lula"* :

"Les propriétaires de l'argent peuvent y compris être mécontents de la politique de taux d'intérêt élevés — tout le monde n'est pas banquier —, mais en général, ils sont satisfaits des résultats du conservatisme économique et acceptent le reste dans la mesure où ils voient la route dégagée pour le libre développement de leurs affaires."

Mais autre chose est le PT. Jamais la bourgeoisie, jamais l'impérialisme n'ont accepté l'existence de ce Parti des tra-

vailleurs né dans les derniers moments de la dictature militaire, fruit des grandes grèves de la métallurgie et de la volonté d'une poignée de militants ouvriers de toutes tendances, surgi, comme le déclare son manifeste de fondation,

“de la nécessité ressentie par des millions de Brésiliens d'intervenir dans la vie sociale et politique du pays pour la transformer. La plus importante leçon que le travailleur brésilien a apprise dans ses luttes est que la démocratie est une conquête, qui, finalement, soit se construit de ses propres mains, soit n'existera pas (...)” (voir le Manifeste de fondation du PT ci-dessous).

Lula doit être préservé, mais le Parti des travailleurs doit être détruit, parce qu'il faut détruire toute organisation de la classe ouvrière. C'est la politique de l'impérialisme mise en œuvre au Brésil, mais aussi à l'échelle internationale (on lira dans ce même numéro l'article d'Alan Benjamin sur l'offensive en cours visant à la destruction de la centrale syndicale américaine AFL-CIO).

Sur pression de Lula, le 16 juin, Dirceu annonce sa démission du poste de secrétaire général de la présidence. Un mois plus tard, ce sera le tour de Genoino, de Silvinho et de Delubio, président, secrétaire général et trésorier du Parti des travailleurs. Quel que soit le point de vue qu'on porte sur ces dirigeants, qui constituent le sommet de l'appareil, et sur la politique qu'ils ont mise en œuvre, appor-

tant tout leur appui au gouvernement, le fait est que c'est la direction du parti qui est décapitée.

Une crise profonde s'installe dans le parti, dont les militants abasourdis s'interrogent : *“Comment a-t-on pu en arriver là ?”* et refusent de céder au chantage : *“Non, je ne veux pas que mon parti finisse de cette manière”*, déclare un ouvrier à San Bernardo, berceau du PT.

**NON, LE PT, LES MILITANTS
QUI ONT FONDE CE PARTI
ET QUI EN CONSTITUENT LA BASE
NE SONT PAS RESPONSABLES !**

Dès qu'a éclaté la crise, la section brésilienne de la IV^e Internationale s'est adressée à tous les militants du parti pour dire :

“L'heure est grave, une crise est ouverte (...). Votre politique (à vous, les dirigeants du PT — NDT) conduit le pays au désastre. Elle conduit le parti au désastre (...). Il faut chasser du parti la politique de Lula, Palocci et Rossetto, et les alliances avec les partis bourgeois réactionnaires et corrompus (...). Il faut rompre avec la politique dictée par le FMI, l'excédent fiscal primaire, les privatisations, les concessions au privé (...). C'est seulement en s'engageant sur cette voie que le PT peut être conforme à ce pour quoi il a été fondé.”

Déclaration de O Trabalho (courant du PT, section brésilienne de la IV^e Internationale) au directoire national du PT, le 9 juillet 2005

Alors que se tient cette réunion extraordinaire du directoire national de notre parti — pour la seconde fois au cours de la profonde crise politique ouverte il y a un mois —, des déclarations de toute part veulent faire du PT la cible principale.

Un véritable processus de lynchage public du parti est en cours.

Nous nous adressons au directoire national, à tous les adhérents du PT et à l'opinion publique : on veut en finir avec le PT ! On veut enterrer le fruit de la lutte des milliers de camarades, des milliers d'adhérents qui n'ont aucune responsabilité dans ce qui se passe actuellement et qui assistent écœurés aux dénonciations et aux accusations, chaque jour pires les unes que les autres, contre notre parti.

Maintenant, le gouvernement

celles des dirigeants du PT, dirigeants qui ont appuyé jusqu'ici sa politique.

Le gouvernement Lula n'a pas le droit de décider des questions internes du PT. Le parti a ses propres règles.

En réalité, la responsabilité de qui se passe actuellement incombe à la politique du gouvernement Lula-Palocci-Rossetto, subordonnée aux intérêts des puissants de toujours, les exploités et les oppresseurs.

C'est cette politique qui entraîne la corruption !

C'est elle qui, tournant le dos à notre base sociale, conduit à abriter dans le gouvernement et dans les entreprises nationales, ainsi que dans la prétendue "base alliée" de soutien au Congrès, les partis corrompus et bourgeois, qui ont toujours été, sont et seront les ennemis du peuple, des travailleurs et du PT.

La responsabilité pour le lynchage de notre parti doit être recherchée parmi ceux qui, au gouvernement, partagent cette politique et ceux qui, dans le parti, continuent de s'obstiner dans la tentative de lier le parti aux mesures du gouvernement.

La collecte et la distribution des fonds, ce qu'on appelle "*mensalão*", ont été — les journaux de cette semaine le montrent — destinées à s'assurer que les députés de ladite "base alliée" votent certains projets du gouvernement ; par exemple, la contre-réforme de la Prévoyance en 2003 (*contre laquelle les fonctionnaires ont massivement fait grève à l'époque durant plus d'un mois — NDT*), le famélique salaire minimum en 2004...

De quel droit, donc, ce même gouvernement qui refuse de satisfaire les revendications des fonctionnaires fédéraux en grève, mais qui en un seul jour offre 3,3 milliards de réals au propriétaires fonciers, prétend s'immiscer dans les décisions du PT ?

De quel droit prétend-il "couper des têtes" dans le parti, ce gouvernement qui prépare avec l'ancien ministre de l'Economie de la dictature, Delfin Netto (Parti populaire), un ensemble de mesures visant à aggraver la politique d'excédent fiscal primaire en se fixant l'objectif d'un "déficit nominal zéro", qui signifierait de nouvelles coupes dans les ressources destinées à la réforme agraire, dans les budgets de santé et d'éducation, etc. ?

La crise est très profonde.

Il ne s'agit pas de questions de personnes ou de groupes. C'est l'existence du parti qui est menacée de désagrégation et de démoralisation, provoquées par la politique développée depuis trois ans par le gouvernement.

C'est l'avenir de la nation brésilienne qui se joue dans cette crise, qui peut à n'importe quel moment dériver dans le chaos.

Joaquim Soriano, membre de Démocracia Socialista, qui commande le ministère de la Réforme agraire, déclare qu'"est nécessaire une recomposition, y compris de la présidence du PT".

Mais la recomposition nécessaire, la seule qui peut tirer le pays de la crise qui entraîne avec elle le PT, est celle qui répond aux intérêts du peuple travailleur. C'est la seule voie.

Dans cette voie, le premier pas est de rompre avec la politique qui a mené à la situation où nous nous trouvons aujourd'hui.

Certains parlent de "changement de la politique économique". Certes, mais les travailleurs, les adhérents du PT sont fatigués des promesses vides et des formules générales. Il faut être clair et précis :

— "changer de politique", c'est donner satisfaction aux fonctionnaires en grève, qui demandent 18 % de réajustement salarial et un plan de carrière ;

— "changer de politique", c'est affirmer notre souveraineté en annulant la 7^e mise aux enchères de zones d'exploitation pétrolière, décréter caducs les contrats de privatisation des chemins de fer et renationaliser le réseau ferroviaire ;

— "changer de politique", c'est installer tout de suite les 200 000 familles qui campent au bord des routes, pro-

mier pas vers l'installation d'un million de familles de sans-terre ;

— “changer de politique”, c'est rompre avec la dictature de l'excédent fiscal primaire et affecter à la santé, à l'école, au logement les 84 milliards de réais ainsi dégagés ;

— “changer de politique”, c'est défendre les milliers d'emplois menacés et nationaliser les usines occupées.

Tarso Genro, ministre de l'Éducation, a déclaré que notre base sociale “*considère que le parti est en train de trahir ses origines, son histoire*” (Folha de São Paulo, 5 juillet 2005).

Mais, monsieur le Ministre, c'est votre projet de réforme universitaire qui trahit l'historique drapeau du PT qu'est la défense de l'enseignement public, fonds publics pour l'école publique !

De plus, déclarant que “*la situation est la plus grave que le PT affronte de toute son histoire*”, le ministre Tarso Genro tire la conclusion qu'il faut “*suspendre le processus électoral de la direction du PT (PED)*”.

Comment est-il possible, à ce moment précisément, d'envisager d'annuler le minimum de possibilités pour un débat avec la masse des militants et des adhérents ? Au contraire, plus que jamais, la parole doit être donnée aux militants, aux adhérents !

Le ministre Berzoni se prononce comme le gouvernement pour des modifications dans la direction du PT, car sinon, dit-il, “*nous mourrons tous noyés*”.

Non, monsieur le Ministre, les travailleurs qui ont construit le PT et qui l'ont porté au gouvernement ne se noieront pas dans la vague de boue de cette politique. Les travailleurs, qui continuent d'exiger la terre, du travail, la reconquête de la Previdência publique, tout ce pour quoi ils ont voté, maintiendront dressés les principes et les revendications sur lesquels ils ont fondé le PT.

C'est pour regrouper autour de ces bannières que nous nous adressons à tous les adhérents du PT, pour qu'ils appuient les listes que nous présentons pour l'élection des directions (*présidence, directoires municipaux, régionaux et directoire national — NDT*) sous le sigle “*Terre, travail et souveraineté*”.

Et c'est dans ce même sens, pour aider la lutte des travailleurs pour la souveraineté de la nation et pour leurs intérêts propres, que, en cette heure si grave, nous vous appelons tous à vous joindre à la préparation d'une conférence nationale des travailleurs de la ville et de la campagne, qui porte au gouvernement les exigences les plus immédiates du peuple.

São Paulo, 9 juillet 2005,
courant *O Trabalho* du PT, section brésilienne de la IV^e Internationale

Lula répond à l'inverse en “*despetizando o governo e governizando o PT*” (comme le souligne ironiquement l'agence Carta Maior), ce qu'on peut traduire par : en “*retirant le PT du gouvernement et injectant le gouvernement dans le PT*”.

C'est en effet une équipe venue directement des ministères de Lula, qui, aussitôt limogés Genoino, Silvinho et Delubio, prend possession des commandes du parti : Tarso Genro (jusque-là ministre de l'Enseignement) est nommé président du parti, devient secrétaire général et... devient trésorier.

Le choix de Tarso Genro n'est pas neutre. Ministre de l'Éducation, il s'est illustré par une réforme, qui, poursuivant la politique de privatisation de ses prédécesseurs, accorde des milliards aux universités privées au détriment des quelques universités publiques qui existent encore. Mais ce n'est pas essentiellement cela qui lui vaut les honneurs de cette présidence du parti. C'est d'abord le fait qu'il vient de Porto Alegre, qu'il y a dirigé avec la Democracia Socialista (DS), le courant qui regroupe les amis

de TRIVIERE et DESARRECHER dans

le PT brésilien, le gouvernement de cette ville et de l'Etat de Rio Grande do Sul, dont elle est la capitale, qu'il a été l'un des concepteurs de la "démocratie participative" et des "forums sociaux" et qu'il est à ce titre bien placé pour assurer la jonction entre une partie de l'Articulation et "la gauche" du parti.

"*Tarso engage le dialogue avec la gauche du PT*", titre Valor (18 juin 2005).
 "*Tarso a de bonnes relations avec les minorités du parti*", titre de son côté le journal Globo.

Et la DS lui renvoie aussitôt l'ascenseur : "*Tarso est un bon choix*", déclare Raul Ponte, le principal dirigeant de la DS. "*La manière dont il est arrivé n'est pas bonne, mais Tarso peut conduire son mandat de façon indépendante*", ajoute la sénatrice pabliste Ana Julia Carapeta (Paraíba).

LA POLITIQUE DES REPRESENTANTS

DU SECRETARIAT UNIFIE AU BRÉSIL

On se souvient (*lire dans La Vérité, n° 40, octobre 2004*) que les représentants du SU au Brésil se sont séparés il y a un an environ en deux organisations distinctes : l'une, la Democracia Socialista, restée dans le PT avec le ministre Rossetto — dont la politique se caractérise par le fait qu'il aura encore moins fait pour la réforme agraire que ses prédécesseurs — et Raul Pont, ancien maire de Porto Alegre, l'un des principaux animateurs de la "démocratie participative" et du Forum social mondial ; l'autre, sortie du PT pour fonder le PSOL, avec en particulier la sénatrice Heloisa Helena. Les deux organisations sont membres du SU, qui les considère l'une et l'autre comme section brésilienne.

C'est ce qu'ils ont appelé le "*dédoublement légitime*", autrement dit une politique en comptabilité double : d'un côté, dans le PT et au gouvernement, la prise en charge de la politique la plus outrancièrement réactionnaire, opposant aux sans-terre, pour leur refuser la réforme agraire, le manque d'argent disponible, tandis qu'on favorise les grands groupes agroalimentaires et qu'on paie rubis sur l'ongle la dette extérieure qui enrichit les spéculateurs internationaux, une politique qui à elle seule concentre toute la subordination de Lula au FMI et à l'impérialisme ; de l'autre, hors du PT, une politique qui fait de la destruction de ce parti son objectif principal.

Dès le début, les deux variantes ont fait

de la prétendue lutte contre la corruption leur fonds de commerce. On a ainsi vu chaque jour sur tous les écrans de télévision la sénatrice Heloisa Helena, aux côtés de députés et sénateurs de la droite la plus réactionnaire, réclamer "*des têtes*". Les mêmes têtes que réclame aussi la Democracia Socialista : "*Celui qui a trahi la confiance du PT ne peut rester dans le PT*", proclame une note diffusée par la "gauche" animée en particulier par la DS, lors du directoire national du 19 juillet, qui enregistre la démission de Genoïno, Sivininho et Delubio. De toute évidence, pour la DS, Rossetto n'a pas "trahi" le PT !

Raul Pont et Rossetto vont même jusqu'à signer dans la *Folha de São Paulo* (26 juillet) une tribune libre péremptoire, dans laquelle on peut lire :

"Qui doit des explications ? C'est un groupe qui a séquestré le parti et assassiné ses meilleures espérances."

Mais qui donc a "séquestré" l'un des drapeaux les plus nobles du PT, celui de la réforme agraire, dont dépend la vie de plus de plus de deux millions de familles brésiliennes ? Qui, sinon le pabliste Rossetto ?

La veille de la publication de cette tribune libre, le 25 juillet, Iramir Barbosa Lacare, 37 ans, a été assassiné par l'un des gardes armés de la *fazenda* Serra Verde, à 100 kilomètre de Cuiaba, la capitale de l'Etat de Mato Grosso do Norte. Il faisait partie d'un groupe de 55 familles, qui avaient obtenu une autorisation de justice pour occuper mille hectares de terres que leur dispute depuis trois ans le propriétaire de cette *fazenda*. Il est l'un des plus de

120 militants sans terre assassinés depuis que Rossetto est ministre, dont on ne rappellera jamais assez la formule répugnante prononcée sur le cercueil d'un sans-terre assassiné il y a un an :

“Il ne s’agit pas d’un problème foncier, mais de sécurité publique” !

C’est ainsi que les tueurs continuent de tuer en toute impunité.

Le “*dédoulement légitime*” et les deux variantes de la “*lutte anticorruption*” ont ceci de commode pour le SU et ses représentants brésiliens qu’ils permettent de couvrir la politique concrète mise en œuvre par Lula, Palocci et Rossetto au gouvernement, et de faire face à toutes les éventualités, y compris celle où il faudrait faire sortir Rossetto du gouvernement... pour continuer sous une autre forme la même politique.

LA RECETTE PABLISTE POUR EN FINIR AVEC LE PT TEL QU’IL EST

“La gauche parie sur la voie de la participation populaire”, rapporte l’agence Carta Major (26 juin 2005), qui rend compte d’un débat organisé à huis clos le 17 juin 2005 par la Democracia Socialista :

“Des dirigeants (...) parlent sur un rapprochement avec la société pour garantir la gouvernabilité (...). Rétablir entre le gouvernement et la société une relation qui s’est défaite peu à peu depuis l’arrivée de Lula à la présidence est l’objectif défendu depuis longtemps par la gauche du PT. Maintenant, avec la crise politique, se rapprocher des mouvements et de la population paraît l’unique voie pour que l’équipe de Lula (avec Rossetto, Palocci, le ministre de l’Economie enfant chéri du FMI, Furlan, le chef d’industrie qui occupe la place de vice-président, Mereille, venu directement des fonds spéculatifs américains pour occuper la place de président de la Banque centrale — NDT) garantisse sa gouvernabilité (...).”

“Durant ces deux ans et demi, nous avons renoncé à créer des canaux et à prendre des initiatives qui créent des conditions pour l’engagement des gens, pour qu’ils soient constructeurs des politiques. Nous avons commencé à le faire

dans les villes et les Etats que nous administrons. Il est possible de le faire au niveau national.

Nous n’exigeons pas une démocratie participative exemplaire dès la première année, c’est un processus qui doit être vécu (...).”

explique Raul Pont, ex-maire de Porto Alegre.

La “*démocratie participative*”, le “*budget participatif*” consistent en résumé à faire semblant de soumettre à la population le budget de l’année pour la commune ou l’Etat. En réalité, il s’agit d’un budget préalablement amputé des milliards qui garantissent le paiement de la dette externe.

Autrement dit : d’abord, on paie les banquiers et le FMI, ensuite, avec ce qui reste et qui est bien évidemment insuffisant pour répondre comme il le faudrait aux demandes pressantes et vitales des travailleurs, des jeunes, des retraités, on demande à la population, réunie en conseils et “*assemblées participatives*” encadrés par des “*experts*” de la municipalité ou de l’Etat, ce qu’elle propose de faire avec le budget qui reste.

On lui demande de choisir en réalité ce qu’elle va sacrifier cette année entre l’école, la santé, le logement... et on recommence l’année suivante.

C’est un double piège : un piège contre la population, qui est amenée de cette manière à se sacrifier elle-même, et un piège contre les organisations ouvrières, contre les syndicats en particulier, dont la fonction revendicative doit disparaître au profit de la “*participation*” aux décisions des conseils et des assemblées participatives.

Pas étonnant que cette politique ait été saluée par la Banque mondiale comme un modèle de “*bonne gouvernance*”.

Pas étonnant non plus, à l’inverse, qu’elle ait été sanctionnée par les travailleurs et la population laborieuse de Porto Alegre et de l’Etat de Rio Grande do Sul lors des dernières élections, où le Parti des travailleurs, emmené par la DS, a subi la plus cinglante défaite.

C’est sur cette politique que la DS veut aujourd’hui, profitant de la crise, aligner le PT, autrement dit le mener à sa destruction.

LES “MARCHÉS” IGNORENT LA CRISE ET SOUTIENNENT LULA SANS ETAT D’ÂME

Dès les premiers jours de la crise, Lula a voulu montrer qu’il n’y aurait pas d’altération dans la politique mise en œuvre jusque-là sous la poigne de fer du ministre de l’Economie, Palocci (1). Cette politique consiste à saigner le pays au nom de l’excédent fiscal primaire, qui oblige le gouvernement fédéral, tous les gouvernements d’Etat et toutes les municipalités du pays à prélever chaque mois au moins 4,25 % du budget pour assurer en toute circonstance le paiement des intérêts de la dette. Le 28 juin 2005, la *Folha de São Paulo* annonce, triomphante :

“L’économie des ressources destinées au paiement des intérêts de la dette — ce qu’on appelle l’excédent fiscal primaire — réalisé en mai par le secteur public a battu un nouveau record mensuel en atteignant 6,31 milliards de réais” (plus de 3 milliards d’euros — NDT).

Le prix à payer pour les services publics et pour la population qui en a tant besoin est dramatique :

« Bien qu’il ait proclamé l’année 2005 comme “l’année des investissements publics”, le gouvernement Lula ne leur a destiné jusqu’à ce jour que moins d’un seul jour de paiement des intérêts de la dette »,

note la *Folha de São Paulo* (31 mai 2005). 0,39 % du budget des transports ont été utilisés ; 0,93 % de celui de la santé ; 1,43 % de celui de l’enseignement... Tout part pour la dette.

Avec la chute de Dirceu, Palocci, le ministre de l’Economie, enfant chéri des “marchés” et du FMI, devient *“l’homme fort du gouvernement fragilisé”*, comme le relève le journal *Globo* (11 juin) :

“Lula tient absolument à donner un appui sans restriction au ministre de l’Economie, Antonio Palocci, réaffirmant ainsi son engagement à maintenir la stabilité économique et l’ajustement fiscal.”

Il tient à faire plus encore :

“Le président Lula semble vouloir administrer un nouveau choc de crédibilité à sa politique économique”,

souligne le journal financier *Valor* (6 juillet 2005). “Crédibilité” non pas vis-

à-vis des travailleurs, des paysans, des jeunes, des milliers de militants du PT, mais vis-à-vis des capitalistes, des patrons, des grands propriétaires terriens... Selon *Valor*, en effet, Lula s’apprête à *“répondre positivement à la proposition de l’ex-tsar du gouvernement militaire, Delfim Netto, de garantir un déficit public nominal égal à zéro”*. C’est le traité de Maastricht puissance dix (on sait que le traité de Maastricht impose à tous les pays de l’Union européenne un déficit inférieur à 1 % ; et, on connaît les conséquences dramatiques que cela entraîne pour les services publics, les systèmes de protection sociale, la santé, l’école... Là, il s’agit de faire pire : déficit zéro ! C’est la destruction massive du peu de services publics et du peu de protection sociale dont bénéficie encore le peuple brésilien.

“Sort un zéro et entre un autre”, ironise *Valor*, pour qui *« il s’agit d’un changement d’angle : sort l’objectif de “faim zéro” et entre l’objectif de “déficit zéro” »*.

Les conséquences, le journal financier les livre sans fard :

“Le budget est extrêmement rigide. On doit, par exemple, réserver 18 % de la recette fiscale liquide pour les dépenses d’éducation ; et l’augmentation des dépenses de santé doit être équivalente à l’augmentation du PIB (...). Il faudra couper implacablement dans ces dépenses.”

La finance internationale jubile. Le FMI se félicite que

“la solide politique macroéconomique n’ait pas été affectée par les événements politiques, que la situation fiscale continue de s’améliorer et que le marché financier continue d’avoir confiance dans le maintien d’une politique économique censée” (Valor, 8-9 juillet 2005).

(1) Palocci partage avec Rossetto le fait d’avoir été trotskyste. Il a été autrefois membre de la section brésilienne de la IV^e Internationale, notre courant *O Trabalho*. La différence entre Palocci et Rossetto est que le premier a dû quitter la IV^e Internationale pour prendre l’envol, qui, de la mairie de Riberão Preto (aux environs de São Paulo), l’a mené en quelques années au poste de ministre de l’Economie du gouvernement Lula, adulé par le FMI et les “marchés” ; l’autre est ministre du Développement agricole, et, à ce titre, il fait barrage à la réforme agricole, refuse la terre aux sans-terre et laisse impunis les assassins.

Moralité : l’asservissement au FMI est incompatible avec le trotskysme... mais pas avec le plabisme.

LEUR CRAINTE, CEPENDANT : LA LUTTE DE CLASSE

Dans ce flot de révélations écœurantes cherchant à couvrir de boue le Parti des travailleurs et de déclarations jubilatoires des milieux financiers, une sourde inquiétude est cependant perceptible : la lutte de classe ne s'arrête pas.

Travailleurs qui occupent leurs usines abandonnées par les patrons et qui réclament de Lula qu'il les nationalise et sauve ainsi leurs emplois ; cheminots qui viennent, après des mois et des mois de délégations à Brasilia, d'arracher le retrait de la mesure provisoire 246, qui aurait prononcé l'extinction de la société nationale des chemins de fer (RFFSA) ; paysans sans terre qui ne cessent d'occuper de nouvelles terres ; lycéens qui manifestaient en masse en mai-juin contre l'augmentation des billets de bus et pour l'instauration d'un billet gratuit pour eux et pour les chômeurs ; et fonctionnaires qui viennent durant plus de quatre semaines de faire l'une des grèves les plus dures de ces dernières années, exigeant 18 % de rattrapage de leurs salaires correspondant à la perte de pouvoir d'achat qu'ils ont subie depuis l'arrivée de Lula au pouvoir...

La plupart de ces mouvements se concluent sans résultats. Mais, le fait est là, qui inquiète terriblement les sommets : les travailleurs, les masses, la jeunesse cherchent inlassablement par les moyens de la lutte de classe à arracher ce que leur refuse le gouvernement qu'ils ont élu il y a deux ans et demi précisément pour qu'il satisfasse leurs revendications. Et le mouvement n'est pas prêt de s'arrêter.

« Pour 59 % des Brésiliens, Lula ne défend plus les idées sur lesquelles il a été élu », révèle un sondage publié le 5 juin 2005. « Aujourd'hui, pour la majorité des interviewés, ce sont les travailleurs qui sont le plus lésés par le gouvernement Lula (...). En décembre 2003, ils étaient 40 % à le penser. » Ce ne sont là que des statistiques. La vie, quant à elle, traduit ces chiffres en grèves, en occupations, en manifestations. Tant que la classe ouvrière est classe, la lutte de classe continue. Tant qu'elles disposent de leurs organisations,

la classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées cherchent et chercheront à résister et à combattre. C'est pourquoi, bien que le gouvernement Lula donne toute satisfaction au FMI, s'employant avec un zèle proprement criminel à infliger aux masses et à la nation brésiliennes les coups les plus durs et une politique entièrement soumise aux exigences voraces du capital international, cela ne suffit pas. C'est l'organisation même de la classe ouvrière, son parti, ses syndicats qu'il faut détruire au plus vite.

LIQUIDER LE PT NE SUFFIT PAS, IL FAUT AUSSI ENTRAÎNER LA CUT...

Liquider le PT ne suffit pas, il faut aussi entraîner la CUT dans le même mouvement. C'est le sens de la nomination surprise de Luiz Marinho, jusque-là président de la CUT, au poste de ministre du Travail.

« Lula nomme Marinho et déclare qu'il sera "ministre de la CUT" », rapporte une dépêche datée du 12 juillet.

La CUT, fondée en août 1983 dans le prolongement direct de la fondation du PT en pleine mobilisation pour en finir définitivement avec la dictature, pour des élections directes et démocratiques, est la plus grosse centrale syndicale d'Amérique latine, c'est la cinquième dans le monde, avec 22,5 millions d'adhérents et 3 300 syndicats.

Quiconque se réclame de la classe ouvrière ne peut laisser cette organisation de la classe ouvrière être détruite, intégrée au gouvernement, arrachée des mains des travailleurs auxquels elle appartient.

Au nom du courant syndical animé entre autres par les militants de *O Trabalho*, Julio Turra, membre de la commission exécutive nationale (CEN) de la CUT, a adressé aussitôt une lettre à la CEN, demandant une réunion d'urgence pour réaffirmer l'indépendance totale de la CUT vis-à-vis du gouvernement. Il s'est adressé en même temps à tous les syndicats de base pour les appeler à envoyer à la direction de la centrale syndicale motions, télégrammes, résolutions affirmant leur indépendance vis-à-vis du gouvernement et exigeant de la CEN

Un fantôme les hante : le bolchevisme, le trotskysme

Au beau milieu de cette crise, qui met en cause des pratiques inavouables et la corruption effrénée qui règne depuis toujours et que le gouvernement a tout simplement reprise à son compte — comme il a repris à son compte toute la panoplie des mesures anti-ouvrières que lui dicte le FMI et pour les mêmes raisons —, *O Estado* (20 juillet 2005), l'un des principaux porte-parole de la classe dominante au Brésil, titre sans sourciller son éditorial : “*Éthique bolcheviste.*” C’est, selon ce journal, “*un trait de naissance de cette organisation*” (le Parti des travailleurs). Et l’éditorialiste de citer Tarso Genro, qui vient d’être nommé président du PT en remplacement de Genoïno, démis sur ordre de Lula :

« *Dans une interview au journal Valor, le nouveau président du PT a employé cette expression pour désigner ceux qui croient qu’il “existe leur morale et la nôtre” (formule tronquée, empruntée à un ouvrage de Léon Trotsky — NDT) et qu’il n’y a pas de “paramètres éthiques universels”.* »

Tarso Genro désignait par là ses anciens amis à la direction du PT. Mais le journal ne saurait se contenter de cela : le bolchevisme, voyez-vous, est une doctrine qui “*a été partagée dans le monde par des légions de militants et, au Brésil, ils n’ont pas été peu nombreux parmi les fondateurs du PT*”. Voilà bien en réalité ce qui les hante : l’origine de ce parti, la place que tous les courants du mouvement ouvrier y ont occupée, et, parmi eux, les trotskystes. La “morale” n’a pas grand-chose à voir dans cette histoire ; et, concernant Tarso Genro, c’est à juste titre que les camarades Markus Sokol, Laercio Barbosa et Serge Goulart, membres du directoire national du PT, militants du courant *O Trabalho*, lui écrivent au sujet de l’interview accordée à *Valor* :

« *Dans cette interview, tu attribues la responsabilité de la crise à ceux qui ont appliqué de façon erronée ce qu’on peut appeler une “éthique bolchevique”, selon laquelle, comme le disait le vieux Léon Trotsky, il y a “notre morale et la leur”. Autrement dit, tu affirmes qu’il n’existe pas de paramètres universels*” (*Valor*, 19 juillet 2005). Puisque tu t’es senti obligé de citer Trotsky, tu aurais dû le citer plus complètement (...). *Le point de vue que Trotsky défend est en réalité le suivant : est moral tout ce qui développe et renforce la capacité de la classe ouvrière à agir pour défendre ses intérêts de classe ; est immoral tout ce qui entrave et affaiblit cette capacité (...).*

Nous qui nous revendiquons de la morale prolétarienne, camarade Tarso, nous te posons la question :

Est-il moral, est-ce que cela renforce la capacité des travailleurs de refuser, comme le fait le gouvernement, de satisfaire la revendication de 18 % de réajustement de salaire mise en avant dans la grève des fonctionnaires ? Non, ce n’est pas moral !

Est-il moral, est-ce que cela renforce la capacité des travailleurs, de poursuivre, comme le fait le gouvernement, la privatisation des routes, la mise aux enchères des zones d’exploitation pétrolière, de réduire les pensions des retraités, de refuser la nationalisation des entreprises occupées par les travailleurs pour sauver leurs emplois et d’intervenir militairement en Haïti ? Non, rien de tout cela n’est moral !

Ce qui est moral pour les travailleurs, c’est de respecter leurs aspirations, les engagements pris à leur égard.

La morale des travailleurs exige une politique libérée de la dictature de l’excédent fiscal primaire, imposée par le FMI ; l’adoption des mesures urgentes que la situation impose, entre autres : arrêter de payer la dette externe et destiner les fonds ainsi dégagés à la santé, l’habitation et l’école ; renationaliser les entreprises et services publics privatisés, réaliser la réforme agraire en donnant tout de suite la terre à un million de familles (...). »

qu'elle fasse de même et qu'elle adresse au gouvernement la liste des revendications urgentes sur lesquelles elle demande l'ouverture immédiate de négociations.

Des centaines de syndicats répondent à cet appel, comme celui des cheminots de Tubarão (SINDFER-Tb) :

« Nous vous envoyons la lettre de Julio Turra sollicitant une réunion d'urgence extraordinaire de la commission exécutive de la CUT face à la nomination de Marinho comme ministre. Derrière la décision "personnelle" de Marinho, il y a l'objectif du gouvernement d'intégrer notre centrale syndicale dans le cadre de sa politique. A cela, nous opposons la défense du caractère syndical indépendant de la CUT, comme cela est rappelé dans cette lettre. »

La crise dans l'Articulation, le courant majoritaire du Parti des travailleurs, se reflète dans la CUT. L'Articulation syndicale se divise. Lula et toute une partie de ce courant veulent imposer non seulement l'acceptation de Marinho comme "ministre de la CUT", mais, en plus, son remplacement à la tête de la centrale par Artur Henrique Da Silva Santos. Da Silva Santos est l'homme qui a représenté la CUT dans le Forum national du travail, l'organisme d'intégration mis en place par Lula avec le patronat brésilien, la CUT et le ministère du Travail, duquel est issue la réforme syndicale, qui menace directement l'indépendance des syndicats ouvriers et constitue un prélude à une réforme de la législation en cours dont les patrons attendent la flexibilisation du travail et des droits ouvriers.

João Felice, membre de ce courant, se déclare profondément choqué par la décision de Marinho. Il a fait savoir que la CUT n'était pas concernée par sa nomination au ministère et qu'il était candidat à la succession.

Une réunion du secrétariat de la CUT est convoquée le 13 juillet 2005. Prétextant qu'elle n'a pas statutairement le droit de voter, cette réunion se contente d'enregistrer la lettre de Julio Turra et les centaines de motions qui l'appuient.

Un communiqué est publié le lendemain dans le bulletin de la CUT, sous le titre "La CUT est une centrale autonome et indépendante" :

"La CUT est une centrale autonome et indépendante par rapport aux gouverne-

ments et aux partis politiques, et elle ne participe pas à la nomination des ministres (...). Nous réaffirmons les engagements de la CUT vis-à-vis de la classe ouvrière et présenterons d'ici peu au nouveau ministre du Travail notre plate-forme historique de luttes et de revendications."

Une commission exécutive extraordinaire est convoquée le 27 juillet 2005. Elle se réunira finalement, malgré les profondes divisions au sein de l'Articulation syndicale qui menacent d'en empêcher la tenue. A l'issue de cette réunion, où, encore une fois, tout sera fait pour éviter un vote formel, c'est João Felice qui est élu président de la CUT jusqu'au congrès, qui se tiendra en juillet 2006. La *Folha de São Paulo*, qui rend compte le 30 juillet 2005 de cette réunion, rapporte les propos du nouveau président :

"La CUT a toujours préservé son autonomie et son indépendance, et elle n'entretiendra aucune relation de promiscuité avec le ministre du Travail par le seul fait qu'il est un ex-dirigeant ayant accepté la charge de ministre."

LA DISCUSSION DANS LA SECTION BRÉSILIENNE

Dans une situation complexe comme celle que connaît le Brésil aujourd'hui, il ne pouvait manquer qu'apparaissent dans la section de la IV^e Internationale des nuances, des différences de points de vue, des désaccords au sein de la section et avec le secrétariat international. Notre méthode pour y faire face est la démocratie ouvrière, la libre discussion dans le cadre de principe qui nous est commun.

Le congrès de *O Trabalho*, convoqué comme congrès extraordinaire sur demande d'un groupe de dirigeants de la section appuyé par la majorité des cellules, a été marqué par la libre confrontation de ces nuances et divergences.

Sur proposition du secrétariat international, la date en avait été reportée, afin de permettre que la discussion se tienne en premier lieu dans le cadre de l'Internationale. C'est aussi notre conception, celle du parti mondial de la révolution prolétarienne, non pas comme un cadre de commandement et d'oukases aux sections,

mais comme un cadre international d'élaboration collective, de confrontation des points de vue et d'action commune. C'est le sens de la reproclamation de la IV^e Internationale opérée voici douze ans et confirmée par les deux congrès mondiaux tenus depuis (en 1999 à Paris et en 2002 à Berlin).

Durant deux mois, au sein de la section, la discussion s'est donc menée avec l'aide du SI. Le congrès s'est tenu du 22 au 24 juillet à São Paulo. Une délégation du SI y a participé.

De l'avis de tous les participants, ce congrès marquera une étape importante dans la vie et le développement de la section brésilienne.

A l'heure où tous les courants qui composent le PT au Brésil se fragmentent, se divisent, scissionnent et s'affrontent sous le choc de la crise, la section de la IV^e Internationale a fait la démonstration de sa capacité à surmonter les divergences sur une ligne de principe, par la libre discussion.

La résolution politique adoptée à l'unanimité et la motion complémentaire adoptée par la majorité des délégués tracent la ligne de combat pour tous les trotskystes au Brésil pour la prochaine période :

“(...) 7. Nul ne peut prévoir les formes, dans une situation qui évolue de façon accélérée, que prendra l'affrontement en cours entre les forces de la révolution et de la contre-révolution.

Ce que nous pouvons dire, c'est qu'en toute circonstance, notre axe est l'indépendance de la classe et de ses organisations (...).

La IV^e Internationale combat pour l'indépendance de la classe ouvrière et de ses organisations, et, en particulier, pour des partis ouvriers indépendants. Au Brésil, depuis 1980, ce combat a pris la forme de l'intégration, comme courant du PT, dans la lutte pour la construction du PT, qui se constituait sur la base du Manifeste de fondation (marqué par des principes fondamentaux comme l'indépendance de classe, la lutte pour la souveraineté nationale, pour une société égalitaire sans exploitants ni exploités), ce qui a permis d'intégrer la majorité des courants du mouvement ouvrier.

Aujourd'hui, dans la crise qui se développe dans le PT, il y a un choc entre Lula, la direction (y compris le SU-DS) avec l'aide du P-SOL (variante du SU

hors du PT) et du PSTU — engagés dans la voie de la liquidation du parti — et ceux qui, comme nous, affirment : les seules bases possibles pour un parti ouvrier indépendant digne de ce nom, ce sont les principes inscrits dans le Manifeste de fondation du PT, principes avec lesquels les actuels dirigeants du parti et du gouvernement ont rompu.

8. Pour nous, le combat que nous engageons au Brésil pour l'indépendance de la classe est indissolublement lié à la lutte que la IV^e Internationale mène dans le monde entier sur la ligne de l'Entente internationale des travailleurs (EIT).”

A cette résolution votée à l'unanimité par les délégués au 25^e Congrès, s'ajoute un complément voté par la majorité des délégués, qui déclare :

“Nous sommes l'opposition pétiste au gouvernement Lula qui lutte pour un véritable gouvernement du PT, sans ministres capitalistes, la rupture avec le FMI et l'ALCA, l'annulation de la dette externe et la satisfaction des plus urgentes revendications populaires et nationales : nationalisation des usines occupées, renationalisation des chemins de fer et des entreprises et services publics privatisés, réforme agraire immédiate avec l'installation d'un million de familles, indépendance des organisations des travailleurs, souveraineté nationale.”

RELANCER LE MANIFESTE DE FONDATION DU PT

A l'heure où, de toute part, on veut en finir avec le PT (nous l'avons montré tout au long de cet article) et plus généralement avec toute organisation de classe indépendante, le courant *O Trabalho*, qui a rassemblé dans les dernières semaines 1 500 adhérents du PT sur les listes qu'il présente pour les élections internes à tous les niveaux de directions du parti, s'adresse à chacun de ces 1 500, et, au-delà, à tous les adhérents du PT, pour les appeler à se rassembler et à relancer le Manifeste de fondation du parti (*lire annexe ci-dessous*), et organiser ensemble une conférence nationale de délégués des villes et des campagnes pour la nationalisation des usines occupées, la renationalisation des chemins de fer et de toutes les entreprises et services privatisés, pour la terre aux paysans sans terre et pour la souveraineté

de la nation :

« Il y a 25 ans, la classe ouvrière brésilienne a construit le PT, un outil de lutte pour son émancipation.

Aujourd'hui, une crise profonde conduit le parti à sa désagrégation.

Pendant ces 25 ans, les travailleurs du Brésil et du monde ont affronté une attaque féroce de l'impérialisme contre leurs droits et pour dissoudre leurs organisations dans la société civile.

Nous réaffirmons : plus que jamais, la classe ouvrière a besoin de sa propre organisation. Ce n'est qu'avec indépendance que les travailleurs peuvent ouvrir une issue pour toute la nation, contre la barbarie dans laquelle nous poussent les classes capitalistes pour maintenir le régime de la propriété privée des moyens de production.

Contrairement à ce que préconisent ceux qui cherchent "un pont" entre le Forum social mondial (Porto Alegre) et Davos (ville suisse où se réunissent les pays plus riches), il est impossible de donner une face humaine à la barbarie capitaliste.

Le Manifeste de fondation du PT est plus actuel que jamais quand il proclame : "Le Parti des travailleurs naît de la volonté d'indépendance politique des travailleurs, fatigués de servir de masse de manœuvre pour les partis et politiciens compromis avec l'actuel ordre économique."

(...) Pour cela, nous, du courant O Trabalho, section brésilienne de la IV^e Internationale, vous appelons tous à relancer les engagements assumés dans le Manifeste de fondation du PT, contre ceux qui prétendent faire croire que la seule issue est de nous embourber dans le pourrissement que représente la préservation du capitalisme.

Nous appelons tous les camarades du PT à continuer, avec et comme travailleurs, la lutte pour une "société égalitaire, sans exploités et exploités", comme nous l'avons affirmé il y a vingt-cinq ans. Nous proposons une grande

rencontre nationale en novembre-décembre pour relancer le Manifeste du PT.

Pour dire : nous sommes l'opposition pétiste au gouvernement, qui a rompu avec les engagements de notre Manifeste.

Et pour exiger :

— rupture des alliances avec les partis des bourgeois qui exploitent les travailleurs ;

— hors du gouvernement les ministres capitalistes qui représentent les classes exploiteuses ;

— un véritable gouvernement du PT pour rompre avec la dette et satisfaire les revendications du peuple travailleur.

En tant que pétistes, nous participerons à la rencontre nationale des travailleurs de la campagne et de la ville (les 3 et 4 septembre 2005), et soutenons les exigences : nationalisation des usines occupées, établissement immédiat d'un million de familles sans terre, renationalisation des chemins de fer et des entreprises et services publics privatisés, souveraineté nationale.

C'est comme pétistes que nous disons au gouvernement Lula, à la direction du PT et à tous les secteurs du parti qui nient les intérêts des travailleurs et sont responsables de la crise : nous maintenons debout la lutte pour les engagements pour lesquels nous avons fondé le PT. Nous maintenons l'engagement de "solidarité à la lutte de toutes les masses opprimées du monde" que nous avons assumé dans le Manifeste. Pour cela, nous ne pouvons accepter l'intervention des troupes brésiliennes qui écrase le peuple d'Haïti.

Nous réaffirmons le Manifeste de fondation du PT et disons haut et fort : nous revendiquons la continuité du PT comme instrument de lutte pour l'émancipation des travailleurs, seule issue contre ce régime pourri. »

Fabio Moraes,
São Paulo, le 29 juillet 2005

Le Manifeste de fondation du PT

**(adopté par acclamation à l'acte de lancement du Parti des travailleurs,
le 10 février 1980, confirmé à la réunion nationale de fondation
du Parti des travailleurs, les 31 mai et 1^{er} juin 1980)**

Le Parti des travailleurs surgit de la nécessité ressentie par des millions de Brésiliens d'intervenir dans la vie sociale et politique du pays pour la transformer. La plus importante leçon que le travailleur brésilien a apprise dans ses luttes est que la démocratie est une conquête qui, finalement, soit se construit de ses propres mains, soit n'existera pas.

La grande majorité de notre population travailleuse des villes et des campagnes a toujours été reléguée à la condition de Brésiliens de deuxième classe. Maintenant, les voix du peuple commencent à se faire entendre au travers de ses luttes. Les grandes majorités qui construisent la richesse de la nation veulent parler par elles-mêmes. Elles n'attendent plus que la conquête de leurs intérêts économiques, sociaux et politiques vienne des élites dominantes. Elles s'organisent pour que la situation sociale et politique soit l'outil de la construction d'une nouvelle société qui réponde aux intérêts des travailleurs et autres secteurs exploités par le capitalisme.

Naissant des luttes sociales

Après une longue et dure résistance démocratique, la grande nouveauté connue par la société brésilienne est la mobilisation des travailleurs pour lutter pour des conditions de vie meilleures pour la population des villes et des campagnes. L'avancée des luttes populaires a permis que les ouvriers industriels, les salariés du commerce et des services, les fonctionnaires publics, les habitants des banlieues, les travailleurs artisans, les paysans, les travailleurs ruraux, les femmes, les Noirs, les étudiants, les Indiens et autres secteurs exploités puissent s'organiser pour défendre leurs intérêts, pour exiger de meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail, pour réclamer que soient assurés les services dans les quartiers et pour confirmer l'union de laquelle ils sont capables.

Ces luttes ont mené à des mécanismes de répression imposés aux travailleurs, en particulier la baisse salariale et l'interdiction du droit de grève. Mais, devant affronter un régime organisé pour éloigner le travailleur du centre de la décision politique, il est devenu de plus en plus clair pour les mouvements populaires que leurs luttes immédiates et spécifiques ne suffisaient pas pour garantir la conquête des droits et des intérêts du peuple travailleur.

Pour cela, a surgi la proposition du Parti des travailleurs. Le PT naît de la décision des exploités de lutter contre un système économique et politique qui ne peut résoudre leurs problèmes, car il n'existe que pour bénéficier à une minorité de privilégiés.

Pour un parti de masses

Le Parti des travailleurs naît de la volonté d'indépendance politique des travailleurs, fatigués de servir de masse de manœuvre pour les politiciens et les partis compromis avec le maintien de l'actuel ordre économique, social et politique. Il naît donc de la volonté d'émancipation des masses populaires. Les travailleurs savent déjà que la liberté n'a jamais été et ne sera jamais donnée en cadeau, mais qu'elle sera l'œuvre de leur propre effort collectif. Pour cela, ils protestent quand, encore une fois dans l'histoire brésilienne, les partis sont formés du haut vers le bas, de l'État vers la société, des exploités vers les exploités.

Les travailleurs veulent s'organiser en tant que force politique autonome. Le PT prétend être une réelle expression politique de tous les exploités par le système capitaliste. Nous

sommes un Parti des travailleurs, non un parti pour illusionner les travailleurs. Nous voulons la politique comme activité propre des masses, qui désirent participer, légalement et légitimement, à toutes les décisions de la société. Le PT veut être actif, non seulement au moment des élections, mais surtout dans le quotidien de tous les travailleurs, car ce n'est qu'ainsi qu'il sera possible de construire une nouvelle forme de démocratie, dont les racines soient dans les organisations de base de la société et dont les décisions soient prises par les majorités.

Nous voulons, pour cela même, un parti large et ouvert à tous ceux qui sont engagés dans la cause des travailleurs et son programme. Par conséquent, nous voulons construire une structure interne démocratique, appuyée sur les décisions collectives, et dont la direction et le programme soient décidés dans ses bases.

Pour la participation des travailleurs

En opposition au régime actuel et à son modèle de développement, qui ne bénéficie qu'aux privilégiés du système capitaliste, le PT luttera pour l'extinction de tous les mécanismes dictatoriaux qui répriment et menacent la majorité de la société. Le PT luttera pour toutes les libertés civiles, pour les franchises qui garantissent, effectivement, les droits des citoyens et pour la démocratisation de la société à tous les niveaux.

Il n'existe pas de liberté là où le droit de grève est truqué au moment de sa réglementation, là où les syndicats urbains et ruraux et les associations professionnelles restent attelés au ministère du Travail, là où les courants d'opinion et la création culturelle sont soumis à un climat de suspicion et au contrôle policier, là où les mouvements populaires sont la cible permanente de la répression policière et patronale, là où les bureaucrates et technocrates de l'Etat ne sont pas responsables devant la volonté populaire.

Le PT affirme son engagement avec la démocratie pleine et exercée directement par les masses. En ce sens, il déclare que sa participation aux élections et ses activités parlementaires sont subordonnées à l'objectif d'organiser les masses exploitées et leurs luttes.

Il luttera pour des syndicats indépendants de l'Etat ainsi que ses propres partis politiques.

Le Parti des travailleurs prétend que le peuple doit décider de ce qui doit être fait de la richesse produite et des ressources naturelles du pays.

Les richesses naturelles, qui, jusqu'à ce jour, n'ont servi que les intérêts du grand capital national et international, devront être mises au service du bien-être de la collectivité. Pour cela, il faut que les décisions sur l'économie se soumettent aux intérêts populaires. Mais ces intérêts ne pourront prévaloir tant que le pouvoir politique n'exprimera pas une réelle représentation populaire fondée sur les organisations de base pour que soit effectif le pouvoir de décision des travailleurs sur l'économie et autres niveaux de la société.

Les travailleurs veulent l'indépendance nationale. Ils comprennent que la nation et le peuple doivent être indépendants, et ils savent que le pays ne sera effectivement indépendant que quand l'Etat sera dirigé par les masses travailleuses. Il faut que l'Etat devienne l'expression de la société, ce qui ne sera possible que quand seront créées les conditions de la libre intervention des travailleurs dans les décisions. Pour cela, le PT veut arriver au gouvernement et à la direction de l'Etat pour réaliser une politique démocratique, du point de vue des travailleurs, tant sur le plan économique que sur le plan social. Le PT cherchera à conquérir la liberté pour que le peuple puisse construire une société égalitaire, où il n'y aura pas d'exploités ni d'exploiteurs. Le PT manifeste sa solidarité à la lutte de toutes les masses opprimées du monde.

Convocation à la rencontre nationale des travailleurs des villes et des campagnes

Nous sommes des fonctionnaires fédéraux en grève pour nos salaires. Nous revendiquons du gouvernement Lula et de son ministre Palocci 18 % de hausse, qui équivalent à peine aux pertes des trois dernières années. Serait-ce exagéré ? Est-ce trop demander ? Comment peut-on vivre avec les salaires que nous avons ? Et le gouvernement nous propose 0,1 %. Cela doit cesser. On peut continuer ainsi.

Nous sommes des militants de la CUT, du PT. Nous sommes des travailleurs des usines occupées qui luttons contre la destruction de nos emplois, de notre travail, et nous disons au gouvernement Lula : sauvez nos emplois, nationalisez les usines ! Cela serait-il impossible ? Comment survivre, comment nourrir nos familles si les usines ferment et si nous sommes jetés à la rue ? Voilà deux ans et demi que nous sommes en lutte, et le gouvernement ne nous donne pas satisfaction. Cela doit cesser.

Nous sommes des travailleurs ruraux sans terre, nous étions à la marche sur Brasilia pour dire au gouvernement Lula et au ministre Rossetto : faites la réforme agraire, installez immédiatement un million de familles de sans-terre, proposition faite par la commission nommée par le gouvernement. Serait-ce exagéré ? Si la situation a changé pour nous, c'est pour empirer : non seulement on nous refuse la terre, les assassins payés par les propriétaires terriens continuent de nous massacrer, mais en plus, nous sommes emprisonnés et poursuivis.

Don Tomas Balduino, président de la Commission pastorale de la terre, a raison quand il dénonce :

“Le nombre de conflits à la campagne en 2004 est le plus élevé depuis vingt ans et le nombre d’arrestations de travailleurs sans terre a augmenté de 10,8 %. 37 220 familles ont été mises à la rue. Les paysans souffrent du soutien du gouvernement à l’agronégoce, considéré comme un bien parce qu’il rapporte des devises.”

Devises qui ne servent qu'à payer la dette, alors que nous, nous continuons à souffrir et à mourir soit de faim, soit sous les balles des tueurs. Il faut que cela cesse.

Nous ne pouvons continuer ainsi.

Nous sommes des étudiants, qui manifestent dans la rue contre l'augmentation des droits d'inscription. Nous sommes des jeunes, qui veulent un enseignement public et gratuit, et le gouvernement nous répond avec la réforme universitaire, qui attaque l'université publique et se penche sur les intérêts des patrons de l'éducation privée. Il faut que cela cesse.

Nous sommes des cheminots, qui luttent pour la défense de nos emplois et pour la renationalisation des chemins de fer. Comme nos frères travailleurs de Bolivie, qui exigent la nationalisation des hydrocarbures, nous sommes allés à Brasilia exiger du gouvernement qu'il retire la mesure provisoire 246, qui liquide le réseau de chemins de fer fédéral (RFFSA). Le gouvernement ne nous écoute pas et cette mesure provisoire a déjà entraîné le licenciement de 500 cheminots. Nous ne pouvons continuer ainsi.

C'est pour en finir avec cette politique qu'avec 53 millions nous avons chassé FHC et que nous avons élu Lula voilà trois ans.

A nous tous, le gouvernement Lula-Rossetto-Palocci répond non à toutes et à chacune de nos revendications !

Comment est-ce possible ?

Comment peut-on nous dire qu'il n'y a pas de moyens pour les salaires, pour l'emploi, pour la réforme agraire, pour répondre aux exigences des étudiants, des cheminots, de la population qui souffre ? Nous savons tous que, oui, les moyens, l'argent, existent. Mais que fait le gouvernement de ces nouveaux fonds ?

Pour le seul mois d'avril, 16,3 milliards de réais ont été détournés du budget de l'Union pour nourrir le superavit primaire et garantir le paiement des intérêts de la dette. Un seul jour de paiement des intérêts de cette maudite dette, qui nous suce le sang et laisse le pays exsangue, équivaut à tout l'investissement que le gouvernement a réalisé pour la totalité des services publics, de l'éducation, la santé, les transports...

Cela doit cesser. Nous ne pouvons continuer ainsi.

Le peuple travailleur souffre, le pays va vers le précipice. La souveraineté de la nation est piétinée. Les entreprises nationales sont pillées par les multinationales, par une politique de privatisation qui apporte avec elle une corruption effrénée. Le PT est laminé par cette politique.

La CUT est menacée de destruction par la réforme syndicale menée par le gouvernement.

Lulla-Palocci-Rossetto, vous nous poussez au désastre, vous menez le pays à la désagrégation et vous menez le PT à sa destruction.

Certes, la situation est difficile.

Mais les centaines de milliers de fonctionnaires fédéraux, des Etats et municipaux en grève pour les salaires, les milliers de jeunes qui ont manifesté à Florianopolis, à Blumenau, à Uberlandia, Rondonia, les milliers de sans-terre qui ont repris les occupations de terres à Pontal do Paranapanema, les travailleurs qui occupent de nouvelles usines, comme à Nova Friburgo..., tous vous disent : ça suffit ! Cette politique anti-ouvrière, antipaysanne, antinationale doit cesser.

Pour que nous puissions vivre. Pour que cesse le pillage du pays. Pour qu'il n'y ait plus d'impunité pour les assassins, pour en finir avec le fléau de la corruption. Il faut : la terre tout de suite pour les sans-terre en installant un million de familles ; nationaliser les usines occupées ; renationaliser les chemins de fer et toutes les entreprises et services publics privatisés ! Indépendance des organisations des travailleurs ; affirmer la souveraineté de la nation.

Nous nous proposons, sur la base de cet appel, de construire ensemble une **rencontre nationale des travailleurs et de jeunes de la campagne et de la ville les 3 et 4 septembre 2005**. Nous vous invitons à discuter cette proposition dans les mobilisations en cours, dans les organisations, dans les mouvements, dans les organes de base du PT, dans les syndicats et groupes de travailleurs, dans les organisations étudiantes, pour élire des délégués à cette rencontre, pour exiger du gouvernement Lula :

- La nationalisation des usines occupées !
- La renationalisation des chemins de fer et de toutes les entreprises et services publics privatisés !
- La terre aux sans-terre tout de suite ! Installation immédiate d'un million de familles !
- Indépendance des organisations des travailleurs !
- Souveraineté de la nation !

São Paulo, 9 juin 2005

Palestine : l'ordre américain à un tournant

Par François Lazar

Au moment où ce numéro de *La Vérité* paraîtra, la mise en œuvre du “plan de désengagement unilatéral” de la bande de Gaza sera largement entamée. Le désengagement de Gaza, élaboré dans le contexte de l’invasion de l’Irak, s’intègre dans le plan du “Grand Moyen-Orient” dressé par l’administration américaine pour piller les richesses des pays producteurs de pétrole, en morcelant et réorganisant les États de cette région du monde. Il a été présenté, tant par l’administration américaine que par le gouvernement israélien ou l’Autorité palestinienne, comme étant le point de départ du “processus de paix” enclenché par la “feuille de route” américaine. Un des éléments essentiels de ce plan, sur ce point toutes les interprétations convergent, est l’enterrement de la question des réfugiés et du droit au retour. Peut-on parler de plan de paix sans la reconnaissance et la mise en œuvre du droit au retour de tous les réfugiés palestiniens et de leurs familles expulsés depuis 1948 ?

Dimanche 15 mai dernier, les Palestiniens, dans le monde entier, célébraient

le 57^e anniversaire de la “Nakba”, c’est-à-dire la “catastrophe”, commencée en 1948 par l’expulsion de 800 000 hommes, femmes, enfants, faisant d’eux des réfugiés, et par la destruction de 531 villes et villages ancestraux. La Nakba est devenue un processus quotidien pour le peuple palestinien, et, comme l’a écrit à cette occasion Walid Al Awad, secrétaire du comité des réfugiés du Conseil national palestinien :

“(…) La cause des réfugiés et leur droit au retour gardent encore leur flamme vivante alimentée par sa justice, et brûlant tous ceux qui cherchent à s’en rapprocher de façon malsaine. De longues années ont montré que tous les complots visant la cause des réfugiés ont échoué, cette question étant devenue le pivot essentiel de la paix et de la stabilité dans la région. Il est maintenant clair pour tous que tout accord qui ne prend pas en compte la résolution de la question des réfugiés de façon juste, selon la résolution 194, échouera (...). Le fait de l’affirmer n’est pas un luxe politique ni un désir d’extrémisme, comme certains se plaisent à le dire, mais comme le crime est toujours visible, le criminel

connu ainsi que les victimes, toute solution juste doit être équitable envers les victimes et doit châtier le criminel, au moins un minimum.”

LA QUESTION DU DROIT AU RETOUR EST INCONTOURNABLE

Le journal israélien *Haaretz* (13 mai 2005), à ce propos, rendait compte d'une manifestation de plus de 5 000 Palestiniens, "déplacés de l'intérieur", soutenue par l'association israélienne Zochrot ("La Mémoire") en direction de plusieurs vestiges de villages détruits par les troupes sionistes après 1948. Dans une dépêche du 12 mai, l'agence Reuters rapporte que

« nombreux sont les réfugiés, qui, avec leurs descendants — ils sont maintenant au nombre de 4 millions à Gaza, en Cisjordanie et à l'étranger —, vivent toujours dans des bidonvilles, dans la pauvreté et s'accrochent aux clés rouillées de leurs anciennes maisons. On leur a proposé de résoudre leurs réclamations de réfugiés par des compensations ou une réinstallation dans des territoires palestiniens. Mais la plupart des réfugiés insiste toujours sur le "retour", même si leurs maisons n'existent plus dans l'Israël d'aujourd'hui. "Je n'accepterai pas tout l'argent du monde à la place de retourner à Hamama. Je préfère mourir chez moi", dit Youssef Abou Sultan, 70 ans, dans son camp de réfugiés de la bande de Gaza, en référence à son village d'origine à côté de la ville israélienne côtière d'Ashkelon » (à quelques kilomètres de là — NDT).

Peut-il y avoir une réponse à la revendication humaine fondamentale du droit au retour autrement que dans la constitution d'un seul Etat, laïque et démocratique, en dehors duquel, et tout le monde le sait, la mise en œuvre de cette revendication est impossible ?

Plan après plan, les pressions s'exercent pour que la direction palestinienne renonce au droit au retour. Bien qu'ayant entériné la confiscation de plus de 80 % du territoire historique de la Palestine, et sans en administrer la moindre parcelle de façon indépendante, Yasser Arafat, parce qu'il refusait de céder sur le statut des réfugiés, était présenté par Ariel Sharon et Bush comme un

obstacle à la paix. C'est d'ailleurs l'un de ses conseillers, Dennis Ross, principal émissaire américain au Proche-Orient entre 1989 et 2000, qui a expliqué dans une tribune publiée par le quotidien *Le Monde* (12 janvier 2005), après l'élection d'Abbas :

"Une ouverture existe donc. Pourtant, elle ne permet pas de régler sur le champ les questions cruciales de Jérusalem, des frontières et des réfugiés. Aucune nouvelle direction palestinienne ne sera capable de faire quelque concession que ce soit sur ces sujets avant d'avoir établi son autorité."

Voilà donc l'objectif assigné à toute nouvelle direction palestinienne : faire des concessions sur la question des réfugiés.

Dans un entretien publié le 10 juillet 2005, le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, dit Abou Mazen, conformément à son acceptation complète de la "feuille de route", demandait aux pays arabes d'accorder leur nationalité aux réfugiés palestiniens, tout en soulignant qu'une naturalisation des réfugiés palestiniens ne devrait pas "compromettre leur droit au retour, auquel ils tiennent fermement". On pouvait lire dans *La Libre Belgique* (20 juillet 2005) des réactions à ces propos :

« "Ces déclarations sont tout simplement choquantes", affirme Souhail Natour, directeur du Centre pour la protection des droits de l'homme à Mar Elias, un des 14 camps de réfugiés palestiniens au Liban. Il reconnaît toutefois avoir senti le vent tourner quand, lors de la dernière réunion du comité central du Fatah, il y a deux semaines à Amman, le droit au retour des réfugiés n'a pas été clairement mentionné. "Nous sommes là typiquement dans le cadre de la vision de George Bush. Celui-ci a toujours parlé de la nécessité d'un Etat palestinien viable, mais il n'a jamais évoqué la question des réfugiés", dit-il.

Autre fait significatif de cette nouvelle tendance, selon M. Natour, "le lancement, dans plusieurs pays du Golfe d'un processus de naturalisation. Officiellement, le processus est ouvert aux Arabes en général, mais, dans les faits, qui, en dehors des Palestiniens, présenterait une telle requête ?" Ce processus est dangereux, car il transforme "les Palestiniens de la diaspora de réfugiés en citoyens d'origine palestinienne. Conjointement, le droit au retour va pas-

ser d'un droit national inaliénable, reconnu internationalement au travers de la résolution 194 de l'ONU, à un droit individuel."

Un analyste libanais, très au fait de la question palestinienne, ayant souhaité garder l'anonymat, se veut plus virulent encore à l'encontre d'Abbas. "Il est tout à fait inapproprié de tenir ces propos dans une période tellement sensible." Depuis l'assassinat de l'ex-Premier ministre, Hariri, le Liban est particulièrement instable. "Par ailleurs, comment le président d'un mouvement chargé d'une telle histoire peut-il remettre en cause le droit au retour, un pilier de la cause palestinienne ? Et de quel droit Abou Mazen se permet-il de parler au nom des réfugiés palestiniens ! Au lieu de sortir de telles aberrations, il devrait plutôt promouvoir l'émergence d'une représentation légitime pour les réfugiés palestiniens", lâche-t-il. »

Le droit au retour et l'établissement des droits égaux entre Juifs et Arabes de Palestine sont les seuls facteurs de réalisation de la paix dans la région. En abandonnant le droit au retour, Abbas et Bush précipitent la décomposition au nom du "Grand Moyen-Orient".

LE CADRE ACTUEL DE L'ACCORD ENTRE LE SIONISME ET L'IMPERIALISME AMERICAIN

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'impérialisme américain est occupé à récupérer la masse énorme des possessions coloniales des impérialismes français et anglais déclinants. L'Etat d'Israël a très tôt correspondu, sur ce plan, à une enclave américaine dans une région traditionnellement influencée par la France et l'Angleterre, véritable instrument de la perpétuation de son contrôle de la région. Dans le même temps, Washington s'engageait dans une politique qui visait à reprendre le terrain sur la zone de glacières qu'il avait dû concéder à la bureaucratie du Kremlin, compte tenu de son rôle majeur dans la mise en œuvre des politiques dressées contre les crises révolutionnaires engendrées par la Seconde Guerre mondiale. C'est ainsi que Staline et les PC inféodés à la caste bureaucratique du Kremlin jouèrent, dans le monde

entier, un rôle de premier plan contre la montée révolutionnaire des peuples. C'est ainsi que le gouvernement Staline fut le premier à décider en 1948 de reconnaître l'Etat d'Israël, qui cherchait à consacrer la domination sioniste définitive sur le peuple palestinien.

Au Moyen-Orient, ce partage des rôles s'est exprimé, pour la bureaucratie, par le soutien apporté aux régimes de dictatures militaires à vocation bonapartiste, comme le nassérisme en Egypte, le baasisme en Syrie ou encore le kadhafisme en Libye, instruments de l'impérialisme. Cette politique, si elle est apparue efficace pour la bureaucratie du Kremlin, ne permettait nullement que soit relâchée la pression de l'impérialisme. La division du Moyen-Orient, et en particulier de l'Orient arabe, a ainsi représenté un cadre adéquat pour une extraction paisible par l'impérialisme des richesses pétrolières que recelait la région.

La guerre américaine en Afghanistan a fait suite à la conquête du pays, occupé par l'Union soviétique, par une armée islamiste recrutée, payée, entraînée directement par la CIA. L'intervention en Afghanistan, dans lequel l'armée de l'Union soviétique essayait les pires revers militaires, apparaissait comme le moyen d'affaiblir considérablement la bureaucratie du Kremlin. L'Afghanistan a ainsi été pour Moscou ce que la guerre du Vietnam avait été pour Washington.

Avec la chute du Mur de Berlin en 1989, l'impérialisme américain est amené à prendre le rôle d'agent unique du maintien de l'ordre contre-révolutionnaire dans le monde, cela en démantelant toutes les nations, et en particulier l'URSS. Si la première guerre du Golfe, en 1991, a maintenu le régime de Saddam Hussein au pouvoir et ne s'est pas accompagnée d'une réelle invasion allant jusqu'à Bagdad, la seconde, dans le cadre du plan du "Grand Moyen-Orient", qui est un plan de destruction de toutes les nations, devait abattre le régime. Les résultats sont connus : la résistance du peuple irakien est en train de miner tout l'équilibre que veut imposer l'impérialisme américain dévastateur.

C'est dans cette relation que se trouve placé l'Etat sioniste, d'une part, soutien inconditionnel de la domination améri-

caine au Proche-Orient contre la montée révolutionnaire du peuple palestinien, d'autre part, pris dans l'état de la politique américaine, qui cherche à "stabiliser" la montée révolutionnaire des Palestiniens cherchant à se constituer en nation.

L'Etat sioniste constitue une pièce maîtresse du jeu américain, et, jusqu'à une époque récente, de l'équilibre interne de la région. Jusqu'à la première Intifada (qui débute le 9 décembre 1987), Israël avait la responsabilité exclusive de l'oppression du peuple palestinien et participait également au soutien et au contrôle des Etats et monarchies du Proche-Orient. L'irruption de l'Intifada, c'est-à-dire la force de la révolution palestinienne à l'intérieur même des territoires contrôlés par le sionisme, a démontré qu'Israël perdait les moyens de prendre en charge tout seul la politique d'oppression directe des Palestiniens, mettant ainsi en danger sa propre stabilité interne et celle du Moyen-Orient tout entier. C'est dans ce cadre que l'administration américaine prépara les accords d'Oslo en 1993, dont l'objectif était de restabiliser le Moyen-Orient en cassant l'Intifada et ses comités populaires. Ces accords, tout en aggravant la séparation physique et ethnique entre Juifs et Arabes, exigeaient l'attribution de nouvelles responsabilités dans le maintien de l'ordre en Palestine par le truchement d'une OLP relocalisée dans le pays, via la création d'une Autorité palestinienne.

LA DIVISION DU MOYEN-ORIENT EST INDISPENSABLE A QUI LE CONTRÔLE DE L'EXTERIEUR

Dans cette situation, la dispersion du peuple palestinien est indispensable à la mise en place de l'"ordre" américain, qui exige le maintien de la division du Moyen-Orient. Division du Moyen-Orient qui est nécessaire à qui le contrôle de l'extérieur. Cette orientation demeure déterminante pour la réalisation du "Grand Moyen-Orient", dont la constitution vise à disloquer le cadre de toutes les nations de la région. La revendication palestinienne du droit au retour, expression unificatrice de tout le peuple, la forte

présence de Palestiniens au Liban, en Syrie, en Jordanie sont, d'un point de vue impérialiste, des facteurs de déstabilisation de toute la région, comme l'est la résistance sioniste à concéder les bases d'un Etat croupion. L'impérialisme doit en outre tenir compte du fait que la place du peuple palestinien auprès des peuples arabes et bien au-delà est devenue emblématique du combat émancipateur contre l'oppression et pour les revendications démocratiques nationales.

Dans cette situation chaotique, chacun sait, du côté palestinien, que même en acceptant tout, "l'Etat palestinien" n'aura jamais les attributs d'un Etat, ne pourra exister misérablement que grâce aux fonds étrangers, sans aucune souveraineté, sans aucun contrôle sur ses frontières, sans accès à Jérusalem et sans la moindre perspective pour les réfugiés de rentrer chez eux. La seule évolution dans la région depuis la mort d'Arafat, lequel cherchait en vain à convaincre les Etats-Unis de l'aider à constituer une nation, c'est qu'Abbas est devenu un agent direct des Américains et est utilisé comme tel pour faire pression sur la politique sioniste.

Les rapports entre l'Etat d'Israël et les Etats-Unis évoluent. Concluant une interview donnée sur la radio américaine Democracy Now le 12 avril, la journaliste israélienne Amira Hass livrait ainsi son appréciation de la situation :

"Israël insiste maintenant sur le fait que ses avantages ou sa manière de vivre sont le fait de sa supériorité militaire (...). Mais si c'est là notre seule garantie pour rester ainsi, la seule garantie de notre vie là, dans la région, cette garantie pourrait bien changer en quelques années. Peut-être que nous ne serons plus capables de rendre les services que nous donnons maintenant aux Etats-Unis. Il y a peut-être un changement en Egypte ou en Jordanie, des différents régimes émergeront ici, qui affaibliront la position d'Israël dans la région."

Le sionisme est intégralement une composante de l'impérialisme, mais l'impérialisme ne se réduit pas au sionisme. Le sionisme a été utilisé à un moment donné, et, comme le suggère Amira Hass, il pourra à un autre moment ne plus correspondre exactement aux besoins, ou tout au moins sous l'ancienne forme. Les deux

notions sont reliées, mais distinctes : l'impérialisme correspond à un besoin du capital de trouver de nouvelles sources de profits par tous les moyens, y compris par la destruction des bases de l'économie mondiale. Aujourd'hui, ce processus passe par la destruction des nations et de leurs cadres constitutifs. Le sionisme n'a pu se réaliser qu'au moment où il devint partie intégrante de la politique de l'impérialisme, soit en 1917, avec la déclaration Balfour dirigée contre la recherche des peuples du Moyen-Orient à échapper à la tutelle de l'impérialisme en se constituant en nations, et instituant le droit des sionistes à conquérir la terre palestinienne. C'était sans compter sur la résistance acharnée du peuple palestinien. L'obstacle qui demeure dure depuis 60 ans : c'est la révolution palestinienne, qui est source d'inspiration révolutionnaire dans tous les pays arabes et au-delà pour les peuples qui luttent pour leur émancipation politique — c'est aussi un exemple profond de revendication nationale. Cela entrave la mise en œuvre du "Grand Moyen-Orient".

L'impérialisme a besoin d'Israël, sa stratégie s'est toujours presque exclusivement appuyée sur Israël. En 1993, cela s'est soldé par un échec. Les accords d'Oslo n'ont pas empêché l'Intifada et ont conduit à la situation actuelle. Lorsque la déclaration initiale d'Oslo fut signée en 1993, il y avait 32 750 unités d'habitation en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. En octobre 2001, il y en avait 53 121, soit une augmentation de 62 %. De 1992 à 1996, sous les gouvernements travaillistes dirigés par Itzhak Rabin et Shimon Pérès, la population juive dans les implantations de Cisjordanie augmenta de 48 % et celle de Gaza de 61 %. La droite israélienne tout comme le Parti travailliste ne voient que par le sionisme, dont la logique est l'expansion, ce qui passe nécessairement par le vol des terres palestiniennes. A un certain stade, cette logique devient contradictoire avec la politique de l'impérialisme, dont l'objectif de proclamer un "Etat palestinien" demeure une pièce maîtresse de son dispositif dans la région.

Un des points cruciaux du plan de Sharon a consisté à braquer les projecteurs sur la bande de Gaza et le désengagement pour détourner l'attention de ce qui

se passe en Cisjordanie et de la colonisation à tout va qui s'y déroule. Ainsi, une ville nouvelle, Gvaot, se construit au sud de Bethléem, une autre est projetée au nord de Qalqilya. On construit à l'est de Jérusalem, pour relier cette ville à la ville-implantation de Maale-Adoumim. Ici, la Cisjordanie serait coupée en deux dans le sens est-ouest. De plus, le grand Maale-Adoumim serait relié à la vallée du Jourdain, qui n'est pas concernée par le mur, mais est déjà annexée de fait avec ses propres colonies à l'Etat d'Israël. Avec le désert de Judée, la vallée du Jourdain représente 30 % de la Cisjordanie. Les autres blocs de colonies saucissonnent aussi le territoire prévu pour cette partie (la Cisjordanie) de l'Etat palestinien. On est loin de "l'Etat viable" auquel Bush s'est engagé. Dans son discours fait à Bruxelles en février 2005 devant les représentants de l'Union européenne, le président américain devait rappeler qu'il se prononce pour la "*constitution d'un Etat palestinien démocratique doté d'une continuité territoriale*", et il a insisté : "*Un Etat dispersé ne marchera pas.*" Ce qui provoqua des tensions supplémentaires dans le gouvernement israélien.

AUJOURD'HUI, LA GUERRE PROVOQUEE PAR L'IMPERIALISME AMERICAIN, TOUT EN DECIMANT LES POPULATIONS CIVILES D'IRAK, EST UN FACTEUR DE DESTRUCTION DES NATIONS

Le gouvernement américain dit que Mahmoud Abbas doit avoir d'autres moyens, plus importants, notamment pour mettre en pas les groupes militaires de résistants et améliorer les conditions d'existence de la population palestinienne. Comme l'indiquait Mustapha Barghouti, candidat à l'élection palestinienne, dans une tribune publiée par *Le Monde* (6 janvier 2005), après les accords d'Oslo en 1993, les charges financières imposées par les objectifs sécuritaires représentaient déjà 34 % du budget de l'Autorité palestinienne (contre 9 % pour le système de santé publique). En tout, 39 % des fonc-

tionnaires palestiniens étaient utilisés dans des tâches de maintien de l'ordre interne... alors que les gouvernements israéliens aggravent leur mainmise sur la terre palestinienne. Pour l'instant, Abbas hésite beaucoup devant la tâche que lui demandent de réaliser Bush et Sharon — la liquidation (inévitavelmente violente) des organisations oppositionnelles —, parce qu'il ne maîtrise pas la situation.

Mais, fait révélateur, le général palestinien Nasser Youssef, qui a présidé à la répression contre le Hamas organisée par l'Autorité palestinienne en 1996, vient d'être nommé au cabinet pour chapeauter les organismes de sécurité de l'Autorité.

L'argument "sécuritaire" auquel s'est rallié le président de l'Autorité palestinienne, en demandant après le sommet de Charm el-Cheik en février 2005 le désarmement de la résistance, fait retomber la responsabilité de la situation sur le peuple palestinien et montre toutes les limites du processus de paix selon George W. Bush.

La colonisation, quant à elle, se déroule comme une véritable guerre très offensive, dont le peuple palestinien devrait accepter "les nouvelles réalités sur le terrain".

Dans les territoires, qui représentent un espace très limité (la Cisjordanie a une superficie de 5 800 km²), règne l'arbitraire le plus total des troupes d'occupation et des milices paramilitaires constituées par les colons eux-mêmes. La plupart des officiers affectés aujourd'hui en Cisjordanie ne font en fait que "protéger", avec leurs troupes, leurs propres maisons, dans les implantations dans lesquelles ils se sont installés (le terrain y est quasiment gratuit, des facilités énormes sont faites aux arrivants, alors que la grande masse de la classe ouvrière juive subit une crise économique considérable).

Suite au sommet de Charm el-Cheikh, le journaliste britannique Robert Fisk, spécialiste depuis près de 30 ans du Moyen-Orient, écrivait :

« Les Palestiniens ont promis de cesser tous les "actes de violence" contre les Israéliens et Israël a promis de mettre un terme à toute "activité militaire" contre les Palestiniens. »

Ironisant sur la situation, il introduit son article en écrivant : "Ainsi, les Pales-

tiniens vont mettre un terme à leur occupation d'Israël", pour poursuivre plus loin :

« A aucun moment hier il n'a été question d'occupation (...). Comme d'habitude — comme à Oslo —, les vraies questions ont été ajournées. Les réfugiés, le "droit au retour", Jérusalem-Est comme capitale palestinienne : nous nous en occuperons plus tard (...). A la fin de la journée, les questions étaient les suivantes. Les Israéliens démantèleront-ils leurs énormes colonies en Cisjordanie, y compris celles qui entourent Jérusalem ? Aucune référence à cela hier. Mettront-ils un terme à l'expansion des colonies juives — pour les Juifs et uniquement les Juifs en Cisjordanie palestinienne ? Aucune référence à cela hier. Autoriseront-ils les Palestiniens à avoir une capitale dans l'arabe Jérusalem-Est ? Aucune référence à cela hier. Les Palestiniens mettront-ils réellement un terme à leur Intifada — ainsi qu'aux attentats suicides — suite à ces promesses qui n'existent pas ? » (1).

Pour donner des moyens à l'Autorité palestinienne, l'impérialisme doit se heurter avec Israël et s'attaquer aux colonies, qui sont l'essence même de l'Etat d'Israël. L'impérialisme déclenche donc des processus, mais sans avoir la maîtrise totale de ce qu'il fait. Bush père ne savait nécessairement pas qu'il y aurait une deuxième guerre du Golfe et Bush fils ne savait pas qu'il se heurterait à une telle résistance du peuple irakien.

Le sionisme est une doctrine coloniale et raciste, et une théorie de la négation et de l'usurpation du peuple palestinien, dont la poursuite de la mise en œuvre se heurte aujourd'hui à la politique de Bush. L'existence de l'impérialisme ne dépend pas d'Israël, c'est le contraire. La politique de Bush aujourd'hui nécessite d'ébranler le sionisme, mais la réelle logique de l'Etat d'Israël, c'est la logique des colons d'extrême droite. L'impérialisme a encouragé cette logique, mais maintenant il dit "On arrête".

C'est la seule façon de faire tenir Abou Mazen et l'Autorité palestinienne, dont le rôle répressif à l'encontre des velléités palestiniennes va s'accroître.

De son côté, Sharon ne peut pas aller

(1) *The Independent*, 9 février 2005.

plus loin que le désengagement de Gaza, au risque d'une explosion totalement non maîtrisée dans son propre camp.

**DEPUIS 1947, PERSONNE N'A REUSSI
A ECRASER LA REVOLUTION
PALESTINIENNE.
UN TOURNANT DEFINITIF
DOIT ÊTRE MIS EN ŒUVRE
MAINTENANT**

Le projet économique et politique du "Grand Moyen-Orient" cher à George W. Bush a besoin d'un vernis démocratique et idéologique pour emporter les soutiens nécessaires. Compte tenu du contexte régional et de l'importance emblématique de la résistance du peuple palestinien pour sa survie et la mise en œuvre de ses droits fondamentaux, il est nécessaire d'intégrer la question palestinienne dans le "Grand Moyen-Orient".

Condoleezza Rice, secrétaire d'Etat américaine, a récemment déclaré lors de sa visite au Caire, le 20 juin :

"Nous devons tous envisager un avenir où tous les gouvernements respecteront la volonté de leurs citoyens — parce que l'idéal de la démocratie est universel. Pendant soixante ans, les Etats-Unis ont recherché la stabilité aux dépens de la démocratie au Moyen-Orient et nous n'avons accompli ni l'un ni l'autre. Aujourd'hui, nous suivons une autre voie. Nous soutenons les aspirations démocratiques de tous les peuples."

Déjà, lors de sa visite en Irak, le 15 mai, Condoleezza Rice avait déclaré :

"L'Irak est la clé de l'éventuel avènement d'un Moyen-Orient différent, un Moyen-Orient dans lequel les peuples auront retrouvé l'espoir, dans lequel les gens maîtriseront leur propre vie et sauront que leurs aspirations politiques peuvent être acheminées par des voies démocratiques légitimes."

Le sort actuel du peuple irakien est une illustration des intentions américaines réelles. Le discours du Caire remettrait donc en question la politique traditionnelle de l'impérialisme américain. En parlant de la nécessité d'engager une politique de soutien aux "aspirations démocratiques", Rice réaffirme cependant la politique interventionniste américaine.

A la veille de la mise en œuvre du plan de désengagement, et face aux risques d'un report du plan et d'une explosion de violence, Condoleezza Rice faisait un voyage éclair en Israël. Le *Financial Times* (23 juillet 2005) note à ce propos :

« "Une visite en urgence est très inhabituelle de la part d'un secrétaire d'Etat américain", a déclaré un haut responsable du gouvernement israélien. "Ils ont peur d'un effondrement total." L'annonce de la visite de M^{me} Rice est le dernier indice d'une intervention accrue de la nouvelle administration américaine dans le conflit israélo-palestinien. »

Il faut indiquer que l'impérialisme américain est divisé sur cette stratégie. Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller à la Sécurité nationale de Jimmy Carter, a ainsi écrit dans le *Financial Times* (30 juin 2005) :

"La démocratie au Moyen-Orient est un objectif valable à condition que ce soient les peuples de la région qui eux-mêmes la mettent en œuvre. En prenant publiquement un ton dictatorial, les officiels américains ont toutes les chances de provoquer l'émergence de régimes radicaux populistes motivés par une forte colère anti-américaine (et anti-israélienne)."

L'histoire romancée de la guerre menée par les Etats-Unis contre le terrorisme en Irak ne prend pas en compte le fait que ce conflit engendre de l'hostilité à l'encontre des Etats-Unis, que la persistance du conflit israélo-palestinien stimule la colère régionale contre l'Amérique."

Dans une interview au *Los Angeles Times* (24 mars 2005), Condoleezza Rice déclarait que l'extension de la colonie de Ma'ale Adunim, dans la banlieue est de Jérusalem, était "contraire à la politique américaine".

Conformément aux multiples déclarations de George W. Bush, qui ne cesse d'affirmer "son engagement" pour la création d'un Etat palestinien unitaire, doté d'une contiguïté géographique. Le 25 mars, c'était l'ambassadeur américain en Israël, Dan Kurtzer, qui annonçait à la presse israélienne que les Etats-Unis s'opposeraient au maintien des blocs de colonies.

Face aux remous provoqués dans le Likoud israélien (parti d'extrême droite majoritaire, dont Ariel Sharon est le prin-

cipal dirigeant) par les déclarations de son ambassadeur, Condoleezza Rice affirmera dans une interview au journal *Washington Post* le lendemain que la position américaine prenait dorénavant en compte les nouvelles réalités sur le terrain, à savoir l'aggravation de la colonisation en Cisjordanie :

“Il y a eu un changement de circonstances sur le terrain (...), la population dans les centres a grandi et (...) il faudra en tenir compte dans les négociations pour un accord sur le statut final.”

Le débat sur ce sujet se poursuivra autour de la visite de Sharon, le 11 avril dernier, dans le ranch de George W. Bush. Selon l'Associated Press (9 avril), le ministre israélien des Affaires étrangères, Silvan Shalom, déclarait à la radio israélienne :

“Je suis sûr que si cette question (la poursuite de la colonisation en Cisjordanie) est amenée à la discussion (par le président Bush), (le Premier ministre Sharon) précisera clairement sa position, qui est que les blocs d'implantation font partie d'Israël, entre amis vous pouvez accepter d'être en désaccord.”

Au sortir de la rencontre entre le président américain et le Premier ministre de l'Etat hébreu le 11 avril, *Le Monde* rapportait les propos du porte-parole du gouvernement israélien, Avi Pazner :

“Notre plan stratégique est le retrait d'Israël de Gaza, mais, en contrepartie, nous avons demandé que les zones peuplées essentiellement d'Israéliens en Cisjordanie soient, dans le cadre d'un futur accord entre nous et les Palestiniens, rattachées à Israël, et ces zones-là, nous continuons à les peupler. C'est là la base d'un accord entre Sharon et Bush qui date d'il y a un an.”

Cependant, George W. Bush a dû rappeler, conformément à ses déclarations précédentes et à son plan du “Grand Moyen-Orient”, que le retrait de Gaza devait se conclure par une reprise des négociations concernant la création d'un “Etat palestinien”.

Courrier International relatait alors que, pour le journal *US Today*, le président américain a en effet besoin

“de rétablir la crédibilité des Etats-Unis en tant que médiateur capable de pousser les deux parties à prendre des mesures difficiles, mais indispensables, pour trou-

ver un accord de partage de la terre.

Un dossier sensible, qui concerne les ambitions de Bush d'instaurer la démocratie au Moyen-Orient.”

L'IMPASSE EST AUJOURD'HUI TOTALE POUR LES PARTISANS DU MAINTIEN DE LA PARTITION DE LA PALESTINE

Il y a un accord entre Bush et Sharon, dans le cadre de la mise en œuvre du plan du “Grand Moyen-Orient”. Cela exige cependant d'Israël une subordination complète à Washington, donc sa propre destruction, à l'image de celle scientifiquement organisée de la partie arabe de la Palestine. Mais, comme nous l'avons vu, l'impérialisme a besoin d'Abou Mazen pour en finir avec la révolution palestinienne. Pour cela, Bush doit donner des engagements à Abou Mazen pour le maintenir à son poste. Mais donner plus aux responsables de l'Autorité palestinienne revient à fixer des limites pour les sionistes. Nous arrivons à ce moment où, pour donner un Etat aux Palestiniens (quelle qu'en soit la forme), il convient de réduire le sionisme et contraindre la société israélienne, avec tous les risques de sédition que cela implique. Lorsque le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, rappelle les engagements “fermes” de George W. Bush d'œuvrer, dans un premier temps d'ici à 2005, puis d'ici à 2009, à la constitution d'un “Etat palestinien viable et contigu”, il joue le rôle qui lui a été assigné au détriment des aspirations profondes de la population qu'il représente officiellement.

Une dépêche de l'AFP (30 mars 2005) nous apprend dans sa conclusion que “*Washington a conscience des risques pour M. Abbas, qui a besoin de montrer que des progrès concrets ont lieu avec Israël afin d'asseoir son autorité sur les militants et contrer la violence*”... Il s'agit ici, tout le monde l'aura compris, de la “violence palestinienne”, c'est-à-dire de la résistance fondée sur la défense de la terre et l'exigence du droit au retour.

Dans le même temps, le Premier ministre palestinien, Ahmed Qoreï, déclarait au quotidien palestinien *Al Ayam* que

“l’extension des colonies en Cisjordanie priverait les Palestiniens de Jérusalem, ce qui rendrait ridicule l’idée d’un Etat palestinien indépendant”. Poursuivant son analyse, Ahmed Qoreï indiquait que la construction de la colonie de Ma’ale Adunim, comme le développement de celle d’Ariel, qui s’étend jusqu’à une profondeur de 22 kilomètres, dans la Cisjordanie qui en compte une soixantaine de large, “rendent l’application des dispositions de la feuille de route totalement irréalisable”. Les dirigeants de l’Autorité palestinienne sont aux abois : que pouvons nous faire sans aucune marge de manœuvre, disent-ils ? C’est d’ailleurs ce que relève largement la presse israélienne, à l’instar de Danny Rubinstein, dans le quotidien *Haaretz* (28 mars 2005) :

“Les organisations palestiniennes demeurent liées aux accords sur la trêve et il n’y a eu aucun tir de mortier ou de roquettes depuis la bande de Gaza. Et que sont-ils en train de recevoir en retour ? De leur point de vue, zéro (...). Tout cela apporte de nouveau à la rue et à la direction palestiniennes ce vieux sentiment familier de désespoir et d’amertume qui présage une nouvelle vague de conflits sanglants.”

L’explosion à venir, sous une forme différente, sera équivalente à ce qui se passe en Irak et risque de mettre en danger mortel tous les réfugiés palestiniens du Moyen-Orient. Il n’y a aucune marge de manœuvre possible dans le cadre de la “solution” des deux Etats, qui, faut-il le dire en passant, est elle-même incompatible avec le sionisme, par définition expansionniste et exclusif.

LE PLAN DU “GRAND MOYEN-ORIENT” VISE A LA DISLOCATION DE TOUTES LES NATIONS

Le plan du “Grand Moyen-Orient” vise à la dislocation des nations et de tous les rapports sociaux qui y sont édifiés, afin de lever tous les obstacles au pillage et à l’exploitation directe des ressources pétrolières immenses des pays arabes (72 % des réserves pétrolières mondiales, 52 % des réserves de gaz naturel).

L’hebdomadaire *Jeune Afrique-L’Intelligent* (7 août 2005), dans un article

intitulé “Main basse sur l’or noir”, apporte un éclairage précis quant aux intentions américaines en Irak, qui recèlerait les plus importantes ressources en pétrole au monde, devant l’Arabie Saoudite. Le chaos imposé en Irak fait qu’aujourd’hui seules les grandes compagnies occidentales, notamment américaines, sont à même de reprendre l’exploitation telle qu’elle existait avant la révolution américaine.

Aujourd’hui, indique *Jeune Afrique*, tous les débats qui se tiennent dans le cadre du projet de nouvelle Constitution entre

« fédéralistes et centralisateurs doivent être lus à la lumière d’une “lampe à pétrole” (...). Les ministres kurdes du gouvernement Jaafari n’ont accepté de prendre leurs postes qu’à la condition que leur prestation de serment soit faite au nom de “l’Irak fédéral”, et non de l’Irak. »

Cela, pourrait-on ajouter, en accord avec la politique d’éclatement national sur exigence directe de l’impérialisme. L’article poursuit :

“Les autorités du Kurdistan irakien ont d’ailleurs brûlé la politesse aux constituants en signant déjà des contrats d’exploitation-production avec de petites compagnies étrangères, en dehors de toute concertation avec le gouvernement central. Les autorités du grand Bassora, s’appuyant sur cette jurisprudence, souhaitent faire de même. La région de l’Euphrate centre leur emboîte le pas, et pourquoi pas bientôt le Nivenah...”

Dans le cadre de la politique du “Grand Moyen-Orient”, les “gouvernements” locaux deviennent les représentations officielles des grandes compagnies pétrolières. A ce propos, l’article précise que les majors exigent des garanties, et c’est pourquoi la Constitution “donnera un cadre juridique et organisationnel au secteur”.

Voilà le cadre de la préparation de l’après-guerre d’Irak, où l’administration américaine veut reconstruire politiquement le Moyen-Orient comme un nouveau glacis, partie intégrante d’une “Pax Americana”.

Ainsi, le contrôle exclusif des ressources énergétiques par l’impérialisme implique le démantèlement des nations et

leur remplacement par des “Etats libres et démocratiques” totalement voués à ses intérêts.

Dans tous les pays, la mise en place de la politique de démantèlement des nations conduit à la décomposition et au chaos.

LA POLITIQUE RACISTE DU SIONISME EST UN FACTEUR DE GUERRE PERMANENT

Sharon, qui déclarait à la sortie de son Conseil des ministres : *“Nous ne pouvons pas attendre des Américains qu’ils nous autorisent explicitement à pouvoir construire librement dans les colonies”* (AFP, 30 mars), cherche à aller jusqu’au bout. Lui qui, alors qu’il était ministre des Affaires étrangères, avait invité les colons israéliens de Cisjordanie, avant qu’un accord permanent soit conclu sur le secteur où l’Autorité palestinienne prétendait construire une patrie indépendante, à se servir sur place (2) :

“Chacun là devrait se déplacer, devrait courir, devrait saisir plus de collines, étendre le territoire. Tout ce qui est saisi sera entre nos mains. Tout ce que nous ne saisissons pas sera entre leurs mains.”

Constatons que le langage de Sharon n’est plus exactement le même, puisqu’il doit intégrer la demande américaine. Ben Gourion, fondateur de l’Etat d’Israël en 1948, avait l’habitude de dire que *“qui-conque approche la question sioniste à partir de questions morales n’est pas un sioniste”*. Que cherchent à démontrer ceux qui présentent aujourd’hui Sharon comme un homme de paix ? Israël ne peut rester comme plate-forme de l’impérialisme que par la guerre avec ses voisins, car la paix, qui implique la reconnaissance de l’adversaire et de frontières stables, est contradictoire avec l’existence de l’Etat hébreu. D’où l’arrangement avec l’impérialisme américain sur la notion de *“processus de paix”*, non limité dans le temps.

L’argument le plus utilisé par Sharon et les sionistes pour justifier leur politique est celui de la sécurité. Pour Israël, la réduction à néant des forces militaires palestiniennes est le préalable à la consti-

tution d’un “Etat” palestinien. Un ghetto sans aucune défense, à la merci de la répression. Ariel Sharon a encore réaffirmé cet objectif dans une interview donnée au *Monde* le 26 juillet 2005, et dans laquelle il se présente sans fard comme un homme de paix :

“S’il s’agit d’un Etat démilitarisé, qui ne permet pas aux groupes terroristes d’exister, qui a démantelé les organisations terroristes, qui a confisqué leurs armes, qui a cessé totalement les activités de terreur, de violence et d’incitation (à la violence), alors, je crois que c’est positif.”

Traduction : l’orientation menée par Ariel Sharon vise à demander le démantèlement de “toutes les infrastructures terroristes” (qu’il met sur le même plan qu’un “Etat démilitarisé”), c’est-à-dire, en fait, de tous les moyens d’un Etat, même pour en faire un Etat croupion, cela avant de poursuivre, dit-il, des négociations de paix. Considérant l’état de dislocation avancé dans lequel la politique de purification ethnique plonge la population civile palestinienne, considérant les effets destructeurs de la construction du “mur de sécurité”, l’impossibilité de se déplacer normalement pour les Palestiniens en Cisjordanie, comment faut-il comprendre les propos de Sharon ? L’objectif ne reste-t-il pas la consolidation de l’Etat hébreu, qui lui permet de taxer toute opposition d’antisémitisme, et de dire : nous avons tous les droits sur cette terre, votre résistance est inacceptable, vous devez rester des parias ? Dire que la paix, pour lui, dépend de l’attitude du peuple palestinien revient à affirmer qu’il n’y aura la paix que lorsque le dernier Palestinien laissera ce qui lui reste de terre à un colon sioniste, sans opposer de résistance.

LA SOLUTION DEMOCRATIQUE

Encore une fois, nous posons la question : y a-t-il une autre solution que la constitution d’un seul Etat garantissant les droits égaux de toutes les composantes, arabes et juives, de la nation palestinienne ? Cette position est celle de la IV^e

(2) Selon une dépêche de CNN datée du 16 novembre 1998.

Internationale depuis avant la fondation de l'Etat d'Israël. L'Etat d'Israël n'est pas une nation, mais l'expression d'un contrat établi entre des individus d'origine juive voulant s'associer pour mettre en œuvre une entreprise de subordination coloniale avec des fondements ethniques et religieux, où la Bible devient un titre de propriété. C'est pourquoi la citoyenneté israélienne n'existe pas. Il suffit d'être "Juif" ou de le prétendre. Une résolution du Deuxième Congrès mondial de la IV^e Internationale, en 1948, indiquait à ce sujet :

« *La IV^e Internationale repousse comme utopique et réactionnaire la solution "sioniste" à la question juive : elle déclare que la répudiation totale du sionisme est la condition sine qua non pour une fusion des luttes des ouvriers juifs avec les luttes émancipatrices, sociales et nationales des travailleurs arabes. Elle déclare qu'il est profondément réactionnaire d'exiger une immigration juive en Palestine, comme il est réactionnaire de faire appel à l'immigration d'opresseurs dans les pays coloniaux en général. Elle soutient que la question de l'immigration et des rapports entre Juifs et Arabes ne peut être convenablement décidée qu'après l'expulsion de l'impérialisme, par une Assemblée constituante librement élue avec pleins droits pour les Juifs comme minorité nationale.* »

Le fondement de l'Etat d'Israël comme solution à la question juive est devenu la cause de son anéantissement. C'est en effet la citoyenneté et le combat pour l'intégration avec des droits égaux qui fondent la question juive dans l'histoire. Dans *A propos de la question juive*, Karl Marx explique que lorsque l'on maintient un groupe dans son particularisme ethnique, "*l'essence limitée qui fait de lui un Juif l'emportera forcément sur l'essence humaine qui devait, comme homme, le rattacher aux autres hommes ; et elle l'isolera de ce qui n'est pas Juif*". De plus, "*le véritable Etat n'a pas besoin de la religion (chrétienne) pour se compléter comme Etat. L'Etat démocratique, le véritable Etat, n'a pas besoin de la religion pour son achèvement politique.*"

Pour faire exister une société israélienne, le sionisme est obligé de maintenir une pression défensive permanente, un Etat de guerre permanent dans lequel existe la seule prise en compte, par des moyens

militaires, des revendications des plus ultras. Même s'il est cependant impossible de tenir, pour ceux qui voudraient avoir une vie normale, en dehors des subventions, la concentration des moyens financiers et humains dans les territoires occupés depuis 1967 laisse la place aujourd'hui à une crise sociale sans précédent, qui se transmet dans tout le territoire. Ne pas placer la solution d'un seul Etat au centre, c'est reconnaître à l'Etat sioniste le droit d'occuper, c'est justifier de fait les conditions de la création de l'Etat d'Israël, c'est vouloir maintenir la partition ethnique entre les composantes arabes et juives. C'est accepter une politique raciste. C'est créer les conditions de la décomposition à l'intérieur même de l'Etat hébreu.

La question nationale palestinienne concentre donc en son sein toutes les questions démocratiques d'émancipation, et surtout celle de la libération du contrôle de l'impérialisme sur la région. Répétons-le, elle se résume en la reconnaissance d'un seul Etat, garantissant des droits égaux à toutes ses composantes arabes et juives. Ce que les gouvernants et les médias appellent le conflit israélo-arabe se réduit en bonne part à la question nationale palestinienne, qui elle-même est celle des réfugiés chassés de leur patrie en 1948. D'ailleurs, le Fatah et l'OLP n'ont pas été créés après l'occupation des territoires en 1967, mais en 1959, puis en 1964. Le mouvement d'émancipation nationale palestinien est d'abord et avant tout le mouvement politique des réfugiés cherchant à retourner chez eux.

Le peuple palestinien ne va-t-il pas se trouver à la veille d'un des pires moments de son histoire ? Il y a un an, beaucoup disaient que la mort de Yasser Arafat, persona non grata aux Etats-Unis, faciliterait la mise en œuvre d'une réelle issue au conflit. Les résultats sont là.

Plus que jamais, nous ne cessons de le répéter, c'est la solution d'un seul Etat, la République laïque et démocratique, qui ouvre une perspective politique en Palestine. La politique du "Grand Moyen-Orient" se heurte au fait qu'il n'y a pas de solution possible à la question palestinienne dans le cadre de l'interdiction du droit au retour, et du maintien et de l'aggravation de la confiscation des terres palesti-

niennes.

Entre les besoins propres de l'impérialisme et les objectifs du sionisme, il y a contradiction, de surcroît lorsque la situation en Irak ne cesse de s'aggraver pour les troupes d'occupation.

La décomposition de l'impérialisme, la crise qui se développe entre les intérêts directs de l'impérialisme américain et ceux du sionisme peuvent être mises à profit pour avancer sur la question démocratique, à savoir le droit au retour et la

La revue *Dialogue* nous communique des extraits de l'introduction du n° 10, paru en août 2005

« C'est la mise en œuvre du plan du "Grand Moyen-Orient", fondé sur un objectif de pillage et de contrôle direct des ressources pétrolières des pays arabes, qui dicte la politique américaine dans la région. La réalisation du sionisme, qui a été installé par l'impérialisme américain secondé par la bureaucratie du Kremlin, implique l'expulsion et la destruction des Palestiniens. Cependant, la politique américaine **doit** tenir compte du fait que les Palestiniens sont une entité qui existe au Moyen-Orient, et dont le problème national est facteur de désordre dans toute la région (...). En 2001, Ariel Sharon avait assuré le plus sincèrement du monde que, pour lui, "*le destin de Netzarim* (l'une des 21 colonies évacuées de la bande de Gaza) *est le même que celui de Tel-Aviv* (capitale de l'Etat hébreu)". Cette volte-face du père de la colonisation ne peut se comprendre que par la politique américaine, qu'il est obligé de prendre en charge, puisque Israël est un Etat client, dont l'existence dépend des États-Unis (...).

Avraham Burg, ancien président de la Knesset (le Parlement israélien), dans une récente tribune (...), a indiqué : "*Au nom de la sécurité, nous avons le droit de tirer et de tuer. Au nom de la sécurité, nous avons le droit d'exproprier et de voler des habitations. Au nom de la sécurité, nous avons le droit de dénigrer (...). Considérez tous les hurlements des colons sur la discrimination et leurs lamentations sur la répression, multipliez cela par cent, et vous aurez une idée de ce que les Palestiniens vivent depuis des années sans que nous en soyons informés (...). Une barrière de sécurité le long de la frontière, une barrière autour de nos colonies pour assurer leur sécurité, une barrière pour assiéger leurs villes et leurs villages, une barrière le long du Jourdain. Le pays tout entier n'est plus qu'une grande barrière, à l'intérieur de laquelle un peuple effrayé est emprisonné. C'est cela que l'on signifie par sécurité ?*"

(...) Destruction avancée de la société palestinienne, appauvrissement et précarisation accélérée des populations juives, menaces de guerre civile des deux côtés : voilà le résultat direct, concret, du maintien de la partition de la Palestine depuis 1948. La politique américaine plonge le monde entier dans le chaos. Comment définir comme un plan de paix une opération qui vise à faire éclater le territoire en enclaves ethniques autour desquelles Juifs et Arabes ne se côtoieraient jamais ? Comment parler de paix sans mettre en œuvre le retour sans condition de tous les réfugiés palestiniens expulsés depuis 1948 et de leurs familles sur leurs terres d'origine ? »

DIALOGUE

**REVUE DE DISCUSSION ENTRE MILITANTS
ARABES ET JUIFS DE PALESTINE
POUR LE DROIT AU RETOUR, POUR UN SEUL ETAT
TRIMESTRIEL PUBLIE EN ANGLAIS, ARABE, HEBREU ET FRANCAIS**

Sommaire

- Introduction du comité de rédaction,
- Message de Palestine (correspondant),
- L'Atlas of Palestine 1948, le "Massacre de Tantoura", "l'Affaire Teddy Katz", et le boycott britannique des universités de Haïfa et Bar-Ilan, par C. Dauphin,
- La signification du plan de désengagement de la Bande de Gaza (correspondant),
- La Nakba – un regard vers l'avenir. Le droit au retour et le futur des réfugiés et des déplacés par Daoud Badier,
- Le droit au retour : contre le principe de l'Etat ethnique par Arié Ben-David,
- Y a-t-il une renaissance de l'antisémitisme ? Et pourquoi ? par Eli Aminov,
- Israël à la recherche de ses racines en terre de Palestine :
- Sionisme et archéologie, par Claudine Dauphin,
- Entretien avec Tayseer Nasrallah, membre du Conseil National Palestinien.

AOUT 2005



3

NUMERO 10

En vente au prix de 3 euros.

A propos des élections du 18 septembre en Allemagne

Déclaration du secrétariat international de la IV^e Internationale

Ouvrons la discussion

Les élections générales convoquées le 18 septembre en Allemagne constituent indiscutablement une échéance politique majeure pour toute l'Europe et au-delà. D'abord, en raison de la place qu'occupent la classe ouvrière allemande et l'Allemagne elle-même à l'échelle du continent, mais aussi parce que la convocation en urgence de ces élections constitue une réponse d'une brutalité inouïe de Schröder au désaveu que lui ont infligé les électeurs de Rhénanie-du-Nord-Westphalie — le Land le plus industrialisé, le bastion du SPD et du mouvement syndical, et le lieu de concentration de toutes les conquêtes sociales du pays —, qui, le 22 mai dernier, ont rejeté sa politique (1).

Cette convocation en urgence constitue un véritable coup de force du chancelier, un ultimatum adressé au peuple allemand : « Ou bien vous — lui dit en substance Schröder — vous rangez derrière mon programme de "réformes", ou bien je passe la main à la CDU-CSU de Merkel-Stoiber, qui veulent aller encore plus loin et plus vite. » Un ultimatum adressé au SPD lui-même, sommé, par Schröder, de se soumettre, afin de désarmer les travailleurs et le peuple alle-

mands.

Mais n'y a-t-il pas un rapport entre ce coup de force et la brutalité de l'offensive gouvernementale, qui, en France, au même moment, tente de faire refluer le mouvement de rejet de la politique de l'Union européenne qui s'est exprimé le 29 mai dans la victoire du vote "non" à la Constitution européenne ?

N'y a-t-il pas un rapport avec l'incroyable remise en cause en Grande-Bretagne de toutes les libertés démocratiques, une remise en cause que l'Union européenne tente d'étendre à tout le continent ?

Nous assistons au viol de la démocratie parlementaire en Allemagne, à la remise en cause, sous toutes ses formes, de la démocratie politique en France, à la suppression brutale de garanties démocratiques historiques plusieurs fois centenaires en Grande-Bretagne. Ces trois faits ne sont-ils pas étroitement reliés aux exigences réitérées par Bruxelles de destruc-

(1) Le 22 mai, lors des élections régionales de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, le SPD, qui détenait le pouvoir depuis 1966, a perdu 83 000 voix, ne mobilisant que 70 % de son électorat.

tion de tous les systèmes de protection sociale et de droits ouvriers qui forment le tissu social de la "vieille Europe" vouée aux gémonies par Bush et Rumsfeld ?

Ne sommes-nous pas là devant un exemple d'exécution coordonnée par l'Union européenne elle-même des ordres donnés à Washington par le FMI et la Banque mondiale, qui dictent, de leur propre aveu, toutes ces mesures anti-ouvrières, antidémocratiques et antipopulaires sur tous les continents, dans tous les pays, comme en Allemagne ?

N'est-ce pas le récent sommet du G 8, le 12 juin, qui avait enjoint l'Union européenne et chacun des pays qui en font partie de "*conduire les réformes structurelles supplémentaires*" ?

•
• •

Qu'a fait Schröder de 1999 à aujourd'hui ? Il a fait ce que personne en Allemagne ne pouvait espérer entreprendre.

Avec les lois Hartz (2), il a détruit le système d'assurance chômage. C'est ainsi que, chaque mois, depuis le 1^{er} janvier 2005, des dizaines de milliers de chômeurs perdent, à l'expiration d'un délai d'un an, tout droit à l'allocation de chômage pour laquelle ils avaient cotisé toute leur vie de travail et ne dépendent plus que de l'aide sociale. Ils sont déjà plusieurs centaines de milliers à avoir été jetés, depuis le 1^{er} janvier 2005, dans une misère qui n'est pas sans rappeler celle de la crise d'avant-guerre et le système alors mis en place contre les travailleurs. Instruit des leçons de l'histoire, chacun comprendra que démocratie et conquêtes sociales constituent le seul barrage contre la réaction.

Aujourd'hui, en Allemagne, sous la direction de Schröder, des ouvriers, des employés sont contraints de travailler pour un euro l'heure... sur des postes de travail que les patrons refuseront désormais à des emplois réglementés pour briser définitivement les conventions collectives et obtenir une baisse inimaginable du "coût du travail", dans un pays où le salaire moyen a déjà officiellement baissé depuis dix ans.

Les services de l'emploi se permettent

même de sommer les chômeurs de déménager en vertu de la loi Hartz, car ils occuperaient des logements trop spacieux pour des allocataires de l'aide sociale ! En Allemagne, tout le monde le sait, Hartz égale Schröder !

Avec la réforme de la santé, l'instauration du forfait obligatoire de 10 euros pour tout patient combiné à la loi Hartz, Schröder a fait baisser, de façon vertigineuse, le nombre des consultations médicales à Berlin... Un scandale qui touche en priorité les enfants, les mères célibataires et les vieillards, qui a provoqué un cri d'alarme des médecins berlinois, confrontés à une recrudescence de maladies graves non soignées dans la capitale du pays gouvernée par une coalition SPD-PDS.

Après deux réformes consécutives des retraites qui ont fait baisser de 18 % les prestations effectives des caisses, un tiers des retraités est immédiatement menacé de passer au-dessous du seuil de pauvreté.

Il n'y aurait, selon les grands de ce monde, aucun rapport avec la politique de l'Union européenne, aucun rapport entre la loi Hartz en Allemagne et la loi Borloo en France ! Aucun rapport avec la mise en œuvre de la stratégie des sommets européens de Lisbonne, les lignes directrices pour l'emploi et l'obligation qui est faite à chaque gouvernement de l'Union européenne de les traduire au plan "national" !

Ils le disent eux-mêmes, 80 % des lois et décisions prises dans tous les pays européens sont dictées par Bruxelles.

La loi Hartz vient-elle tout juste de contraindre, en Allemagne, les chômeurs à prendre n'importe quel travail que la loi Borloo décide de faire subir aux chômeurs, en France, le même sort que leurs collègues allemands.

Le gouvernement Schröder a-t-il décidé en Allemagne de créer des "contrats" spéciaux, subventionnés par l'Etat pour casser les conventions collectives, détruire le contrat de travail, que Borloo décide, en France, de promouvoir les "contrats d'avenir", exactement identiques.

Et tout cela n'aurait, répétons-le, rien à

(2) Hartz, directeur SPD du personnel de Volkswagen, a présidé la commission qui a élaboré, pour Schröder, un ensemble de propositions de lois démolissant le système de protection sociale.

voir avec les directives de l'Union européenne, qui, pour réaliser ce qu'ils appellent une "activation des dépenses des assurances chômage", exigent une destruction de fond en comble du système d'assurance chômage, imposant aux chômeurs de renoncer à leur droit et d'accepter n'importe quel petit boulot !

Et la remise en cause de la gratuité de l'Université — contre laquelle les étudiants allemands ont manifesté et se sont fait matraquer ? Elle n'aurait rien à voir avec la politique anti-ouvrière, antidémocratique et antipopulaire de Schröder dictée par la Commission européenne d'harmonisation européenne des diplômes ?

•
• •

Le 18 septembre, donc, des élections générales sont convoquées en Allemagne. Le peuple allemand, les travailleurs peuvent-ils utiliser ces élections pour renverser la vapeur ?

N'est-ce pas là une question qu'il est nécessaire de discuter, bien évidemment en Allemagne, mais pas seulement en Allemagne ?

Il y a les dirigeants de la CDU-CSU, parti de la bourgeoisie : que promettent-ils ?

Que promettent Merkel-Stoiber, portés au seuil du pouvoir par les conséquences de la politique de Schröder lui-même ?

Les dirigeants de la CDU-CSU, qui sollicitent les suffrages du peuple, sont on ne peut plus clairs : ils le déclarent eux-mêmes publiquement, prenant appui sur les "réformes" engagées par Schröder, ils entendent poursuivre, généraliser la flexibilité du travail, abolir la réglementation sur les licenciements, afin de les favoriser dans les entreprises, notamment au-dessous de 20 salariés, remettre en cause le caractère contraignant des conventions collectives garanties par les syndicats, baisser les charges sociales dues par les patrons, consentir de nouvelles exonérations d'impôts, augmenter les cotisations de retraite pour les salariés, passer l'âge de départ à la retraite de 65 à 67 ans, augmenter la TVA de 18 à 20 %... Stoiber résume lui-même son programme en ces termes :

"L'Allemagne est dans une situation

très difficile. Il faudra mettre en œuvre de grandes réformes (...). C'est pourquoi nous faisons des propositions aussi impopulaires que la réforme de la TVA pour réduire le coût du travail (...). A partir de là, nous pouvons constater qu'il nous faudra un marché du travail plus flexible, une protection contre les licenciements moins compliquée, une baisse du coût du travail et un système d'imposition plus simple."

Affirmant la nécessité pour l'Allemagne d'appuyer, en toutes circonstances, la diplomatie américaine, il propose de poursuivre et d'amplifier encore l'engagement pris par Schröder aux côtés des forces américaines en Afghanistan et dans les Balkans...

Le patronat, les états-majors politiques, les institutions de l'Union européenne n'hésitent pas, afin de pouvoir mener à bien cette politique anti-ouvrière, à discuter ouvertement entre eux du résultat des élections, qui, le cas échéant, pourrait conduire à la constitution d'une grande coalition entre le SPD et la CDU-CSU. Voter CDU-CSU n'aboutirait-il donc pas, répétons-le, à élargir encore ce que Schröder a préparé et réalisé ?

Le peuple allemand peut-il voter CDU-CSU ? Poser la question, c'est y répondre.

La situation qui sortira de ces élections générales en Allemagne prend d'ores et déjà une importance décisive pour la classe ouvrière de tous les pays d'Europe — à l'Est comme à l'Ouest.

Le quasi-silence de toute la presse internationale sur les élections du 18 septembre n'est-il pas révélateur ? Ils ont peur, tous les dirigeants de ce monde, quelle que soit leur couleur politique, que le peuple allemand dise non.

•
• •

Un autre parti, la coalition Linkspartei-PDS (3), conduite par Lafontaine-Gysi, se présente aux élections du 18 septembre. Qu'en est-il ?

Revenons en arrière : il y a 16 ans, tout

(3) La coalition Linkspartei-PDS (héritière du SED, parti de la bureaucratie de RDA) résulte de l'ouverture des listes PDS aux candidats WASG (Alternative électorale, travail et justice sociale), regroupant les altermondialistes, les partisans du SU et d'autres.

travailleur, tout partisan de la liberté, en Allemagne comme dans toute l'Europe, a salué la réunification du pays après la chute du Mur. Avec la liberté, la réunification de la classe ouvrière dans les mêmes syndicats, dans la même confédération, la classe ouvrière entendait s'engager sur la voie du renforcement du solide système de protection sociale, rassemblant les garanties les plus élevées acquises par les travailleurs de l'Est et de l'Ouest. Les travailleurs escomptaient naturellement asseoir ce solide système, capable d'assurer l'égalité Est-Ouest, sur les assises que lui garantirait la capacité d'assurer à tous, dans l'Allemagne réunifiée, en particulier à la jeunesse, l'accès à un "vrai travail", inscrit dans le cadre des conventions collectives arrachées par la lutte des classes à l'Ouest. Une garantie que seuls le sauvetage et la modernisation de tout le parc industriel nationalisé à l'Est étaient en mesure de fournir.

Qu'avons-nous vu ? Au lieu de ce à quoi les travailleurs allemands aspiraient à l'Est comme à l'Ouest, nous avons vu les spéculateurs fondre sur la propriété sociale pour la démanteler, avec l'appui des gouvernements successifs et la collaboration active des ex-dirigeants et nomenklaturistes SED de l'ex-RDA, sur ordre des institutions de l'Union européenne et du FMI. Nous les avons vus, au nom du respect des "principes de l'économie de marché", désarticuler, fermer et raser les usines reconstruites après la guerre dans le cadre de la propriété d'Etat, c'est-à-dire dénationaliser ce qui avait été nationalisé et constituait la propriété d'Etat.

Comment cela a-t-il été rendu possible seize ans après la réunification ? Trois millions de postes de travail supprimés, 22 % de chômeurs aujourd'hui dans les Länder de l'Est. Une véritable saignée, qui a chassé de leur ville de l'Est 2 millions de personnes, essentiellement les jeunes, et qui en contraint 600 000 à faire toutes les semaines l'aller-retour entre leur lieu de travail à l'Ouest et leur lieu de résidence...

Comment cela a-t-il été rendu possible, alors que tout le monde sait, en Allemagne, comment les ouvriers ont, à la fin de la guerre, reconstruit eux-mêmes leurs usines, à une époque où Schuhmacher, président du SPD, qui avait passé douze

ans dans les camps nazis, dénonçait la division de l'Allemagne ?

Pour justifier les "mesures de sauvetage" de la loi Hartz, dictées par l'Union européenne pour démanteler tout le système de protection sociale fondé sur la solidarité, a été organisé et fabriqué un "déficit" préparant la "faillite" des caisses de chômage et d'assurance maladie. Qui peut nier ces faits ? Qui peut les écarter ? Personne. Personne ne peut refuser de voir où a conduit l'application des "principes de l'économie de marché", avec les résultats qu'on sait à l'Est. Personne ne peut nier qu'au nom de l'application des mêmes principes, les mêmes spéculateurs exigent aujourd'hui l'annulation de la "loi Volkswagen", qui protège l'entreprise de toute OPA, et qu'ils exigent l'annulation de cette loi, afin de remettre en cause le principe de cogestion pour se débarrasser des syndicats, de la convention collective et des accords signés qui garantissent l'emploi jusqu'en 2013, et pouvoir ainsi "restructurer" et licencier plus encore.

Est-il possible de rester indifférent ? N'y a-t-il pas, dans ces faits, l'expression de la nécessité vitale d'en finir avec l'économie de marché, de rompre avec le système failli de la propriété privée des moyens de production ?

N'est-ce pas au nom de ce même principe que Daimler-Chrysler, cotée en Bourse à New York, se trouve sous la pression directe des exigences des fonds de pension américains, actionnaires du trust, qui lui ordonnent de mettre en œuvre un véritable plan de démembrage de l'entreprise par la vente de secteurs entiers, dans le but d'un démantèlement total, pour organiser une explosion des profits spéculatifs sur la misère sans fin du peuple allemand ?

Faut-il encore une fois le répéter ? C'est sur injonction directe de l'Union européenne, relais du FMI, et toujours au nom des mêmes principes, que la réforme du système bancaire s'accélère, que les banques régionales et communales doivent instamment être privatisées, privant les municipalités des moyens de financer leurs hôpitaux, tous les services sociaux, logements, maisons de la culture, crèches. Ce mouvement commencé à l'Est n'épargne plus, aujourd'hui, aucun secteur dans toute l'Allemagne. On a d'abord privatisé

les hôpitaux à l'Est, on les vend maintenant à l'Ouest, à Hambourg, à Berlin... On a privatisé les logements, propriété sociale à l'Est, et le gouvernement SPD-PDS de Berlin vend, aux fonds de pension, les logements sociaux, communaux, à Berlin.

N'avons-nous pas là une image saisissante de l'élargissement à l'Est de l'Union européenne prôné par Bruxelles ?

N'est-ce pas à ce gigantesque pillage, à cette destruction sans précédent des appareils productifs des vieilles nations européennes, à l'exploitation sans borne d'une main-d'œuvre privée de ses droits et contrainte à l'émigration que doit conduire "l'intégration-destruction" des nouveaux Etats membres de l'Union européenne ?

La politique de l'Union européenne n'a-t-elle pas donné là son véritable visage, celui d'institution subsidiaire du FMI et de la Réserve fédérale américaine, engagés dans la dislocation de l'Europe et de ses nations ?



L'unification européenne, la coopération économique harmonieuse des peuples d'Europe, n'est-ce pas le seul moyen de sauver le continent de la désagrégation et de l'asservissement qu'organise la fameuse "économie sociale de marché", qui n'est rien d'autre que l'économie de marché pure et simple ?

Devant ces conséquences, n'est-il pas nécessaire de rompre avec le capital et les "principes de l'économie de marché" ? Une économie de marché qui plonge le monde dans le chaos, disloquant l'économie des Etats-Unis eux-mêmes.

La véritable unification européenne n'est-elle pas contenue dans la volonté qui s'est exprimée dans la mobilisation des masses en 1989 en Allemagne, qui en ouvrait la voie en abattant le Mur ? N'est-elle pas contenue dans le rejet, le 22 mai dernier, par l'électorat ouvrier de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, de la politique de "réformes" de Schröder, dictée par l'Union européenne ? Le vote "non" du peuple français, le 29 mai, à la "Constitution européenne", n'est-il pas une expression identique de la recherche d'un combat uni des travailleurs et des peu-

ples ?



Le 18 septembre, le peuple allemand est appelé à voter. Comme nous l'avons vu, la politique de "réforme" de Schröder conduit au désastre.

Le 18 septembre, une nouvelle liste sollicite le suffrage du peuple allemand, celle de la coalition Linkspartei-PDS de Gysi-Lafontaine. Gysi, dirigeant du PDS — ancien membre du SED, parti au pouvoir en RDA —, fut le dernier président du SED et le premier président du PDS. Il a collaboré avec les dirigeants du SED des années 1989-1990, qui ont mis en œuvre, dans le cadre de la Treuhand (4) la liquidation, avec les banques et les représentants du gouvernement Kohl-CDU, de toute la propriété d'Etat à l'Est. D'emblée, le programme de la coalition a été fixé par Gysi lui-même :

"Dans une société socialiste telle que celle à laquelle nous aspirons, l'alternative à la propriété capitaliste ne consiste pas en une propriété d'Etat."

Les choses ne sont-elles pas claires ? Gysi ne revendique-t-il pas de la sorte la destruction qui a été opérée après 1989 en Allemagne de l'Est ? Ne prévient-il pas à l'avance que son programme s'oppose au mot d'ordre de renationalisation des hôpitaux à l'Est, comme de ceux qui ont été vendus aux fonds de pension à l'Ouest ?

Pourquoi la coalition WASG-PDS n'appelle-t-elle pas à combattre pour la défense des usines Volkswagen menacées de dépeçage au nom de la politique de l'entreprise, c'est-à-dire au nom de la politique du capital ? Pourquoi ne dit-elle pas clairement : retour à la nationalisation, qui était son statut jusqu'en 1961 ?

En affirmant son opposition à la propriété d'Etat, n'indique-t-il pas clairement qu'il rejette toutes les nationalisations ? Et donc, qu'il rejette, à l'avance, les mesures conséquentes que le sauvetage, par exemple, des usines Daimler va exiger plus vite qu'on ne l'imagine ? Certes, la coalition se prononce pour la défense des

(4) Treuhand : institut fiduciaire chargé d'organiser la privatisation de 12 000 entreprises d'Etat, résultat des nationalisations réalisées à la fin de la guerre, au lendemain de la réunification.

crèches dans les Länder de l'Est, crèches qui sont l'héritage de la propriété sociale. Mais leur sauvetage ne s'oppose-t-il pas concrètement aux privatisations-destructions imposées par la propriété du capital ?

Pourquoi Gysi, qui présentait son programme à Berlin le 27 juillet, n'appelle-t-il qu'à "dépasser" Hartz ? Comment ne pas comprendre les chômeurs qui s'interrogent ?

"Gysi est un homme politique suffisamment expérimenté pour savoir que c'est seulement par l'abrogation de la loi Hartz qu'il sera possible de rétablir l'ancien système d'indemnisation qui a fonctionné à la satisfaction de tous depuis la guerre."

Gysi propose des

"emplois réguliers financés par l'allocation chômage longue durée, l'allocation logement et ce que rapportent les jobs à 1 euro, afin d'assurer des salaires réels correspondant à un contrat de travail".

Mais n'est-ce pas vouloir rester à tout prix dans le cadre des lois Hartz et renoncer, de fait, à la défense du travail réglementé dans le cadre des conventions collectives ?

D'ailleurs, le journal *Frankfurter Rundschau* n'a-t-il pas résumé le programme du PDS, dont le représentant est Gysi, en ces termes :

"En attendant, le PDS participe aux gouvernements régionaux et applique la loi Hartz, privatise les missions municipales, diminue les services publics..." ?

•
• •

Le 18 septembre, nous ne prétendons pas, par cette déclaration, vouloir dicter aux travailleurs et au peuple allemands comment ils doivent voter, étant entendu qu'il est exclu qu'on puisse voter pour la CDU-CSU ou le FDP.

L'évidence est là : Schröder a, en quelques années, mené le pays au bord du gouffre, il a, par sa politique, remis en cause les prérogatives, et donc l'existence des organisations syndicales. N'est-ce pas lui, en effet, qui a foulé aux pieds toutes les conquêtes sociales arrachées à la bourgeoisie et au patronat depuis la fin de la guerre ?

La politique proposée par la coalition WASG-PDS, nous l'avons examinée à partir des déclarations de ses dirigeants et de son programme.

L'abstention peut-elle, dans ces conditions, contribuer à ouvrir une issue ? Ou bien n'est-elle pas prisonnière du scénario scélérat monté par Schröder lui-même pour tenter d'aller jusqu'au bout dans la politique dictée par l'Union européenne et le FMI ?

Reste la question : comment constituer le cadre de la reconquête de tout ce qui a été détruit ? Ne faudrait-il pas, pour s'engager dans cette reconquête, chasser Schröder ?

Ne faudrait-il pas, dans ces conditions, le 18 septembre, voter SPD, qui, durant toutes ces années d'après-guerre, s'est appuyé sur les conquêtes sociales arrachées de haute lutte par les travailleurs aux capitalistes ?

Le secrétariat international de la IV^e Internationale soumet à tous les travailleurs ses réflexions.

L'Afrique du Nord dans le dispositif du "Grand Moyen-Orient" (GMO)

Par Amira Salem

Le tournant de l'après-11 septembre 2001, mettant à l'ordre du jour l'accélération de l'offensive de l'impérialisme américain pour détruire les nations, s'est doublement concentré sur les pays d'Afrique du Nord qui constituent le Maghreb.

Trait d'union entre le reste du continent africain déjà ravagé et le Moyen-Orient, ces pays sont inscrits dans le "Grand Moyen-Orient" (GMO) de Bush visant à disloquer les nations sur des bases tribales, religieuses et communautaires (Irak, Afghanistan, Liban, Iran, etc.). Mais ces pays sont aussi inscrits dans le NEPAD (1) et l'Union africaine, produit du G 8 sous direction américaine à Tokyo, en août 2000, alors que la retribalisation et l'ethnisation des pays africains, instruments qui ont déjà servi pour provoquer les guerres de désintégration, sous-tendent les prétendus "accords de paix" qui les institutionnalisent.

A travers le GMO, qui s'étend du Pakistan à la Mauritanie, l'impérialisme américain veut, sous couvert de "lutte contre le terrorisme", imposer des réformes politiques et économiques.

Selon la revue libanaise *El Haouadeth*,

« en 1996, les conservateurs américains, principalement Richard Pearl, Douglas Fayth et Paul Wolfowitz, avaient élaboré une étude qui a abouti à un projet pour le Moyen-Orient intitulé L'Émission propre ("Clean Break"), devant commencer par la guerre en Irak et dans les pays de "l'axe du mal", et se terminer par l'élimination des composants des États arabes et musulmans pour asseoir la domination américaine sur ces pays (...) ».

Mais même si les développements dans la région confirment ces plans et que l'impérialisme américain vient de fournir une autre aide militaire à Israël, il reste qu'aucun pays concerné par le GMO n'échappe au plan américain de reconfiguration, pas même Israël.

LES ENJEUX ECONOMIQUES DU GMO

Le principal enjeu se situe sur le plan économique. Il s'agit, par la destruction des nations et des États, de faciliter le pillage et l'accès aux marchés, notamment ceux qui, jusque-là, sont restés des fiefs français.

(1) Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique.

Pour l'impérialisme américain, les frontières héritées de l'après-guerre mondiale, dans le cadre des mouvements de libération, sont devenues obsolètes. Par conséquent, les regroupements qui y sont rattachés, tels que la Ligue arabe et l'Organisation de l'union africaine (OUA), doivent être réformés, adaptés aux besoins de la mondialisation. Dans ce cadre, l'OUA a été transformée en Union africaine (UA), devant se doter d'un Parlement africain en lieu et place de l'actuelle union interparlementaire, au service de la mise en œuvre du NEPAD, qui prévoit "un fonds commun pour le remboursement de la dette africaine" et une armée africaine pour l'intervention dans les conflits... Il s'agit donc de généraliser l'interventionnisme combiné avec l'ingérence généralisée par le biais du système de "l'évaluation par ses pairs", sous couvert de bonne gouvernance.

Au cours de son dernier sommet, à Alger, la Ligue arabe a annoncé sa réforme, qui consiste à introduire un Parlement arabe, une Cour de justice arabe et un Conseil économique et social arabe, dans lequel siègent des ONG, aux côtés des Etats, des syndicats et du patronat. Exigence du GMO, cette réforme est une déclinaison de la réforme de l'ONU à l'échelle du Maghreb et du Machrek (2).

La Mauritanie, totalement intégrée dans le giron américain, a, dans ce cadre, normalisé ses rapports avec Israël, qui lui fournit une aide militaire. Kadhafi a également fait acte d'allégeance, ouvert le pétrole libyen aux multinationales américaines, annoncé une privatisation générale et indemnisé les victimes des deux attentats.

Ce qui est à mettre en rapport avec la démarche de l'administration américaine qui privilège les accords bilatéraux séparés vers des zones de libre-échange au service des produits américains, avec le Maroc, la Tunisie, puis l'Algérie. Il s'agit des trois pays concernés par la mise en place du plan Eizenstat (plan américain), maintenant que, avec la ratification de l'accord d'association avec l'Algérie, l'Union européenne a "balisé" le terrain.

Les armées aussi sont appelées à se réformer pour devenir des supplétives de l'OTAN sous direction américaine.

Après que la question a été discutée lors du sommet de l'OTAN, à Istanbul, durant l'été 2004, puis tout récemment à

Bruxelles, les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN ont abordé le 21 avril, en Lituanie, le nouveau rôle de l'OTAN au Moyen-Orient et en Afrique. *L'Authentique* (24 avril 2005) rapporte :

« (...) Des divergences sont apparues en filigrane à propos d'un éventuel rôle que pourrait jouer l'OTAN pour garantir un accord de paix israélo-palestinien, hypothèse envisagée par Washington et le secrétaire général de l'OTAN (...).

Pour la France, le "drapeau de l'OTAN", que les pays arabes accueillent aux Etats-Unis, ne serait pas accueilli favorablement au Proche-Orient, mais elle n'ignore pas qu'un éventuel rôle militaire de l'Union européenne serait difficilement accepté par Israël (...).

M^{me} Rice s'est gardée d'insister sur ce point : "Nous sommes tous d'accord (pour dire) que la tâche la plus importante est de réussir le désengagement israélien de Gaza", a-t-elle prudemment indiqué.

La secrétaire d'Etat américaine s'est montrée plus explicite à propos du Darfour (ouest du Soudan), où l'Union africaine envisage de doubler les effectifs de sa force de paix, alors que les Nations unies ont, de leur côté, approuvé le principe de l'envoi d'une force de 10 000 hommes pour surveiller l'accord censé mettre fin à la guerre civile. S'il devait y avoir une requête de l'Union africaine pour un soutien logistique, "j'espère que l'OTAN y répondrait positivement", a souligné Condoleezza Rice. A contrario, Michel Barnier voit plutôt "un rôle et une utilité" à une intervention de l'Union européenne au Darfour, en termes de moyens logistiques et financiers, voire d'encadrement de la force de paix africaine, mais il n'exclut pas que l'OTAN puisse offrir ses capacités de planification et de transport stratégique (...). »

LA PLACE DU SAHARA OCCIDENTAL DANS L'AFRIQUE DU NORD

Le problème du Sahara occidental, né en 1975 après le retrait des troupes d'occupation espagnoles et la saisine de l'ONU et de la Cour internationale de justice concernant son statut, devenu conflit opposant le Maroc et l'Algérie, a lui aussi connu des développements accélérés comme prolongement de l'après-11 septembre.

(2) Ensemble du Moyen-Orient.

L'administration américaine s'en est saisie dans le cadre de sa nouvelle politique africaine, via le plan de James Baker, l'ami personnel de Bush père.

En Algérie, la crise de Kabylie a éclaté en avril 2001. Deux mois plus tard, se mettait en place un mouvement politique dit des tribus (aarchs), dans lequel les pablistes du Secrétariat unifié et autres centristes réactionnaires ont joué un rôle majeur, aidés et financés par le Parlement européen et appuyés par le département d'Etat.

Mais un fait est établi : sur la base d'une sorte d'alternance, lorsque le mouvement des aarchs en Kabylie s'essouffle, c'est la question sahraouie qui rebondit

Ainsi, la tension entre les régimes algérien et marocain ayant baissé de plusieurs crans depuis le début de l'année, le gouvernement algérien a été sommé de "*repren- dre le dialogue avec le mouvement des aarchs*", pourtant balayé.

Le printemps berbère (le 20 avril) s'est en effet déroulé cette année pour la première fois dans le calme depuis la crise de 2001. Kofi Annan a donc ressorti le dossier sahraoui dans un rapport récent au Conseil de sécurité de l'ONU, dans lequel il déplore "*le blocage actuel sur la question fondamentale concernant la manière dont la population du territoire peut exercer son droit à l'autodétermination*".

M. Annan ajoute que "*s'il n'y a pas eu de violation du cessez-le-feu qui a pris effet le 6 septembre 1991*", il est toutefois "*préoccupé devant l'ampleur des violations de l'accord militaire numéro 1*". Parmi ces violations, le rapport cite "*l'installation continue de nouveaux radars et moyens de surveillance*" par l'armée marocaine "*dans plus de 40 sites sur toute la longueur du mur de défense*", "*les manœuvres à tirs réels*" effectuées par elle, « *le déploiement continu par le Front Polisario d'une unité armée dans la zone appelée "Fort espagnol"* » et "*les incursions répétées dans la zone tampon par des membres armés du Front Polisario*". Dans ses observations, le secrétaire général de l'ONU souligne, à propos des relations algéro-marocaines :

"L'atténuation des déclarations négatives et la multiplication des contacts de haut niveau dans la région constituent une évolution encourageante. Toutefois, l'amélioration générale du climat poli-

tique au niveau régional n'a pas encore entraîné de changements dans les positions des parties sur la question du Sahara occidental et la question fondamentale concernant la manière dont la population du territoire peut exercer son droit à l'autodétermination."

Et pour cela, il estime "*qu'une réduction des effectifs de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso)*", que le Conseil de sécurité lui avait demandé d'étudier, "*ne serait pas souhaitable au stade actuel*".

M. Annan recommande non seulement le maintien de ces effectifs, mais ajoute que, "*compte tenu de la gravité de certaines des violations décrites, on pourrait examiner la question de son renforcement*".

C'est dire que ni la signature de l'accord de libre-échange Etats-Unis-Maroc ni le vote par l'Assemblée algérienne d'une nouvelle loi sur les hydrocarbures réintroduisant le système des concessions au profit des multinationales et déposissant l'Etat algérien du contrôle des hydrocarbures confié à deux agences "indépendantes" n'ont suffi pour que l'impérialisme américain tempère son offensive.

Pour l'impérialisme américain, la question sahraouie est un instrument pour que soient désintégrées aussi bien la nation marocaine que la nation algérienne, car l'autodétermination du Sahara occidental met à l'ordre du jour celle du Sahara oriental algérien, où, d'ores et déjà, des compagnies comme BP et Shell viennent d'obtenir des contrats énormes dans les gisements pétroliers. Mais il reste le gaz, qui, jusque-là, est destiné en priorité à l'Europe, convoité également par les multinationales américaines, d'autant que la demande chinoise augmente.

Le pillage intégral des ressources naturelles algériennes est incompatible avec l'existence d'une nation et donc d'une classe ouvrière algérienne organisée et très présente dans les zones gazières et pétrolières. La présence militaire américaine devient une condition.

Mais dans la question sahraouie, tout comme en Irak, outre la politique générale de l'impérialisme en décomposition, il y a les intérêts particuliers de ceux qui l'incarnent : le Sahara occidental recèle notamment des gisements de phosphate et de pétrole. Plus de 70 % des contrats ont été raflés par James Baker en personne dans le cadre de son nouveau "plan de règlement", dès le début de l'année 2002. Le royaume avait auparavant procédé à la "répartition" des contrats. Selon *L'Expression* (19 février 2002),

« les dernières manœuvres de la France et des Etats-Unis, qui consistent à retarder, quand ce n'est pas à éliminer le droit des Sahraouis à l'autodétermination, ont le mérite de rendre plus claires les raisons de ni guerre ni paix au Maghreb.

En prospectant dans les mines sahraouies du phosphate, les deux Etats ont découvert le pétrole. Une découverte trop chère pour que la légalité internationale soit respectée. Elle a été alors continuellement reléguée au second plan. Le quotidien espagnol El Periodico avait déjà écrit, le 3 février dernier, que les Nations unies avaient la nette intention de "renoncer à leur proposition d'autonomie pour le Sahara occidental au profit de la quatrième voie".

Cette solution suggère la partition du territoire entre le Front Polisario et le Maroc (...). Des observateurs madrilènes, qui suivent le conflit sahraoui-marocain depuis des années, ont affirmé que, derrière cette quatrième voie, se cachent maladroitement les intérêts stratégiques des Américains (...). C'est ce qui explique à la fois le déplacement "secret" de James Baker à El-Ayoum, le 24 janvier dernier, et la "guerre" des contrats pétroliers dirigée par la France, les Etats-Unis et bien entendu le Maroc (...). L'Algérie a évoqué ce qu'on peut appeler la cinquième voie, c'est-à-dire "l'administration" du territoire par l'ONU. En somme, le plan Baker, appuyé par la France et les Etats-Unis, propose une pseudo-autonomie du Sahara au sein du Maroc, qui devrait donner le feu vert aux multinationales américano-françaises pour l'exploitation des ressources naturelles de la région. »

Or, dans le nouveau plan Baker, la portion de territoire devant rester "sous contrôle international" est précisément celle où se concentrent les gisements dont il a raflé la majeure partie.

C'est pourquoi, après avoir "jeté l'éponge" concernant ce dossier, James Baker a réagi violemment suite à l'intervention de Zapatero durant l'été 2004, qui suggérait un règlement en dehors de l'ONU à quatre (France, Maroc, Algérie, Espagne). Immédiatement après, ce sont Lula et Mbeki qui sont entrés en scène comme porte-voix de l'impérialisme américain dans l'Assemblée générale de l'ONU, en septembre 2004.

Pour l'impérialisme américain, l'Afrique du Nord est un point névralgique pour la continuité de sa politique de destruction généralisée et de pillage, impliquant l'extension de sa présence militaire partout.

En effet, en plus d'être partie intégrante du continent africain et du "Grand Moyen-Orient", le Maghreb donne accès à l'Europe occidentale, permettant de la cerner. En témoignent les pourparlers en cours entre le ministre espagnol de la Défense et Donald Rumsfeld pour que les forces spéciales américaines stationnées en Italie, en Allemagne et en Grande-Bretagne soient regroupées à La Rota, dans le sud de l'Espagne, pour "faire face aux menaces émergentes en Europe de l'Est, au Caucase et dans une grande partie de l'Afrique".

Deux mois après la rencontre Bouteflika-Mohamed VI, qui a entraîné un apaisement de climat, la commémoration du 32^e anniversaire de la création du Front Polisario a été accompagnée d'une succession d'événements qui ont créé des tensions entre les régimes algérien et marocain, suite à la déclaration du président algérien qui se prononçait pour le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui dans le cadre des résolutions de l'ONU.

Ainsi, alors que tout le monde attendait la réouverture des frontières terrestres, c'est la propagande guerrière qui s'est installée dans les deux pays, notamment par médias privés interposés.

Mais ce durcissement aurait pu paraître banal dans les rapports algéro-marocains tourmentés s'il n'y avait pas l'annonce de la découverte de gisements importants de pétrole offshore dans le littoral sahraoui, provoquant la convoitise des multinationales, qui se bousculent depuis pour arracher les contrats de prospection. Les dirigeants sahraouis ont, en effet, jeté un ap-

pât : ils décident d'anticiper sur "leur indépendance" en passant des contrats dès maintenant.

Depuis, se sont succédé les déclarations tantôt américaines, tantôt espagnoles, ou encore des eurodéputés, appelant à l'application du plan Baker et menaçant le Maroc de sanctions.

SOUS COUVERT DE "LUTTE CONTRE LE TERRORISME"...

Mais c'est au moment où la tension était à son comble et que fusaient de partout les appels à l'intervention de l'ONU que l'armée américaine a débarqué en Algérie début juin pour réaliser des manœuvres aux frontières sud.

Ces manœuvres sont réalisées dans le cadre de "*l'initiative transsaharienne de lutte contre le terrorisme*", qui, pendant cinq ans, couvrira l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, le Sénégal et le Nigeria en plus du Niger, du Mali, du Tchad et de la Mauritanie, prévus initialement dans le programme Pan-Sahel.

Et pour donner quelque crédibilité à cette présence militaire, le Pentagone et la CIA décident de surclasser le Groupe salafiste pour la prédilection et le combat (GSPC), devenu "*la menace numéro 1 pour la région*", presque à égalité avec Al Qaida.

La même classification indique que

"cette organisation terroriste algérienne assume la commande de plusieurs contacts régionaux et internationaux avec des réseaux financiers des autres groupes islamiques armés".

"Les insurgés algériens affiliés à Al Qaida deviennent plus actifs en Afrique et à l'extérieur du continent",

a déclaré le général Thomas Csrnko, chef des forces spéciales américaines en Europe, qui supervise l'opération "Flint Lock 2005", rapporte *L'Expression* (20 juin 2005).

Qu'importe que cela démente les propos de l'ambassadeur américain en Algérie, qui affirmait quelques jours auparavant que l'Algérie s'était débarrassée du terrorisme.

Mais une autre "coïncidence" est venue se greffer à ce tableau. L'armée mauritanienne accuse le GSPC d'avoir attaqué une de ses casernes au moment où a été

annoncée, là aussi, la découverte d'importants gisements de pétrole en Mauritanie. *El Watan* rapporte dans son édition du 21 juin 2005, sous le titre "*Grand appétit*" :

"En mai 2001, la compagnie australienne de production de gaz et pétrole, Woodside Petroleum Ltd, a trouvé au large de Chinguetty des quantités de plus de 140 millions de barils. Au total, les hydrocarbures offshore atteindraient 1,3 milliard de barils de réserves (...). Un joint venture entre Woodside et des compagnies américaines, italienne et indonésienne notamment, pourrait lancer une production de quelque 75 000 barils par jour d'ici fin 2005 ou début 2006 (...). Le chercheur d'or, l'Australien Max de Vietri, s'est associé à des investisseurs mauritaniens. Sa compagnie, Brimax Petroleum International, opère dans deux blocs de l'est frontalier du Mali et dans deux autres situés entre Nouakchott et le fleuve Sénégal. International Petroleum Grouping (IPG), compagnie dirigée par Nicholas Yellachich, a signé un accord de partage de production avec le gouvernement au début de 2002 concernant le bloc 11, qui s'étend de Nouakchott à la côte nord du pays et recouvre 29 243 km² (...)."

On aura remarqué que ce tracé coïncide avec le plan militaire américain pour la région.

Alors que les salariés mauritaniens revendiquent une hausse de 500 % des salaires pour survivre, la situation ouverte par les découvertes pétrolières est décrite comme suit par le même journal :

« Sur chaque dollar de production pétrolière, 34 % iront dans les caisses de l'Etat mauritanien, nous affirme un représentant de la compagnie australienne Woodside Petroleum Ltd. Cela est suffisant pour donner de grands appétits à certains responsables de ce pays. Mais à l'opposé, la majorité des citoyens craint que ce miracle pétrolier n'apporte rien de bien pour le pays. Déjà, les prix de location et de vente de l'immobilier sont montés en flèche. A Nouakchott, les loyers ont connu, au cours des cinq mois de l'année 2005, des hausses de 500 % (...). Des fonctionnaires sont insatisfaits, malgré la revalorisation des salaires depuis janvier dernier de quelque 8 000 ouguiyas (UM) (...). Les craintes de la classe politique (opposition), des intellectuels et d'une partie de la presse se justifient par le fait que "la dette extérieure de la Mauritanie a été effacée la semaine dernière" par le G 8. Les avis

s'accordent à dire que "cela ne fera qu'aggraver la situation des couches les plus défavorisées, alors que le PIB se situe juste autour d'un milliard de dollars". »

Faut-il rappeler que l'Etat mauritanien a normalisé les rapports avec Israël et se fait aider par l'armée israélienne (3) ?

Dans le sud algérien, le ministre responsable des hydrocarbures, en annonçant la délocalisation de la ville pétrolière de Hassi Messaoud, a affirmé qu'il comptait installer des zones spéciales d'exploitation dans le sud non concernées par le Code communal de la République, et où la sécurité est assurée par les compagnies pétrolières qui y interviennent.

Après le rétablissement du système des concessions généralisé dans l'exploitation, le transport et la commercialisation des hydrocarbures, qui transfère la propriété de la principale richesse du pays vers les multinationales, c'est le dépeçage de la nation qui est programmé.

Et au moment où le Maroc subit les conséquences de l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis, dans le domaine de l'agriculture et de la production industrielle, c'est au tour de la Tunisie de se mettre à la table. L'entrée en vigueur annoncée de l'accord d'association Algérie-Union européenne dès septembre 2005 précipitera la nation dans la zone de libre-échange Algérie-Etats-Unis, ce qui parachèvera la mise en place du plan américain dit Eiznstat.

Et c'est ostensiblement en relation avec ces plans que le gouvernement algérien fait pression sur la centrale syndicale pour la signature du pacte national économique et social.

"LE GMO N'EST PAS UNE UTOPIE"

Expliquant la politique américaine, *Le Jeune Indépendant* (22 juin 2005), sous le titre "GMO versus GMA", (4), affirme :

« Pour neutraliser, puis mettre à genoux l'Iran et l'Irak, la diplomatie secrète américaine avait mis au point une stratégie révélée plus tard sous le nom de "double containment" (la double inclusion ou le double contrôle). Cet échafaudage politique consistait à pousser les deux protagonistes à user leurs forces dans une guerre fratricide, au lieu de l'exercer contre les pays du Golfe où se trouvent des réserves pétrolières straté-

giques pour l'économie et la sécurité des Etats-Unis.

Et aujourd'hui que l'Iran est isolé et l'Irak exsangue, les Américains veulent passer à une étape plus décisive et de portée plus historique. Ainsi, la création du Grand Moyen-Orient (GMO) n'est pas une utopie à la Walt Disney, mais un programme à long terme, qui assurera au géant de l'Atlantique la tranquillité durant des décennies.

C'est en quelque sorte la reformulation des accords de Sykes-Picot, qui avaient permis, au début du XX^e siècle, à la Grande-Bretagne et à la France de partager cette région en colonies et protectorats (...).

Le contrôle de cette région, d'une façon directe ou par délégation de pouvoir, au profit d'élites locales totalement inféodées, permettra aux Américains d'empêcher les puissances montantes et de tenir ainsi dans la main le tensiomètre et le thermostat qui réguleront, à leur convenance, le développement de n'importe quel dragon futur. La Chine, qui s'est hissée récemment au rang de quatrième consommateur de pétrole dans le monde, est, bien entendu, en tête de liste. Car si l'Empire jaune arrive à s'auto-suffire en énergie, l'axe du monde se déplace de plusieurs faisceaux horaires. »

Et il conclut :

« Le Maghreb arabe, qui se trouvait sous occupation, puis sous influence française, commence à intéresser, lui aussi, les Américains, qui y possèdent une présence militaire, au Maroc, et des puits de pétrole, en Algérie. En outre, cette terre, qui grouille d'islamistes, fait face directement à l'Europe et s'ouvre sur la Méditerranée, par où transitent 30 % du commerce maritime international, ainsi que sur l'Afrique, un continent riche autant en ressources qu'en conflits.

Aussi un grand désordre dans le Maghreb pourrait avoir des répercussions multiaxiales et compromettrait une part importante de la stabilité mondiale. Par conséquent, une guerre entre l'Algérie et le Maroc pourrait provoquer un remake du débarquement allié sur la construction du Grand-Moyen Orient aux lieux et places du Grand Maghreb arabe (GMA). »

Où va le Maghreb ?

(3) Depuis que cet article a été écrit, le chef de l'Etat a été renversé par un coup d'Etat organisé par l'armée. Nous aurons l'occasion de revenir sur la signification de ces événements dans nos prochains numéros.

(4) Grand Maghreb arabe.

Comment l'“écologie” devient une arme de destruction

Protocole de Kyoto et directives européennes

Par Pierre Cise

Parmi les thèmes du dernier sommet du G 8 (chefs d'Etat et de gouvernement des sept pays capitalistes les plus puissants du monde et de la Russie), qui s'est tenu au début du mois de juillet dernier, la question du changement climatique et des émissions de gaz à effet de serre a fait l'objet d'âpres discussions, qui ont conduit à une déclaration d'intention désignant “l'activité humaine” comme principale cause du phénomène et soulignant la nécessité de réduire les émissions de ces gaz dans les années suivantes (sans objectif précis), avec une référence au protocole de Kyoto signé en 1997.

Malgré le fait que le gouvernement Bush n'ait pas infléchi son refus de ratifier ce protocole, l'Union européenne, en particulier, a considéré cette déclaration comme une grande victoire, et tout spécialement sa référence au protocole de Kyoto (*voir plus loin dans cet article*). Celui-ci avance, comme principale “solution” à la réduction des gaz à effet de

serre, le principe d'un marché d'échange de quotas d'émissions entre les pays et les industries polluantes à mettre en place en 2008. La régulation par le marché plutôt que la réglementation, voilà qui est somme toute une logique conforme aux intérêts du capital financier et à laquelle l'Union européenne et ses institutions adhèrent totalement depuis longtemps.

Sur proposition de la Commission de l'Union européenne, le Parlement européen a adopté en octobre 2002 une directive qui fut publiée un an plus tard (directive 2003 I 87, 13 octobre 2003) “*établissant un système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre dans la Communauté*”. Cette directive institue la création d'un tel marché à compter du 1^{er} janvier 2005, c'est-à-dire anticipant de trois ans la mise en place du marché mondial de ces quotas voulu par le protocole de Kyoto. Malgré les tentatives nombreuses et pathétiques visant à démontrer le contraire, l'Union européenne a donc

donné son feu vert à un authentique marché de droits à polluer à l'échelle des 25 pays membres.

Sous couvert de "développement durable", de "responsabilité sociale des entreprises" voire de "bonne gouvernance", le marché des droits à polluer que met en place l'Union européenne participe d'une immense entreprise de spéculation, à laquelle vont participer des capitaux en permanence avides de valorisation.

Mais avant d'aller plus loin, posons-nous la question : n'est-il finalement pas normal que, dans le cadre du régime pourrissant de la propriété privée des moyens de production, la "solution" à un phénomène réel soit la spéculation et, nous le verrons, la destruction ?

Ce n'est pas l'objet de cet article d'entrer dans des considérations strictement scientifiques. Toutefois, le processus de réchauffement climatique de la planète semble une réalité peu contestée, qui se manifeste par différents aspects, dont la fonte des glaciers ou le recul de la banquise aux pôles Nord et Sud, qui sont les plus spectaculaires. Cependant, les experts ont quelques problèmes pour en évaluer l'ampleur et surtout en prévoir les développements sur les cent prochaines années. La fourchette de réchauffement du climat, au gré des conférences, se situe entre + 1° et + 6° !

LA RELATION DE L'HOMME AVEC LA NATURE DANS LE SYSTÈME CAPITALISTE

Mais la question n'est pas fondamentalement une nouveauté. Citons simplement ce passage de *Travail salarié et capital*, de Karl Marx :

"Le travail est de prime abord un acte qui se passe entre l'homme et la nature. L'homme y joue lui-même vis-à-vis de la nature le rôle d'une puissance naturelle (...). En même temps qu'il agit par ce mouvement sur la nature extérieure et la modifie, il modifie sa propre nature et développe les facultés qui y sommeillent."

"La nature devient un des organes de l'activité de l'homme, qu'il annexe à ceux de son propre corps, augmentant sa stature en dépit de la Bible."

Dans ce cadre, ce que la déclaration du G 8 appelle "l'activité humaine" a bien évidemment un impact sur la nature. L'homme est issu de la nature, il agit dans la nature et il agit sur la nature en usant des lois de cette dernière, ainsi que de ses ressources, pour la satisfaction de ses besoins. Mais il ne s'agit pas de "l'activité humaine" en soi. Cette activité se réalise dans le cadre de rapports de production, qui se fondent sur le degré atteint par le développement des forces productives, c'est-à-dire de la relation avec la nature. Toujours dans *Travail salarié et capital*, Karl Marx explique ainsi :

"En produisant, les hommes ne sont pas seulement en rapport avec la nature. Ils ne produisent que s'ils collaborent d'une certaine façon et font échange de leurs activités. Pour produire, ils établissent entre eux des liens et des rapports bien déterminés : leur contact avec la nature, autrement dit la production, s'effectue uniquement dans le cadre de ces liens et de ces rapports sociaux."

La relation de l'homme avec la nature intègre le cadre des rapports de production et, en particulier, leur capacité à développer ou non les forces productives. Il est vrai que mille exemples s'affichent devant nos yeux de détériorations, voire de destructions de notre environnement, de pollutions aussi diverses et variées dans leur nature et leur ampleur. Mais, comme le disait Gérard Bloch (1), "pour les marxistes, la détérioration du substrat naturel des forces productives de l'humanité constitue l'un des aspects de la transformation croissante des forces productives en forces destructives par le capitalisme", capitalisme arrivé à son stade impérialiste pourrissant. Comme il le rappelle justement, Marx et Engels fondaient toute solution à ces questions sur le développement de la science de la nature et, en même temps, ils soulignaient que cet espoir ne pouvait se réaliser dans le cadre de la société actuelle.

"Vis-à-vis de la nature comme de la société, on ne considère principalement, dans le mode de production actuel, que le résultat le plus proche, le plus tangible ; et ensuite, on s'étonne encore que les

(1) Gérard Bloch, *Projet de résolution sur "l'écologisme" (préparation du XXIII^e Congrès de l'OCI, 1979), Ecrits, volume 2, SELIO, 1995.*

conséquences lointaines des actions visent à ce résultat immédiat soient tout autres, le plus souvent tout à fait opposés...”,

écrit Engels dans *Dialectique de la nature*.

Car comme le précise encore Gérard Bloch,

« les sciences de la nature, en régime capitaliste, sont l'instrument de la classe capitaliste et lui servent à accroître l'exploitation des travailleurs (...). Les forces productives, dans une économie capitaliste, prennent la forme de capital productif. En tant que “devenant de plus en plus force productive immédiate”, la science devient du capital productif et, avec l'époque impérialiste, elle est essentiellement utilisée comme force destructrice : c'est au développement des armements qu'est consacré l'essentiel des crédits de la recherche scientifique » (2).

Ajoutons-y les dépenses dans les nouvelles technologies comme facteur de démantèlement des relations du travail et de délocalisation des emplois. Alors que la recherche fondamentale disparaît de plus en plus des budgets, la recherche appliquée et plus encore le développement de produits et de techniques de production à partir de cette recherche appliquée ont pris une place prépondérante. La recherche est orientée directement vers les besoins de valorisation du capital (intégrant les recherches mathématiques et informatiques dans le développement de la spéculation). Autant dire que les recherches sur l'environnement n'ont aucun caractère prioritaire. Il suffit simplement de prendre l'exemple des Etats-Unis, où, pour un dollar de budget fédéral consacré aux programmes environnementaux, 50 dollars sont dépensés pour les dépenses militaires. Et la situation n'est guère différente ailleurs.

Les solutions techniques existent et certainement pourront être trouvées, mais la recherche de ces solutions, les progrès de la science en ce domaine, le développement des moyens d'analyser le phénomène et de le maîtriser, de connaître l'impact réel de l'activité humaine sur la nature se heurtent au système capitaliste, à sa décomposition impérialiste.

Les rappels qui précèdent nécessiteraient de plus amples développements, qui ne sont pas l'objet du présent article. Mais

ils ont la modeste ambition de tracer à grand trait le cadre dans lequel s'inscrivent de prétendues “solutions” à la dégradation de l'environnement. Et de considérer avec la plus extrême réserve les discours et les actes d'institutions, de trusts et d'hommes politiques dont la politique est totalement orientée, par ailleurs, sur l'abaissement du “coût du travail”, la destruction des Codes du travail et de tous les acquis ouvriers, les délocalisations et la guerre (armée ou non) contre les peuples.

De ce point de vue, la “solution” visant à développer les marchés de droits à polluer porte la marque indélébile du régime qui l'a créée. Cette “solution” est la spéculation, la déréglementation et la destruction, comme nous le verrons.

QU'ENTEND-ON PAR DROITS A POLLUER ?

Dans le cadre d'un plafond ou d'un quota fixé à l'avance par un accord national ou international (et généralement sur la base du volontariat des différentes parties impliquées), des permis d'émissions sont distribués (3) à différents émetteurs d'un gaz ou de plusieurs gaz polluants. Un permis représente le droit d'émettre dans l'atmosphère une certaine quantité de gaz (généralement une quantité égale à une tonne-équivalent-pétrole, ou TEP). Chaque pollueur doit avoir une quantité de permis couvrant ses émissions, sachant qu'il ne peut émettre de gaz pour une quantité supérieure aux permis en sa possession et que la somme totale des permis est égale à une quantité d'émissions infé-

(2) Gérard Bloch, *ibidem*.

(3) Au regard des expériences passées et présentes, cette distribution est gratuite, au grand dam de certains, dont beaucoup d'altermondialistes, qui souhaiteraient une distribution payante ou par enchères, les sommes ainsi levées finançant le développement de projets “propres” dans les pays “émergents”. En quelque sorte, la version écologique de la taxe Tobin chère à ATTAC. D'autres encore souhaiteraient que ces sommes viennent compenser... les allègements de “charges sociales” (cf. “*La France prise au piège de l'effet de serre*”, Olivier Godard, directeur de recherche au CNRS, *La Recherche*, n° 314, novembre 1998, *Problèmes économiques*, n° 2596, 23 décembre 1998).

rieure aux émissions actuelles. Ces permis sont négociables, c'est-à-dire que si une entreprise n'arrive pas à atteindre (ou plus exactement ne trouve pas rentable d'atteindre) les objectifs de réduction qui lui sont assignés, c'est-à-dire va se trouver avec des rejets dans l'atmosphère supérieurs aux permis qu'elle possède, elle peut acheter des permis supplémentaires à une autre entreprise, qui, elle, aura trouvé le moyen, sans affecter ses profits, de réduire ses émissions, et donc d'avoir des permis d'émissions en excès. Ce commerce des droits d'émissions peut se faire directement entre les entreprises, mais devant la multiplicité grandissante des intervenants, il s'effectue par l'intermédiaire de Bourses des droits à polluer où chaque permis, totalement standardisé, est coté comme un titre (action ou obligation) ou un "produit financier" (contrat à terme, produit dérivé, etc.).

Pour y voir plus clair, prenons un exemple : imaginons deux usines, l'usine A et l'usine B, qui émettent chacune 200 000 tonnes de CO² par an, ce qui fait un total de 400 000 tonnes d'émissions par an. L'Etat du pays où se trouvent ces usines souhaite que le total des émissions soit réduit par exemple de 5 % (objectif global du protocole de Kyoto), c'est-à-dire à 380 000 tonnes. Il va alors distribuer à chacune des deux usines 190 000 permis d'une tonne d'émissions de gaz chacun. Sur la Bourse des droits d'émissions, un permis est coté par exemple à 10 euros.

D'un côté, l'entreprise A fait son calcul. Tout en maintenant ses profits et en dépensant par exemple 60 000 euros, elle pourrait, du fait de ses caractéristiques propres, réduire ses émissions de CO² à 180 000 tonnes, c'est-à-dire que non seulement elle atteindrait l'objectif qui lui était assigné (190 000 tonnes), mais irait au-delà. Elle aurait ainsi 100 000 euros de permis en excès (190 000 - 180 000 tonnes à 10 euros la tonne, soit 100 000 euros) qu'elle pourrait vendre sur le marché boursier. L'affaire lui rapporterait ainsi 40 000 euros.

De l'autre, l'entreprise B fait également ses comptes. Pour arriver ne serait-ce qu'aux 190 000 tonnes d'objectif assigné par l'Etat, elle devrait dépenser une somme très importante, de l'ordre, par

exemple, de 200 000 euros. Investir cette somme pour finalement ne dégager aucun permis excédentaire qui puisse couvrir cet investissement n'est pas rentable, puisque cela entamerait ses profits. L'entreprise B va préférer acheter des droits supplémentaires sur la Bourse où, justement, l'entreprise A vend les siens. Comme elle émet toujours 200 000 tonnes (soit 10 000 tonnes au-dessus des permis qu'elle possède), elle va acheter sur la Bourse (où les permis de l'entreprise A sont en vente) 10 000 permis de polluer supplémentaires, soit 100 000 euros, coût qu'elle va nécessairement inclure dans les prix de ses produits ou services, afin de préserver ses profits ou en exploitant plus le travail de ses ouvriers (4).

Cet exemple est, bien sûr, très simplifié : les Bourses de droits à polluer font intervenir un nombre d'acteur largement supérieur à seulement deux entreprises ; les calculs économiques de rentabilité font intervenir d'autres facteurs (et notamment les taux de profits), et, comme toute Bourse, il y a le jeu de l'offre et de la demande, qui peut faire basculer les décisions des capitalistes d'un côté à un autre. En effet, en reprenant notre exemple, si la tonne de gaz polluant passe à 5 euros, notre entreprise A ne gagnerait plus que 50 000 euros pour une dépense de 90 000 euros et ne fera donc pas cette dépense. L'entreprise B achèterait ses droits supplémentaires au meilleur prix. Si, au contraire, le prix des droits à polluer passe à 20 euros, le profit sera encore plus juteux pour l'entreprise A. Quant à l'entreprise B, l'achat des permis supplémentaires va lui coûter autant que l'investissement (chaque fois 20 000 €), mais si celui-ci ne lui rapporte pas suffisamment de profit, elle préférera non pas acheter les droits supplémentaires, mais plutôt réduire sa production pour atteindre son quota ou carrément fermer l'usine et s'installer ailleurs, où les quotas sont plus souples, voire inexistantes (ce qui est le cas, comme nous le verrons plus loin).

Mais deux points sont à souligner. En

(4) D'ailleurs, elle peut tout aussi bien ne pas en acheter, estimant que l'amende que lui imposera l'Etat pour dépassement de quota d'émissions est plus économiquement "soutenable" que d'investir dans des procédés de production "propres".

premier lieu, ce système de gestion des réductions d'émissions par la loi du marché s'inscrit très étroitement dans le cadre du profit, moteur du système fondé sur la propriété des moyens de production. Les réductions d'émissions se feront là où cela coûtera moins cher et où cela rapportera des profits supplémentaires. Si tel n'est pas le cas, le “capitaliste pollueur” pourra continuer son travail en achetant des droits à polluer ou s'installer ailleurs.

D'autre part, la démarche de l'entreprise A de notre exemple, visant à dépenser une somme pour réduire ses émissions de gaz, ne correspond nullement à une quelconque démarche “citoyenne” ou “socialement responsable”, pour utiliser les termes des adeptes du “développement durable” et de la “bonne gouvernance”. Non seulement la rentabilité est le seul critère pour s'engager dans sa dépense, mais encore faut-il s'entendre sur la nature des dépenses engagées par cette entreprise. L'expérience concrète des applications de système de droits à polluer négociables a montré que les entreprises ont dégagé des droits excédentaires en profitant de la réduction de production temporaire (comme les centrales électriques en période de météo clémente), de la déréglementation du transport des matières premières (le coût supérieur d'une matière première plus propre étant compensé par un coût de transport à “prix écrasé”), la réduction, voire la cessation d'une production et sa délocalisation.

DEVELOPPEMENT DES MARCHES DE DROITS A POLLUER

Les politiques en matière d'environnement n'ont pas échappé au mouvement plus général de déréglementation et de privatisation engagé à l'échelle mondiale depuis presque 30 ans. Comme dans bien d'autres domaines, les normes et réglementations sont abandonnées ou démantelées pour laisser place à des “instruments économiques” tels que les taxes sur les émissions ou les permis d'émissions de gaz polluant. Ici, les “agents économiques” sont libres de choisir leur façon de limiter ou de réduire leurs émissions (ou de ne pas le faire). Ils

agissent selon des “engagements volontaires” (entraprises socialement responsables), évitant ainsi toute contrainte réglementaire, au nom de la défense du bien commun. L'Etat est réduit à un rôle de régulation... de l'ensemble du mécanisme de déréglementation.

Basé sur des théories économiques développées aux Etats-Unis au cours des années 1960 (5), le système des permis de polluer a connu une première application assez limitée dès 1970 dans ce même pays. Mais le système a pris son ampleur au cours de la fin des années 1980 dans le cadre de la mise en place de politiques environnementales américaines, et notamment l'“Acid Rain Program”. Des droits à polluer avaient été distribués par l'Agence gouvernementale de l'environnement (Environment Protection Agency — EPA) aux centrales thermiques du nord du pays (sur une base de volontariat) qui, utilisant du charbon de mauvaise qualité, c'est-à-dire à haute teneur en soufre, émettaient des fumées chargées de dioxyde de soufre (SO²), principal cause de ce qu'on appelle les “pluies acides” (6). La répartition s'effectuait sur la base des quantités moyennes d'émissions constatées pour la période 1985-1987. Ces permis étaient librement négociables sur la place financière de Chicago (Chicago Board of Trade), un des temples mondiaux de la spéculation

Les réductions d'émissions devaient être atteintes en deux phases : une phase 1 de 1995 à 1999 et une phase 2 de 2000 à 2008. Les conditions d'octroi de ces droits pour la phase 1 étant moins dures que pour la phase 2, les opérateurs de centrales thermiques se sont jetés sur les droits d'abord mis aux enchères par l'EPA, puis mis en vente à la Bourse, afin de se constituer un “matelas” de droits

(5) Notamment les travaux des économistes bourgeois américains Ronald Coase, prix Nobel d'économie 1991, et John Dales. A noter que certains de leurs disciples à l'imagination débridée ont travaillé sur des systèmes analogues de gestion de droits négociables (non encore mis en application) comme le marché des quotas de pêche, des droits de procréation artificielle, voire des quotas de licenciements !

(6) C'est-à-dire que ce polluant atmosphérique acidifie les eaux de pluie, ce qui entraîne le dépérissement des forêts, l'érosion des matériaux et l'acidification des sols et des eaux douces.

pour la phase 2. D'un autre côté, une masse très importante de droits excédentaires s'est déversée sur le marché, car, pour certaines centrales, la réduction des émissions pouvait être simplement réalisée par l'achat d'un charbon de meilleure qualité sans modification du procès de production. La déréglementation des transports ferrés américains a permis de compenser le prix plus élevé du charbon de bonne qualité par l'effondrement du prix du transport. Tout cela a propulsé le cours unitaire des droits à polluer de 100 dollars en 1995 à 220 dollars en 1998. Et dès 1995, furent créés à la Bourse de Chicago des produits financiers hautement spéculatifs pariant sur l'évolution des cours des droits à polluer.

D'autres générateurs d'électricité américains, notamment en Californie, ont développé à partir du milieu des années 1990 un marché du même type sur les droits d'émissions de CO².

Dès 1990, se formait le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Intergovernmental Panel on Climate Change — IPCC) créé par l'Organisation météorologique mondiale et le Programme des Nations unies pour l'environnement (UNEP). Composé de scientifiques nommés par les gouvernements, il a été le principal acteur de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques adoptée à la conférence de Rio de 1992.

Cette conférence avait fixé, d'ici l'année 2000, une réduction des émissions de CO² au niveau de 1990. Le moyen préconisé était l'instauration d'une écotaxe. Mais l'action combinée de nombre de pays sous la bannière des Etats-Unis a fait capoter tant l'objectif que le moyen. Car les Etats-Unis, forts de leur expérience nationale, ont plutôt prôné une stratégie basée sur le développement du marché des droits d'émissions de CO² à l'échelle mondiale.

Dans ce système, chaque pays (et à l'intérieur de chacun d'entre eux, chaque entreprise) se voit attribuer un certain quota de droits à polluer librement négociables sur un marché mondial. Si un pays ou une entreprise pollue moins qu'un certain niveau, ils pourront vendre leur surplus de droits à d'autres pays ou à des entreprises qui, elles, dépassent ledit

niveau.

De plus, les Etats-Unis ont proposé deux systèmes complémentaires : l'un permettrait d'obtenir un quota supplémentaire de droits à polluer en contrepartie d'une aide technique ou financière au développement de techniques peu polluantes ; l'autre permet également d'avoir un quota supplémentaire de droits en cas de participation à un projet non polluant dans les pays dominés.

LE PROTOCOLE DE KYOTO

La conférence de Kyoto de décembre 1997, dont est sorti le fameux protocole du même nom, s'est totalement alignée sur les positions de l'impérialisme dominant ; ce qui donne un aperçu assez singulier aux gesticulations actuelles autour de la méchante Amérique "pollueuse" refusant finalement de ratifier le protocole de Kyoto et la vertueuse et "propre" Europe résolument engagée dans la voie de la préservation de notre planète.

Le protocole de Kyoto a été adopté par 159 pays et comporte l'engagement de 39 pays (essentiellement les pays capitalistes développés, dont les Etats-Unis, et certains pays de l'Est et d'Europe centrale, ainsi que la Russie) de réduire, entre 2008 et 2012, leurs émissions de six gaz (7) à effet de serre responsables du réchauffement du climat, au niveau constaté en 1990.

Les engagements des différents pays dans le cadre du protocole de Kyoto sont de - 7 % pour les Etats-Unis, - 6 % pour le Japon, - 8 % pour l'Union européenne, dont - 21 % pour l'Allemagne, - 12,5 % pour le Royaume-Uni, - 6,5 % pour l'Italie. La Russie et la France se sont engagées sur un statu quo et l'Espagne a eu le droit d'augmenter ses émissions à + 15 %, ainsi que l'Australie (8 %). Au total, cela fait un peu plus de 5 % pour la période 2008-2012. Ces réductions fonctionneront à partir d'un système de permis d'émissions négociables dans le cadre d'un marché financier mondial à mettre en

(7) Le gaz carbonique (CO²), le méthane (CH⁴), le protoxyde d'azote (N²⁰), ces trois gaz étant présentés comme les principaux responsables du réchauffement climatique, auxquels s'ajoutent l'hydrofluorocarbonate (HFC), les hydrocarbures perfluorés (PFC) et l'hexafluorure de soufre (SF⁶).

place dès 2008.

Pour entrer en vigueur, ce protocole devait être ratifié par 55 pays représentant 55 % des émissions mondiales de CO². Ce résultat ne fut atteint qu'en février dernier, soit sept ans après sa signature, avec la ratification de la Russie en octobre 2004. Pour ce dernier pays, la pression a été forte pour la ratification. Historiquement, notamment du fait de la politique de la bureaucratie jusqu'en 1989 et de ceux qui en sont l'émanation depuis lors, la Russie est le deuxième plus grand émetteur mondial de CO² (un peu moins de 2 milliards de tonnes par an), certes très loin des Etats-Unis (6,7 milliards de tonnes). Mais le principal intérêt de ce pays est que les quotas de droits à polluer qui lui seront attribués prendront en compte des quantités de CO² émises par des secteurs de l'économie, essentiellement d'Etat, soumis, depuis l'effondrement du Mur de Berlin et l'éclatement de l'ex-URSS, au pillage et à la destruction. Les clans mafieux qui contrôlent ou se disputent les secteurs de l'industrie et des matières premières vont se trouver en possession de droits de polluer négociables excédentaires, puisque les entreprises sous-jacentes ont été démantelées, voire rayées de la carte. Lorsque l'industrie est démantelée, les objectifs de réduction d'émissions deviennent dès lors plus faciles à atteindre et les permis excédentaires iront alimenter le marché spéculatif des droits à polluer que veut créer le protocole de Kyoto. Une manne qui intéresse aussi un pays comme les Etats-Unis : d'un côté, en tant qu'acheteur de droits pour ses industries, et, de l'autre, comme vendeur à travers les différentes acquisitions effectuées directement ou indirectement en Russie, notamment dans le domaine pétrolier.

Il en sera de même pour les pays de l'est et du centre de l'Europe, dont les exigences de réduction des capacités de production sont même inscrites dans le projet de traité constitutionnel européen.

Dans la même veine, il n'est pas inintéressant de s'arrêter sur les principaux prétextes avancés par les Etats-Unis pour ne pas ratifier le protocole de Kyoto. Car, en effet, alors qu'ils ont été les architectes du protocole, que celui-ci contient un engagement de réduction de leurs émissions de

CO², ils se refusent toujours à le ratifier, ce qu'il faut certainement mettre en rapport avec leur politique d'ensemble vis-à-vis des autres impérialismes et des contradictions internes, sujet que cet article n'a pas pour objet de développer de façon détaillée. Mais notons que, parmi les prétextes avancés, il y a le fait que le protocole n'inclut pas des engagements de réduction d'émissions pour l'Inde et la Chine. Dans le cas de ce dernier pays, dont une large partie de la production et des exportations est le fruit de l'activité de sociétés à capitaux étrangers, et notamment américains, la liquidation du secteur d'Etat par le capital financier, avec l'appui de la bureaucratie, va très certainement dégager de nombreux droits à polluer excédentaires (même si la principale motivation de cette liquidation n'est pas là). Pour élargir le champ de la spéculation sur les droits à polluer, la Chine présente nombre de perspectives.

Cela dit, les pays “dominés” ne sont pas concernés par ces engagements, le protocole estimant qu'ils ne sont pas “historiquement responsables” des émissions et de la pollution et que toute mesure trop drastique pourrait entraver leur “développement”. En réalité, il s'agit de préserver les possibilités de pillage sans vergogne de ces pays et ses ravages en matière d'environnement. C'est aussi la préservation du processus de délocalisation des industries et services, permettant ainsi aux multinationales de s'acheter une virginité en réduisant ou en fermant certaines capacités de production dans leur pays d'origine jugées trop polluantes (et donc dégageant des permis de polluer excédentaires à négocier tout en détruisant des emplois) pour investir dans des unités de production dans des pays moins (ou pas du tout) soumis aux mêmes contraintes.

Pour finir sur ce protocole de Kyoto, soulignons qu'une disposition inspirée par l'impérialisme américain est aussi présente. Lorsqu'un pays ou un capitaliste d'un pays participe activement (sur le plan technique et/ou financier) à la réalisation d'un projet “propre” dans un pays “dominé”, il reçoit des droits à polluer négociables supplémentaires, un bonus en quelque sorte. Ce système fonctionne déjà sous l'égide de l'ONU et de son programme pour l'environnement, dont le directeur

général, Klaus Töpfer, cité par le *Financial Times*, indiquait que le but de tout cela est de “*placer les biens environnementaux dans un contexte économique, donc de traduire les arguments d’écologistes dans le langage des affaires*” (8). Un peu moins d’une vingtaine de projets sont en cours, dont le dernier en date est la construction d’une installation d’énergie éolienne en Chine, dans la région de la Mongolie intérieure.

L’UNION EUROPEENNE EN POINTE

Établi sous l’égide des Nations unies, le principe des marchés de droits à polluer a bien évidemment attiré les institutions internationales, et au premier chef la Banque mondiale. Cette dernière a créé dès 1999 un fonds d’investissement dénommé Carbon Fund. Parmi les investisseurs, on trouve 6 gouvernements et 17 entreprises (dont Gaz de France).

Soit dit en passant, la question du rôle des agences gouvernementales et supranationales dans ce système est constamment soulevée.

“La leçon (de l’expérience américaine) ne serait-elle pas que le fonctionnement effectif d’un marché mondial de permis d’émissions de CO² postulerait l’existence d’institutions internationales dont l’absence est précisément invoquée pour disqualifier d’emblée les instruments fiscaux (les écotaxes) ?” (9).

Des préoccupations recoupant celles d’ATTAC, qui, dans une brochure parue en 2002, désignait l’ONU comme “*seule instance de représentation pouvant se réclamer aujourd’hui d’une légitimité universelle*” (10).

En Europe, le Royaume-Uni a été le premier pays à créer une Bourse de droits à polluer en 2002. Trente-quatre sociétés, dont certaines représentent des clubs de plusieurs dizaines d’autres sociétés, se sont réunies pour s’engager dans un abaissement, d’ici 2006, des émissions de dioxyde de carbone à un niveau inférieur de 4 millions de tonnes au niveau constaté entre 1998 et 2000. En contrepartie, elles recevront un montant global de subventions de 310 millions ou devront payer des pénalités. Les sociétés qui arriveront à une progression plus rapide des réductions

d’émissions recevront des permis de polluer, qu’elles pourront vendre aux sociétés qui auront le moins progressé, afin de leur éviter d’être financièrement pénalisées. Parmi ces sociétés, on trouve les pétroliers BP et Shell, des cimentiers, des constructeurs automobiles, mais un seul producteur d’électricité (Dalkia UK).

La véritable impulsion du marché des droits à polluer a été donnée par la décision de l’Union européenne d’octobre 2002 de créer, à l’échelle du continent, un marché des permis de polluer négociables, appelé Emissions Trading System (ETS). Officiellement en place depuis le 1^{er} janvier 2005, les premières transactions sont néanmoins prévues début 2006, une fois que tous les quotas seront attribués et enregistrés. Ces quotas, déterminés dans le cadre d’un objectif de réduction, d’ici 2008, des émissions de CO² de 8 % par rapport au niveau de 1990, ont été proposés par les différents États membres eux-mêmes sur la base de Plans nationaux d’allocation des quotas (PNAQ), que chaque pays était censé avoir déposé au printemps dernier auprès de la Commission de Bruxelles. Avec ces plans, les États déterminent les quotas dont ils ont besoin en fonction de la présence sur leur territoire d’un ou plusieurs des 12 000 sites jugés les plus polluants (aciéries, hauts-fourneaux, cimenteries, raffineries ou centrales électriques) et responsables de plus de la moitié des émissions de dioxyde de carbone en Europe, et donc mis sous surveillance par la Commission. Dans le cas de la France, par exemple, la proposition de quotas de droits à polluer porte sur un total de 125,8 millions de tonnes de CO², dont 58,5 pour le secteur de l’industrie et 67,3 pour le secteur de l’énergie. Pour l’ensemble de l’Union européenne, ce seront quelque 6 milliards de tonnes de permis de polluer qui vont être distribués. Cela dit, d’une façon générale, beaucoup de commentateurs

(8) *Financial Times*, 5 juillet 2005, “*Market rides to rescue of environment*”, Fiona Harvey.

(9) “*Instruments économiques dans la perspective du changement climatique*”, Claude Henry et Laurence Tubiana, *Economie et Prévision*, avril-juin 2001 (*Problèmes économiques*, n° 2710, 25 avril 2002).

(10) *Que faire du FMI et de la Banque mondiale ?* ATTAC, Editions Mille et Une Nuits (2002).

s'accordent à dire que les plans volontaires déposés par les différents Etats membres ont résulté d'un subtil dosage ne fixant pas d'objectifs trop contraignants et faciles à atteindre, permettant à nombre de pollueurs d'accumuler des droits excédentaires. De nombreux permis vont se trouver sur le marché des droits à polluer.

GRANDES MANŒUVRES AUTOUR D'UN MARCHÉ PROMETTEUR

Ce marché sera organisé autour des Bourses déjà existantes et les grandes manœuvres sont déjà engagées. Et si le début des transactions dans le cadre de l'ETS est prévu en 2006, la spéculation va bon train dès maintenant.

Powernext, la Bourse de l'électricité créée en France en 2001 par EDF et le RTE dans le cadre de la déréglementation du secteur public d'électricité, associée à son actionnaire Euronext (la Bourse des valeurs européennes de la zone euro) et à la Caisse des dépôts et consignations, a créé sa propre Bourse des droits à polluer, appelée Powernext Carbon. Au moment où cet article est écrit (18 juillet 2005), la tonne de CO² se cotait à 24 euros, en baisse de 3,45 euros par rapport à la séance précédente, et 45 000 transactions de ventes et achats avaient eu lieu.

A Londres, est installé l'European Climate Exchange (ECX), branche européenne des Bourses américaines International Petroleum Exchange et Chicago Climate Exchange. Cette Bourse a capté le plus gros de la croissance des transactions constatées ces derniers mois. Selon Phil Brown, directeur au Royaume-Uni de ECX, à partir d'avril de cette année, date de leur lancement, les transactions ont mis trois semaines pour atteindre un volume d'un million de tonnes de CO², deux semaines pour atteindre le second million, quatre jours pour le troisième million, juste deux jours pour le quatrième et deux jours encore pour le cinquième million (11).

A Leipzig, en Allemagne, est installé l'European Energy Exchange (EEX), par lequel passent 500 millions des 2,2 milliards de droits à polluer européens mis actuellement sur le marché.

On remarquera par ces exemples la très forte présence des compagnies d'électricité et de pétrole sur ce marché, qu'elles contrôlent pour une large part. Pour ce qui est du secteur électrique, dont les principaux intervenants sont RWE en Allemagne, EDF en France, Centrica au Royaume-Uni, le lien entre les politiques de privatisation des services publics et ces interventions sur le marché des droits à polluer est plus qu'apparent.

Et l'heure est déjà à la rationalisation, aux alliances, aux fusions. Car comme l'indique le P-DG de Sendeco, la Bourse espagnole des droits à polluer couvrant l'Espagne, le Portugal et l'Italie, “*il n'y aura pas de place pour tout le monde*” (12).

La presse a ainsi annoncé récemment que l'European Climate Exchange avait pour projet de s'associer, voire de fusionner avec Powernext Carbon pour former la plus importante Bourse des droits à polluer, marquant par là même la détermination du capital financier de l'impérialisme dominant à participer à ces lucratives spéculations. Neuf grands groupes européens, dont le pétrolier français Total, le producteur d'électricité espagnol Endesa et le groupe financier français Société générale, ont annoncé qu'ils feraient passer leurs transactions sur les droits à polluer par ce nouveau marché.

Sendeco elle-même a annoncé sa fusion avec le hollandais New Values, couvrant le Royaume-Uni, l'Allemagne et les Pays-Bas. Et New Values va lui, de son côté, fusionner avec Asian Carbon, spécialisé dans les échanges sur droits sur les pays émergents.

Quant au prix des droits à polluer, il a carrément explosé depuis le début de l'année. En juin dernier, la tonne de dioxyde de carbone était cotée à un peu plus de 29 euros, contre à peine 8 euros en début de cette année. Cette hausse est due notamment à la hausse du pétrole, qui pousse les producteurs d'énergie à brûler plus de charbon, et donc à polluer plus, et donc à rechercher des droits qui ne sont pas présents en quantité suffisante sur le

(11) *Financial Times*, 5 juillet 2005, Kevin Morrison, “*Rationalisation swiftly follows creation*”.

(12) *Ibidem*.

marché (d'où hausse des cours). En juin 2005, le volume des transactions **journalières** de droits se situait entre 700 000 tonnes à 1 million de tonnes, alors que, pendant tout le mois de juin 2004, "seulement" 700 000 tonnes avaient été échangées.

Ces marchés attirent bien évidemment tout le gotha de la spéculation. Le *Financial Times* (13) indiquait ainsi que

"le marché européen des transactions sur émissions attire toute une série de banques, sociétés de conseil et cabinets juridiques, la plupart basés à Londres. Point Carbon (une société d'analystes du marché du carbone — NDLR) indique que des banques d'investissement telles que Barclays Capital, Morgan Stanley, Goldman Sachs, Merrill Lynch, Deutsche Bank et Fortis Bank ont déjà des activités importantes dans les échanges de carbone basés à Londres, et, qui plus est, se concentrent de façon permanente sur cette activité. Plusieurs cabinets juridiques ont élaboré une expertise dans les transactions sur carbone et prospèrent dans l'aide aux sociétés pour négocier les nouvelles règles (en matière de contrainte d'émissions — NDLR). Backer & MacKenzie est un leader dans ce domaine, alors que Allen & Overy et Clifford Chance ont aussi une importante activité liée aux opérations sur le carbone. Un des récents développements a été l'entrée des hedge funds (14) sur le marché du carbone, attirés par les sommes croissantes d'argent qui y changent de main chaque jour. Plusieurs hedge funds spéculent déjà sur les produits dérivés (15) sur le gaz et l'électricité, indique M. Redshaw (responsable des marchés de l'environnement chez Barclays), et le passage aux produits dérivés sur le carbone est naturellement l'étape suivante."

Et le même M. Redshaw précise que, parmi les nombreux contrats à terme sur lesquels ses équipes ont travaillé, la plupart étaient sous la forme de produits dérivés, et une minorité d'entre eux correspondaient à des transactions réelles.

LES EFFETS DESTRUCTEURS DE LA SPECULATION SUR LES DROITS A POLLUER

Et quant aux effets destructeurs de cette spéculation sur les droits à polluer,

ils commencent à se faire sentir. Dans le *Financial Times* (4 juillet 2005), Chris Rowland, responsable du marché des services publics chez la firme d'investissement Dresdner Kleinwort Wasserstein, déclarait :

"A près de 30 euros la tonne, le coût de la pollution est plus cher que les profits que l'on peut dégager dans le cours normal des affaires. Si les prix des émissions montent trop haut, il peut alors être plus viable pour certaines sociétés d'arrêter de produire, vendre leurs droits et localiser leur production en dehors de l'Europe."

Et le journal d'ajouter :

"Les coûts croissants d'énergie ont déjà incité les producteurs d'aluminium en Europe à menacer de fermer leurs usines. Norsk Hydro, le groupe norvégien d'énergie et de métallurgie, et Corus, l'aciériste anglo-hollandais, ont menacé de fermer leurs usines d'aluminium en Allemagne. Cela fait suite à la fermeture d'une fonderie d'aluminium en Allemagne au cours du mois dernier. Les marchés à terme suggèrent que les prix du pétrole devraient rester à environ 60 dollars pour le reste de l'année (...). Cela devrait maintenir les prix des émissions de gaz à un niveau élevé."

Quant au secteur électrique, voilà ce qu'on lit dans le même journal :

« EDF Energy, la branche anglaise d'EDF, est un négociant actif dans le domaine du carbone. Vincent de Rivaz, directeur exécutif d'EDF Energy, estime que le schéma actuel des transactions sur les droits d'émissions fonctionne bien sur le court terme entre les sociétés pour atteindre le niveau requis d'allocations (de droits à polluer — NDLR), mais de plus grandes certitudes sont exigées pour que les sociétés d'électricité prennent des

(13) *Financial Times*, 5 juillet 2005, "Traders : Early players in market build up fund of expertise", Rebecca Bream.

(14) Ou fonds d'arbitrage, des fonds hyper-spéculatifs, dont l'un des plus célèbres fut celui de George Soros, reconverti aujourd'hui dans le "charity business".

(15) Ce sont des "produits financiers" représentant des transactions fictives sur un produit ou un actif (titre) réel. Selon la Banque des règlements internationaux (BRI), la valeur de tous les produits dérivés circulant sur les marchés mondiaux s'élevait à fin 2004 à 288 000 milliards de dollars, soit plus de deux fois le simple marché mondial des actions et des obligations !

décisions d'investissement à long terme. “En Europe, il y aura besoin d'énormes investissements dans de nouvelles capacités de génération d'électricité pour les dix ans à venir”, indique-t-il. La phase 1 de l'Emissions Trading Scheme de l'Union européenne va jusqu'en 2008, mais il indique que les détails de la phase 2 sont incomplets, et d'ici 2012, “il n'y a pas de visibilité du tout”. Ce sera difficile pour les sociétés d'électricité d'estimer leurs coûts futurs et de prendre des décisions sur le type de centrale à construire, étant donné qu'ils ne savent pas ce que seront leurs allocations de carbone, ajoute-t-il. Le prix du carbone a augmenté très fortement durant 2005 (...). Les centrales à charbon génèrent des niveaux relativement élevés de dioxyde de carbone, et par conséquent les prix croissants des droits d'émissions de carbone ont fait du charbon une option plus coûteuse. Les centrales à gaz émettent moins de carbone que les centrales à

charbon, mais la hausse du prix du gaz rend cette option moins attractive. EDF Energy produit le gros de son énergie à partir de deux centrales à charbon situées dans le Nottinghamshire, et M. de Rivaz indique que la hausse du prix des droits d'émissions de carbone met la pression sur sa société. “Qui va payer ? Le client.” Il indique que la facture des clients (dans sa bouche, ce mot veut dire l'usager — NDLR) pourrait augmenter de 10 % pour couvrir le coût des permis d'émissions de carbone. »

Voilà qui donne à réfléchir à l'heure de la privatisation d'EDF.

Ou comment l'“écologie” à la sauce de l'impérialisme pourrissant se transforme en source de spéculation et en prétexte à la désindustrialisation et aux délocalisations... et finalement en un facteur d'aggravation de tous les processus de destruction des forces productives (y compris un

LA VERITE Revue théorique de la IV^e Internationale

La Vérité paraît tous les deux mois. Elle est éditée en dix langues, dont les « unes » sont reproduites ci-contre : allemand, anglais, français, arabe, espagnol, italien, ourdou, portugais, russe, serbe.

Pour se procurer La Vérité :

• **Edition française** et administration centrale de la revue : *La Vérité*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, France.
Mail : the-truth@laverite.org

• **Edition allemande** : Vierte Internationale, *La Vérité*, Werner Udhe, Postfach 180 106, D-10205 Berlin.

• **Edition anglaise** : The Truth, Biill Hooldsworth ; 14 Keymur road, Stratford, London SW2 3AP. Socialist Organizer, P.O. Box 40009, San Francisco, CA 94140, USA

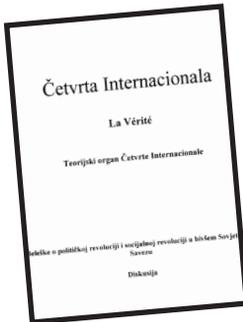
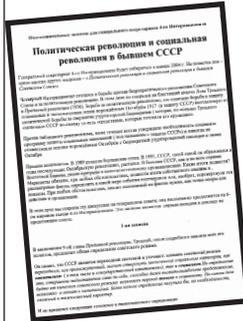
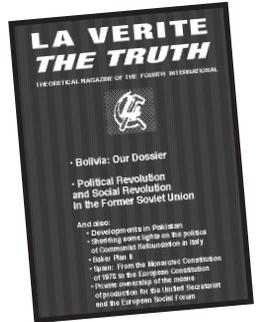
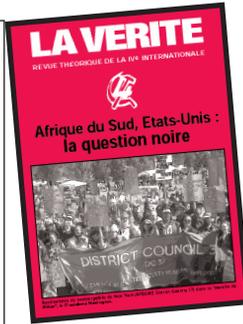
• **Edition espagnole** : POSI, calle Desengaño, 12, 1^o3, 28004, Madrid, Espagne.

• **Edition portugaise** : Edições O Trabalho, rua Caetano Pinto, Cep 3041-000 São Paulo/SP, Brésil.

Pour toutes les autres éditions, s'adresser à l'administration centrale de la revue.

facteur d'aggravation de la pollution et de la destruction de la nature).

Pierre Cise



Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Revue bimestrielle - Directeur de la publication : Pierre Lambert

Comité de rédaction :

Jean-Pierre Barrois, Andreu Camps, Robert Clément, Manuel Cuso, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Marie-Claude Schidlower. **Correspondants :** Arfoutni Abderraman (*Algérie*), Werner Uhde (*Allemagne*), Lybon Mabasa (*Azania et Swaziland*), AKM Fazlul Hoque Ripon (*Bangladesh et Inde*), Philippe Larsimont (*Belgique*), Markus Sokol (*Brésil*), Paul Nkuzimana (*Burundi*), Luis Mesina (*Chili*), José Limaico (*Equateur*), Blas Ortega (*Espagne*), Alan Benjamin (*Etats-Unis*), Charles Charalambous (*Grande-Bretagne*), Dimitris Astériou (*Grèce*), Lorenzo Varaldo (*Italie*), Yassine Lamin (*Maroc*), Aires Rodrigues (*Portugal*), Florin Constantin (*Roumanie*), Luis Vázquez (*Mexique*), Michel Gindrat (*Suisse*), Alifa Ngabaye Sam (*Tchad*), Ariel Quiroga (*Uruguay*), Pavlusko Imsirovic (*Yougoslavie*).



Commission paritaire : n° 0506 G 84847 - ISSN 0294-359X